

NOUVELLES VIOLENCES
EN CORSETrois policiers
légèrement blessés
lors d'un attentat à Ajaccio

LIRE PAGE 10

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Abonnement 2 DA : Maroc, 2,50 dr. ; Tunisie, 2,50 m. ; Algérie, 1,50 DA ; Australie, 15 m. ; Belgique, 15 F. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F C.I.A. ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.A. 80 c. ; France, 45 F. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1.000 L. ; Liban, 250 F. ; Libye, 5.500 Lt. ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 325 F C.F.A. ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 65 d. ; Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659572 F
C.C.P. 4287 - 25 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Instabilité
portugaise

La crise ouverte il y a dix jours par la démission du premier ministre portugais est en voie de se résoudre. Après avoir essuyé le refus de plusieurs personnalités de son parti, peu tentées, apparemment, de prendre la direction d'un pays affaibli par la crise économique et les divisions intestines, M. Pinto Balsemão vient enfin de trouver un successeur en la personne d'un de ses anciens ministres de l'éducation, M. Vítor Crespo, dont le nom ne paraissait pas s'imposer au début des consultations. Encore faudra-t-il que ce choix soit entériné par les instances dirigeantes du parti social-démocrate, qui domine la coalition de centre-droite au pouvoir, puis par le président de la République, le général Eanes.

S'il est confirmé, M. Crespo ne sera jamais que le dixième premier ministre depuis la révolution d'avril 1974, et son gouvernement le quinzisième d'une liste qui compte toutes les combinaisons possibles : après les gouvernements militaires-civils de la première période, on a vu successivement des cabinets formés par le seul parti socialiste, puis par une coalition socialiste-démocrate-chrétienne, puis par des indépendants. La dernière formule est celle qui a cours aujourd'hui, mais son avenir est incertain : une alliance entre les sociaux-démocrates, qui se situent au centre de l'échiquier politique, les démocrates-chrétiens du Centre démocratique et social (la droite classique) et le parti monarchiste. Seuls les communistes orthodoxes de M. Álvaro Cunhal sont, depuis 1976, écartés du pouvoir, alors qu'ils représentent avec leurs alliés près de 20 % de l'électorat.

Depuis trois ans qu'elle est au gouvernement, la coalition Alliance démocratique s'est progressivement effritée. Elle s'est mal remise de la mort de son leader, Sa Carneiro, dont la forte personnalité a fait pâillir, rétrospectivement, celle de M. Pinto Balsemão, son successeur. Le premier ministre sortant est tombé sous les accusations de ses collègues de parti, qui lui reprochaient son manque d'autorité. Sans doute a-t-il été victime, aussi, de la crise économique, qui a porté le taux de chômage à 13 % et qui, ces dernières années, a déstabilisé d'autres gouvernements que le sien en Europe occidentale.

En perdant 5 % des voix aux élections locales du 12 décembre, alors que les socialistes progressaient dans les mêmes proportions et que les communistes maintenaient leurs positions, l'Alliance démocratique s'est retrouvée en minorité dans le pays. Du coup, ses dissensions internes ont été avivées. Le président des démocrates-chrétiens, M. Freitas do Amaral, qui était vice-président du gouvernement sortant, aspire visiblement à prendre la relève. En annonçant qu'il ne participerait pas au prochain cabinet, il a rendu encore plus aléatoire le sort de la coalition, et il ne facilite pas la tâche du futur premier ministre.

Les socialistes de M. Mario Soares pensent qu'ils peuvent tirer parti d'une telle situation. Alors que leur crédit semblait bien entamé il y a trois ans, ils sont en train de regagner la faveur de l'opinion, qui constate que la droite a beau corriger le cours imprimé par la révolution d'avril, en privatisant l'économie, elle ne gère pas mieux les affaires. Si la crise ne parvenait pas à se dénouer, le président Eanes pourrait convoquer, une fois de plus, des élections anticipées, que le P.S. aurait toutes les chances de gagner : ce serait un nouveau retournement dans une démocratie qui, après les longues années d'immobilisme du régime Salazar, n'en a pas été avare.

L'ouverture des négociations
entre Israël et le LibanLa première séance a fait
apparaître un désaccord fondamental

Les négociations israélo-libanaises destinées à mettre un terme au conflit entre les deux pays se sont ouvertes, ce mardi matin 28 décembre, à Khaldé, à une dizaine de kilomètres au sud de Beyrouth, en présence d'une délégation américaine dirigée par M. Morris Draper, dont le rôle — précise-t-on à Washington — sera celui d'un « participant actif ». Les délégations de Jérusalem et de Beyrouth sont présidées respectivement par MM. David Kimche, directeur du ministère israélien des affaires étrangères, et Antoine Fattal, un ancien diplomate.

Les tractations risquent d'être longues et ardues, une divergence fondamentale étant apparue dès la séance inaugurale. A M. David Kimche, qui avait déclaré d'emblée que son gouvernement considérait la convention d'armistice de 1949 comme « nulle et non avenue », M. Antoine Fattal a répondu que cette même convention « demeure l'instrument juridique qui régit les relations entre le Liban et Israël ».

Non belligérance ou normalisation ?

Première négociation directe depuis celle qui, en 1949, avait débouché sur une convention d'armistice, les pourparlers qui s'ouvrent ce mardi porteront d'abord sur l'élaboration d'un ordre du jour qui devrait être suffisamment vague pour masquer les objectifs divergents que poursuivent les deux parties en conflit.

Le Liban souhaite obtenir l'évacuation, en deux étapes, si nécessaire, des troupes israéliennes, condition sine qua non au retrait des forces syriennes et palestiniennes, massées à l'est et au nord du pays ; ainsi le président Amine Gemayel pourrait-il rétablir la souveraineté libanaise sur l'ensemble du territoire grâce au déploiement de l'armée régulière, avec la concours, dans un premier temps, des forces multinationales (françaises, américaines et italiennes), dont les effectifs seraient renforcés.

Pour persuader Israël de retirer ses troupes, le Liban est disposé à négocier une sorte d'accord de non-belligérance, qui comporterait une série de mesures assurant la sécurité des frontières septentrionales.

d'Israël. L'une d'elles consisterait à déployer, dans une zone frontalière élargie, des unités de la force multinationale. Beyrouth serait encore disposé à confirmer la validité d'une clause de la convention d'armistice, qui exclud « le recours à la force pour régler l'affaire de Palestine » et qui stipule encore : « (...) Les forces armées terrestres, navales et aériennes des deux pays s'abstiendront d'entreprendre, de préparer ou de mener à l'effet tout acte hostile contre le peuple ou les forces armées de l'autre. »

Cependant, les préoccupations du gouvernement israélien sont moins d'ordre militaire que d'ordre politique.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 5.)

Une semaine
avec le Liban

Lire pages 6 et 7 les articles de
LUCIEN GEORGE,
DOMINIQUE POUCHIN
et PIERRE GEORGES

AU JOUR LE JOUR

Humain

Les humanistes s'affolent : l'hebdomadaire américain Time, qui désigne tous les ans « l'homme de l'année », a choisi, pour 1982, un ordinateur individuel. Au lieu d'une personne célèbre, une machine anonyme !

Que les passistes se consolent : cet « homme » est le produit — on n'ose dire le fils spirituel — de tous les humains non programmés qui l'ont précédé. Il faut être vigilant, mais l'inquiétude ne sera vraiment fondée que le jour où un homme sera élu « ordinateur de l'année ».

BRUNO FRAPPAT.

La partie d'échecs continue

par ANDRÉ FONTAINE

S'il est vrai que la préparation de la guerre est la condition de la paix, jamais celle-ci ne doit avoir été mieux assurée. Un million d'Irakiens sont stockés sur cette planète, ce qui n'empêche pas chacun de ses 4 200 000 000 d'habitants de dépenser pour s'armer une moyenne de 115 dollars par an.

Ces chiffres ne prennent leur sens que si on leur en oppose d'autres. A en croire Newsweek, 70 millions d'Africains ont aujourd'hui la faim comme principal horizon de vie, et dans la seule Tanzanie (19 millions d'habitants), 150 enfants périssent chaque jour d'inanition. Mais il n'y a pas que l'Afrique. Sur 21 millions de bébés qui naissent chaque année en Inde, pays qui se fait légitimement gloire d'avoir atteint l'autosuf-

fisance alimentaire, 11 millions n'atteignent pas l'âge de cinq ans : de pareilles proportions sont banales dans le tiers-monde. Quant à notre cher « monde libre », il a beau être sensiblement mieux loti, il est en train, à la faveur du chômage, de retrouver les soupes populaires. Et sait-on qu'aux États-Unis, pour citer encore Newsweek, il y a aujourd'hui 2 millions de personnes sans domicile fixe ?

Il est de bon ton de dénoncer les gaspillages — indéniables — commis dans l'aide au tiers-monde. Sait-on que le total de l'endettement fantasmagorique dudit tiers-monde n'atteint jamais que le coût d'une année de course mondiale aux armements ? Arrivé à ce point de folie, on ne peut se permettre d'écarter du revers de

la main une offre de réduction des dits armements, quelle qu'elle soit, sous le seul prétexte qu'elle émane de quelqu'un dont la tête, ou l'idéologie, ne nous revient pas.

La dernière en date de ces propositions vient d'être formulée par Iouri Andropov, au cours des cérémonies organisées pour fêter les soixante printemps de l'Union soviétique (1). Elle se divise en deux parties : réduction de plus d'un quart des arsenaux intercontinentaux ; allègement du nombre des SS-4, SS-5 et SS-20 déployés à l'est de l'Europe sur celui des armes de dissuasion françaises et britanniques, à condition que les Américains renoncent au déploiement des euromissiles.

(Lire la suite page 2.)

M. Mauroy
aux obsèques
de Louis Aragon

M. Pierre Mauroy a assisté, mardi matin 28 décembre, aux obsèques de Louis Aragon, dont le cercueil a été exposé à l'entrée de la salle du comité central, dans l'immeuble du P.C.F., place du Colonel-Fabien, à Paris.

Avant que le premier ministre ne rende hommage au poète — « la fiabilité de ses engagements, a-t-il dit, exige que l'on n'oublie pas le militant au profit de l'écrivain » — M. Marchais a évoqué la mémoire du disparu. Le secrétaire général du P.C.F. a notamment souligné que les communistes français doivent à Louis Aragon la place qu'ils occupent dans la vie culturelle de la nation. Il a rappelé que Louis-Aragon, qui était attaché à l'Union soviétique, n'a jamais renoncé au « socialisme en train de se construire ».

Après ces deux allocutions, la cérémonie devait se poursuivre par la lecture d'un texte du poète, dit par M. François Chaumette, secrétaire de la Comédie-Française. Une foule importante s'était rassemblée, dès 8 heures du matin, et avait défilé devant le catafalque. La garde était montée par des membres du bureau politique. De nombreuses organisations avaient envoyé des couronnes de fleurs. L'immeuble du P.C.F. était orné d'un grand voile rouge, barré de tricolore, sur lequel était accroché un portrait d'Aragon surmonté d'un globe noir.

Après le premier ministre, MM. Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République, et Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, se sont inclinés devant le dépouille mortelle du poète. Plusieurs personnalités avaient pris place dans la tribune, aux côtés des membres du comité central. Parmi celles-ci figuraient plusieurs membres du gouvernement (MM. Defferre, Fiterman, Lang, Mazaudou, Rattier et Le Pors), ainsi que des représentants du P.S. (MM. Debarge, membre du secrétariat national, Gallo, écrivain et député des Alpes-Maritimes, et Sarre, député et président du groupe socialiste du Conseil de Paris).

(Lire page 26.)

PAGE 9
LE STATUT DES DOM-TOMSur des attaques
peu convenables

Un point de vue
de
FRANÇOIS GOGUEL.

UNE ÉTUDE DE L'ABBÉ LAURENTIN

Noël
au-delà des mythes

Noël, en tant que fête religieuse, disparaît de plus en plus, nous venons de le voir à nouveau, derrière la folie. Entre le Père Noël, inventé par notre société de consommation à des fins commerciales du vieux saint Nicolas des pays nordiques, et le « petit Jésus » qui remplit de cadeaux les souliers des enfants sages, le sens religieux de Noël s'estompe au profit d'une célébration sentimentale de l'enfance.

Même les chrétiens ont fini par s'attacher tellement au secondaire — la crèche (avec l'âne et le bœuf, qui ne figurent pas dans le récit évangélique), l'étoile, les rois mages (qui n'étaient pas rois) — qu'ils ont fait de la nativité du Christ une pieuse légende, un tableau symbolique.

Il faut reconnaître, à leur décharge, qu'ils ont été encouragés en cela par certains exégètes, d'abord protestants, et puis catho-

ques, adeptes de la thèse de la « démythologisation » lancée par l'exégète allemand Rudolf Bultmann, qui niait l'historicité factuelle de l'événement historique, à part l'existence et la mort de Jésus, importe peu à côté de son sens spirituel.

Il faut dire aussi que les contradictions ne manquent pas entre les récits évangéliques — et surtout dans les Évangiles de l'enfance du Christ : à savoir les deux premiers chapitres de Matthieu et de Luc, qui traitent de la naissance de Jésus, alors que Marc et Jean commencent leur récit par la prédication de Jean-Baptiste et le baptême du Christ adulte.

ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 13.)

MADAME
GUYON
ET
FÉNELON

La Correspondance secrète

Introduction d'Etienne Perrot

Un document unique dans
la littérature spirituelle
occidentale.

115 F + port

Etienne
PERROT
est l'invité de
Jacques CHANCEL
à
"PARENTHESES"
(France-Inter)
du 27 au 31
Décembre 82

DERVY-LIVRES

6, RUE DE SAVOIE - 75006 PARIS

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde

Europe

L'Europe, les dernières propositions de M. Andropov le montrent, continue, aux yeux d'André Fontaine, d'être l'objet de l'interminable partie d'échecs qui se poursuit entre Washington et Moscou, avec pour toile de fond une course aux armements démentielle. Jacques Mallet croit donc que 1983 sera une année charnière pour l'Europe et qu'il n'y a plus de temps à perdre pour renforcer sa cohésion. Ce qui amène Jean-François Deniau à demander la création d'un comité d'action pour l'union européenne, appelé à jouer un rôle comparable à celui que joua jadis le comité Monnet.

La partie d'échecs continue

(Suite de la première page.)

La première de ces suggestions relève du bon sens. Puisque les Etats-Unis et l'U.R.S.S. se sont mis d'accord, en 1972, sur le principe de la parité de leurs forces stratégiques (2), pourquoi ne pas diminuer de concert le coût de leur maintenance en réduisant symétriquement l'ampleur ? Cinq cents fusées intercontinentales doivent aussi bien assurer l'équilibre que mille, du moment qu'il y en a autant de part et d'autre et qu'elles sont assurées de survivre en nombre suffisant à une attaque par surprise, de manière à être sûr que l'agresseur paiera le prix de sa forfaiture. Aussi bien Carter avait-il déjà proposé, comme Andropov vient de le faire, une réduction de 25 % et Reagan a-t-il récemment doublé la mise. Pourquoi le successeur de Brejnev, qui sent mieux que personne à quelle épreuve la course aux armements soumet l'économie et donc la société soviétique, ne serait-il pas sincèrement intéressé à une opération de ce type ? En tout état de cause les satellites d'observation permettent de surveiller de près, si l'on ose dire, l'exécution des engagements pris.

Les choses, malheureusement, ne sont pas aussi simples qu'il pourrait y paraître au premier abord. Il ne suffit pas de s'entendre sur le nombre des vecteurs, puisque certains ont une seule ogive et d'autres plusieurs. Qu'est-ce qui est le plus important, le nombre des vecteurs ou celui des ogives ? La réponse que les intéressés font à la question dépend généralement des stocks dont ils disposent.

Les aventures du MX

La différence de précision est considérable, d'autre part, entre les armes dites *antiforces*, pointées en permanence sur les bases de départ des fusées adverses, et les armes dites *démographiques*, autrement destinées à détruire les villes. Les Minutemen américains enfouis dans les silos pour échapper aux engins russes appartiennent à la première catégorie, les fusées embarquées sur des sous-marins nucléaires ou des bombardiers, à la seconde.

On n'arrête pas le progrès. Les fusées stratégiques soviétiques sont montées sur des camions mobiles et rapidement rechargeables, donc difficiles à atteindre. La précision et leur force de frappe ne cessent d'augmenter. Les Américains craignent qu'un jour relativement proche le Kremlin ne soit en mesure de détruire par une énorme salve l'essentiel de leur dispositif de représailles antirusses, ce qui ne leur laisserait d'autre réplique possible, sauf à capituler, que d'utiliser leurs armes anticiées. Mais, puisqu'ils n'auraient pu détruire les bases de départ adverses, ils s'exposeraient alors à subir des représailles d'égale ampleur. Autrement dit à sacrifier la vie de dizaines de millions de leurs.

C'est pour conjurer ce péril, pour blinder leur « fenêtre de vulnérabilité », qu'ils ont mis au point le MX, plus précis et plus puissant que le Minuteman et conçu, au départ, pour être tiré à partir d'un lanceur mobile, donc, en principe, à l'abri

« **P**OUR la défense de l'Europe, 1983 sera une année charnière » : cette appréciation de Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., exprime bien la conviction commune des 500 délégués du parti populaire européen, qui a tenu récemment son IV^e congrès à Paris, en présence de trois chefs de gouvernement, parmi lesquels le chancelier Helmut Kohl.

Avant la fin de 1983, en effet, les pays européens membres de l'Organisation militaire de l'OTAN devront se décider sur le déploiement sur leur sol des Pershing-2 et des missiles de croisière : réplique nécessaire aux SS-20 menaçant tous les centres vitaux de l'Europe libre, dans l'hypothèse où les négociations de Genève sur les armes nucléaires à moyenne portée aboutiraient pas à des résultats positifs et équilibrés. Bien entendu, nos pays espèrent qu'elles ne se solderont point par un échec. A défaut de l'« option zéro » refusée par le maréchal Oustinov, — ils souhaitent un accord établissant un équilibre réel et vérifiable au niveau le plus bas possible.

La « double décision » de l'OTAN de décembre 1979 est importante à plusieurs titres. Son application assurerait le « couplage » entre le théâtre européen et le « système central » de la force stratégique américaine. Elle mettrait ainsi en échec la politique de l'U.R.S.S., qui cherche inlassablement depuis plus de trente ans, à dissocier l'Europe des Etats-Unis pour la soumettre à sa domination.

Elle manifesterait d'autre part la volonté de défense des Européens en accord avec leurs alliés et consoliderait l'Alliance atlantique, actuellement affaiblie. Inversement, la remise en cause de ces décisions serait, pour cette Alliance qui de-

mes coups au but de l'adversaire. Mais les populations des Etats de l'Ouest américain où ces lanceurs seraient déployés pourraient — à bord de trains dans des carrières — n'ont manifesté qu'un très relatif enthousiasme à l'idée de servir ainsi de cible aux artilleurs d'en face, et il a fallu trouver autre chose.

Après avoir écarté l'idée de lancer la nouvelle fusée d'un bateau ou d'un avion, les militaires d'outre-Atlantique avaient cru trouver la solution miracle : le paquet dense (Dense Pack). Il s'agissait de disposer un gros paquet de MX dans une série de sites contigus et superprotégés, dans l'espoir que la concentration du tir adverse sur cet objectif entraînerait la destruction de la plupart des fusées attaquantes avant qu'elles aient atteint leur but, ce qui permettrait d'utiliser la majeure partie des MX ainsi rassemblés. La majorité des députés américains ne s'est pas laissé convaincre par ce projet digne du docteur Folamour et a renvoyé le dossier au président.

L'U.R.S.S., de son côté, a prévenu Reagan que, si les MX étaient mis en place, elle installerait chez elle des armes analogues. Il n'est pas démontré qu'elle en ait les moyens techniques et surtout financiers, mais le contraire ne l'est pas davantage, et les Américains n'ont que trop souvent, dans le passé, sous-estimé les capacités militaires de leurs rivaux. En attendant, cet avortissement vient à point nommé encourager le courant pacifiste qui, venu d'Europe, balaie maintenant les Etats-Unis, sous la forme de référendums pour le gel nucléaire, de livres à succès, de prises de position d'évêques catholiques ou protestants et de personnalités politiques. Tout indique que le Kremlin n'a pas la moindre intention de laisser les Etats-Unis modifier à leur profit le présent rapport des forces stratégiques.

Mais que signifie « rapport des forces » ? Aussi longtemps qu'aucun des deux Super-Grands ne dispose de moyens de détruire d'un coup le dispositif antirusses adverse, la dissuasion, on croit l'avoir montré, joue à plein. Encore faut-il bien voir que ce qui est dissuadé, ce n'est pas l'agression, mais le premier recours à l'arme stratégique, que celle-ci soit mise au service de l'agression ou de l'assistance à un allié agressé, puisque chacun dispose des moyens d'infliger une punition d'égale ampleur à celui qui utiliserait cette arme le premier. Pour parler plus clairement : la dissuasion américaine protège les Etats-Unis, qu'elle sanctuarise, elle ne protège pas l'Europe, laquelle est défendue contre la menace nucléaire soviétique non par les fusées stratégiques américaines mais par l'armement américain dit « de théâtre », autrement dit stationné en Europe.

Une négociation est en cours à Genève entre Soviétiques et Américains pour voir comment le déploiement de ces engins — qui, à la différence des fusées stratégiques, n'ont jamais fait l'objet d'un accord — pourrait être limité ou annulé. C'est évidemment à la lumière de cette situation qu'il faut apprécier le deuxième volet de la proposition Andropov : l'alignement du nombre des

par JACQUES MALLET (*)

meure la première garantie de notre sécurité, le commencement de la fin.

Il faut bien voir également que l'unité et la fermeté des Occidentaux constituent la condition sine qua non du succès des pourparlers de Genève. Il importe qu'en face — aucun doute ne puisse subsister sur leur détermination.

Nous devons donc nous attendre, dans les prochains mois, à une grande « offensive de paix » du Kremlin, conjuguée des propositions apparemment alléchantes, des pressions et des menaces destinées à intimider nos gouvernements, et le développement intensif dans nos opinions publiques — y compris en France — de la campagne des mouvements pacifistes et neutralistes.

Spontanés, généreux dans leurs intentions, ceux-ci sont perméables à la propagande communiste, souvent infiltrée, voire manipulés et financés, par les services secrets russes ou est-allemands. Déjà, dans certains pays, les responsables politiques se trouvent en difficulté face à cette campagne, qui risque demain de paralyser leur action. Mais on a toutes raisons de croire qu'à Bonn, à Londres et à Rome les gouvernements resteront fermes. Le gouvernement français, qui n'est pas partie prenante, encourage ses partenaires à la fermeté, leur apportant ainsi un utile soutien.

Sans doute faut-il se préparer à affronter, quand les négociations approcheront de leur terme, une période de grave tension internationale, que de bons observateurs vont même jusqu'à comparer à la crise de

(*) Secrétaire national du C.D.S., chargé des relations internationales.

idées

Une année charnière

Cuba. Pour l'empêcher dans cette « partie de bras de fer », il faudra des nerfs solides. Nous aurions tort de penser qu'elle ne concernera pas notre pays, comme tous les membres de l'Alliance atlantique.

Parfait représentant du système totalitaire qui règne à l'est de l'Elbe, « monstre froid », Andropov pourrait bien être, lorsqu'il aura conquis les mêmes pouvoirs, un adversaire plus redoutable que ne l'était Brejnev parce que mieux informé, plus intelligent et plus machiavélique. Spécialiste des actions souterraines, il est passé maître dans les techniques de la désinformation, de la manipulation et de la subversion. Son intelligence peut aussi le convaincre que des négociations sérieuses serviraient mieux les intérêts de l'U.R.S.S., aux prises avec de graves difficultés économiques, qu'une accélération de la course aux armements. Encore devra-t-il en convaincre les chefs de l'Armée rouge.

On nous épouvante avec le spectre de la guerre. L'U.R.S.S. ne veut pas la guerre, tout au moins une grande guerre comportant des risques d'escalade nucléaire. Ce qu'elle veut, c'est la victoire sans guerre. La bataille d'Europe ne s'engagera pas sur le terrain mais dans les esprits. Son issue se décidera en Allemagne au cours des deux années qui viennent. Nous pouvons encore la gagner. Nous devons, à cette fin, renforcer rapidement la cohésion occidentale, la coopération franco-allemande, l'union européenne, et mettre un terme, par des décisions concrètes, aux ambiguïtés qu'a trop longtemps entretenues la France en ce qui concerne sa participation à la défense de l'Europe, aux côtés de ses voisins et de ses alliés.

Il n'y a plus de temps à perdre.

Pour un nouveau comité d'action

par JEAN-FRANÇOIS DENIAU (*)

L'IDÉE de l'Europe s'affaiblit chaque jour dans les esprits, dans les faits. On peut le constater, on doit le constater. La presse le sait bien. Parce que l'Europe n'est plus (ou n'est pas) une des dimensions importantes de notre vie et de nos espoirs. Parce qu'elle est devenue absente de nos projets et que la technique de sa construction passe par un langage de moins en moins compréhensible.

André Fontaine rappelait, il y a quelques années, les éléments modernes de la puissance : l'espace, le nombre, la force des idées simples. L'espace et le nombre ? Tout ce que l'Europe a gagné en ces deux domaines par l'élargissement à quatre nouveaux membres, tout ce qui l'attache avec deux candidats de plus, elle l'a perdu par incohérence et complexité supplémentaires. Chaque jour, elle a un peu moins la force de la simplicité.

L'idée de l'Europe disparaît parce que l'Europe n'a plus d'idées.

Il y a vingt-cinq ou trente ans, c'était une idée simple. On ne veut plus voir deux guerres mondiales nées au départ d'un conflit européen, notamment entre la France et l'Allemagne. Inventons un traité de type nouveau qui non seulement interdise la guerre entre nos vieux pays, mais qui, en créant chaque jour des fers concrets en tous domaines, la rende physiquement impossible. A cet égard, l'Europe a réussi. Plus personne ne croit à une guerre entre l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie et la France. Mais l'objectif simple et fort, évident pour tous, a donc disparu : par succès.

Une nécessité

Le second thème était la coopération économique dans un esprit libéral et les avantages d'un grand marché unifié. Il avait aussi, il y a trente ans, dans l'Europe morcelée et détruite de l'après-guerre, ses évidences. Là encore, les progrès réalisés l'ont affaibli : les complexités techniques, les intérêts rivaux l'emportent désormais dans l'esprit du public sur les avantages possibles. Le pas décisif, l'union monétaire, bien engagé sous le président septennat avec la création du S.M.E., se heurte aujourd'hui à la divergence profonde des politiques économiques intérieures, née elle-même des divergences propres politiques. La loi qui veut que, en période de crise prolongée, tout gouvernement qui a la responsabilité du pouvoir le perd — s'il était conservateur ou libéral, au profit de la gauche ; s'il était de gauche, au profit de la droite — ne facilite pas la cohésion européenne au niveau des grandes options internes qui commandent toutes les autres.

Mais l'Europe reste une nécessité même si cela se voit moins. Garantie de la paix entre nous, espoir d'un meilleur équilibre international où le dialogue des seuls Super-Grands est un risque, facteur de progrès matériel et de défense du niveau de vie alors que le retour au protectionnisme et au morcellement aggraverait brutalement les effets de la crise. Il manque toutefois, et chaque jour un peu plus, l'élément qui donnerait à l'Europe un

sens positif évident, qui montrerait qu'elle apporte quelque chose de supplémentaire et manifestement sa personnalité, son identité, son image propre. Il ne peut être que moral, c'est-à-dire traduire les valeurs d'une société.

Pendant vingt-cinq ans, on a essayé de construire l'Europe à partir de grands mécanismes en quelque sorte extérieurs : les lois du marché économique et les institutions. Soit, et les résultats ne sont pas à mépriser, loin de là.

Mais aujourd'hui, il s'agit plutôt de les consolider, de défendre l'acquis face à des périls divers, que de progresser par un saut qualitatif notable. Si l'Europe pouvait apporter une réponse claire au chômage et à l'inflation, c'est que l'Europe serait déjà faite.

Elle n'est pas faite parce qu'il n'y a pas d'Européens. J'ai toujours été frappé que ce vocable ne soit même plus utilisé pour désigner les habitants de notre continent. Or sans rien savoir de nos personnalités nationales, qui font partie de nos richesses et auxquelles je suis attaché, le manque d'une conscience d'être aussi Européens est sans doute la plus grave échec des dernières décennies.

Tout en continuant les efforts traditionnels en ce qui concerne les grands mécanismes extérieurs, pour le moins à préserver, il faut donc désormais une autre approche, du dedans, et qui s'intéresse davantage aux hommes et à ce qui les intéresse directement. C'est ce que j'ai appelé l'Europe des Européens. Des sujets jusqu'ici tabous ou négligés doivent être considérés comme prioritaires, parce qu'ils ont une valeur concrète et morale irremplaçable.

La défense. On n'est libre que si l'on participe activement et de façon cohérente à la défense de sa liberté. Il n'y a pas d'Europe responsable sans responsabilité propre de l'Europe, au sein de l'Alliance qui est le sien. Le sujet est sûr.

Les droits de l'homme. Quand j'ai suggéré une « Europe de Brest à Brest » (le second étant bien sûr Brest-Litovsk, à la frontière orientale de la Pologne), je n'entendais pas élargir le Marché commun aux démocraties dites populaires. Non, je voulais rappeler que Varsovie, c'est aussi l'Europe ; comme Budapest, Prague ou Bucarest. Que nous devons nous en préoccuper, en tant qu'Européens. Que la liberté, c'est aussi notre vocation. Et ne pas répondre à l'état de guerre en Pologne par la proposition de relever les droits de douane sur le caviar !

Mais il y a aussi d'autres domaines, à l'écart du traité de Rome, et qui sont ceux qui touchent à la vie quotidienne. Ce sont eux où tout progrès aurait à la fois valeur concrète et valeur de symbole.

La sécurité, pour laquelle il existe une convention que la France a ratifiée.

L'enseignement et la culture, où nous sommes en réel grave par rapport à ce que l'Europe a connu dans les siècles passés. La santé et la recherche médicale. La sport, la télévision, où l'eurovision pourrait ne pas se limiter à la chansonnette.

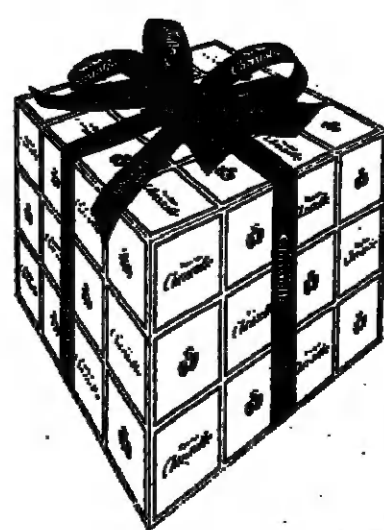
Il y a le rapprochement des législations, domaine fondamental jusqu'ici largement bloqué parce que trop laissé aux techniciens et où le Parlement européen pourrait de façon naturelle se voir confier un rôle précis et concret.

Il y a le vrai progrès social, qui est participation et aménagement du temps de travail, et qui ne peut être assuré que par une étroite concertation européenne, contrairement à la méthode prise par le gouvernement français actuel. Il y a en fait à définir une civilisation, c'est-à-dire une façon de vivre qui nous soit propre, fondée sur nos propres valeurs, celles de la tradition, de la liberté, du respect de l'autre.

Ce ne sont pas les institutions européennes qui pourront aisément relancer cette « Europe du dedans », qui le plus souvent est en dehors des traités. Arbitrages politiques et prudentes juridiques s'y opposeront. Il faut donc créer de nouveau un organe indépendant, comme le fut le comité de Jean Monnet, qui joua un rôle essentiel d'animation, de concertation, de proposition pendant vingt ans. Indépendamment des institutions et des partis, tout en travaillant avec eux. Cadre souple, autonome, rassemblant à titre individuel des personnalités de tendances diverses. Il faut en moderniser le nom, le vocabulaire, les objectifs, pour les adapter à l'époque actuelle, à ses possibilités, à ses besoins. C'est ce que j'ai proposé récemment devant la Fondation Spaak à Bruxelles : il faut de nouveau un Comité d'action pour l'union européenne.

(*) Ancien ministre, ancien membre de la Commission des communautés.

Tout un monde d'idées, de cadeaux et de gentillesse



Pavillon
Christofle

12, rue Royale, Paris 8^e
95, rue de Passy, Paris 16^e - 93, rue de Seine, Paris 6^e
31, boulevard des Italiens, Paris 2^e
Centre Commercial de Parly II

(2) Sont réputées stratégiques les engins d'une portée de plus de 5 500 kilomètres et ceux qui sont destinés à être lancés à partir d'un avion ou d'un sous-marin d'une superpuissance contre le territoire de l'autre.
(3) Le Monde du 23 décembre.

سكوا من الاموال

Le Monde

étranger

EUROPE

Yougoslavie

La mise en œuvre de la politique de « stabilisation économique » s'accompagne d'intenses querelles nationales

Belgrade. — La politique dite de « stabilisation économique » appliquée avec une rigueur accrue est à l'origine de grandes bouleversements. Une nouvelle fois la Yougoslavie tout entière est en mouvement. Les « forums » de la Ligue des communistes et des autres organisations sociales siègent en permanence, adressant des appels pressants aux citoyens à retrouver leurs manières. Les assemblées nationales, de la Fédération et des Républiques, sont inondées de projets de loi les plus divers qu'elles adoptent ou rejettent quelquefois, mais toujours à l'issue d'épuisants débats. Les entreprises se sont engagées dans des réorganisations sans fin afin d'économiser l'énergie, les matières premières et les devises. Les citoyens, de leur côté, réexaminent leur budget personnel pour survivre à une pénurie prononcée de nombreux articles de grande consommation (viande, beurre, lait, café, huile, médicaments) à la hausse du coût de la vie (32 % en 1982) et à l'inflation (35 %). Et 1983 doit être, selon les déclarations officielles, plus difficile encore que 1982.

La crise économique se répercute-t-elle sur la situation politique ? Le cas yougoslave est-il comparable au cas polonais ? Mme Milica Planitz, présidente du gouvernement fédéral, ne le pense pas. La Pologne, à son avis, traverse une crise éminemment politique alors que, en Yougoslavie, la crise économique est sans influence déterminante sur la situation politique, qui demeure « bonne et stable ». Il n'empêche que l'on constate une recrudescence des « manifestations de nationalisme ». Celles-ci éclatent à peu près partout, mais sont, bien entendu, plus nombreuses au Kosovo, où « les nationalistes et irrédentistes » albanais continuent à susciter des incidents, certes moins graves qu'en 1981, mais qui, tout de même, ne risquent pas de s'éteindre.

Les derniers en date sont la profanation d'un cimetière et une tentative d'incendie d'un monastère médiéval serbe près de Prizren. Les réactions de la population serbe et de l'Eglise orthodoxe ont été vives. A Zagreb, les « cléricaux-nationalistes » croates ont maltraité des étudiants serbes et chanté des chants « oustachis ». Ils se sont attirés les foudres des autorités, qui ont procédé à des incarcérations. A Belgrade, des « hooligans » ont attaqué un bus transportant des sportifs croates et se sont trouvés eux aussi sous les verrous. La presse annonce une prochaine réunion des représentants du comité central croate et serbe pour mettre un terme à ce genre d'incidents devenus « trop fréquents ».

En Bosnie-Herzégovine, où cohabitent Serbes, Croates et musulmans, des polémiques mettent en cause le comportement des uns et des autres pendant la guerre, qui, dans cette région, fut souvent aussi fratricide et religieuse. En Slovinie, des intellectuels se sont dirigés en défenseurs de leur langue nationale, dont la pureté serait menacée par la présence dans cette république, la plus développée de Yougoslavie, de dizaines de milliers de travailleurs des autres régions du pays et parlant le serbo-croate. Ils ont tendance à comparer

De notre correspondant

la situation actuelle à celle de l'époque autrichienne, lorsque le gouvernement de Vienne s'efforçait de « dénationaliser » les Slovènes en « étouffant » leur langue nationale.

Des protestations parviennent de Macédoine : le reproche est fait à l'Eglise orthodoxe serbe de persister dans son refus de reconnaître le statut autochtone à l'Eglise macédonienne, formée après la guerre, et à certaines institutions culturelles serbes de ne pas tenir toujours compte dans leurs contacts avec des institutions grecques de la politique d'Athènes, qui conteste l'existence d'une minorité nationale macédonienne en Grèce.

Depuis plusieurs mois, un conflit oppose la Serbie et la région autonome de Voïvodine, qui en est, théoriquement du moins, partie intégrante. La première est accusée de « centralisme », la seconde suspectée de « séparatisme ». Les deux parties se réfèrent à la Constitution de 1974, qui ne brille pas par la clarté. Un incident a pris subitement, au début décembre, une ampleur inattendue. Une pièce à grand succès du Théâtre de Novi-Sad, ville principale de Voïvodine, a été retirée de l'affiche parce que reflétant le « chauvinisme agressif grand serbe ». Aux protestations des artistes de Novi-Sad se sont jointes immédiatement celles de leurs collègues du Théâtre national de Belgrade et de nombreux intellectuels de Serbie. Mais la Yougoslavie n'est pas un pays comme les autres : la pièce interdite par le parti à Novi-Sad a été autorisée par le parti à Belgrade ; la semaine dernière, deux représentations y ont été données devant une salle archicomble, applaudissant avec ferveur.

L'histoire des rapports entre Serbes et Monténégrins est longue et compliquée. Les Monténégrins s'étaient toujours considérés comme Serbes, voire plus « grands Serbes » que ceux de Serbie. Pour l'ancien régime, ils étaient un seul et même peuple ; pour le nouveau régime, deux peuples différents. Mais, conformément à une règle qui veut que tout en Yougoslavie soit, aujourd'hui, divisé, les extrémistes des deux bords s'évertuent, maintenant, à diviser même ce que leurs ancêtres avaient de commun dans le passé. Que de querelles ne sont-elles pas suscitées, par exemple, par l'appartenance nationale de Njegos (1813-1851) ? Prince et évêque de Monténégro et plus grand poète des Slaves du Sud, Njegos n'est pas, pour les partisans de la théorie des deux peuples, un poète serbe mais, uniquement, monténégrin, alors pourtant qu'il s'est toujours déclaré Serbe et n'a jamais parlé d'un peuple monténégrin.

Frictions entre les Eglises

Des frictions mettent encore aux prises les trois principales Eglises (orthodoxe, catholique et islamique) auxquelles appartient l'énorme majorité de la population. Leurs nombreux conflits, au long de l'histoire, sont encore présents dans les mémoires et on ne manque pas de les évoquer aux cérémonies religieuses. « Manifestations de nationalisme », affirme alors le régime. « Non, rétor-

quent les représentants de l'Eglise, « manifestations nationales ! ». Et comme chacune des Eglises a tendance à parler au nom de son peuple (un droit qui leur est contesté par le parti « seul habilité à exprimer la volonté populaire »), de nouveaux conflits s'ensuivent dans lesquels il n'est pas simple de se retrouver, d'autant que les Eglises reprochent au parti communiste son « sectarisme ».

Les manifestations de nationalisme sont fréquemment le fait des jeunes. Mais il y a des raisons de croire que leurs préoccupations sont d'un autre ordre. Sur les huit cent mille chômeurs, près de 70 % ont moins de trente ans. Les autorités se rendent compte du danger et essaient d'y parer par des « accords autogestionnaires » par lesquels les entreprises s'engagent à donner du travail à un nombre déterminé de jeunes dans des délais précis. Le succès de cette action est incertain, sauf dans les grands centres urbains, où le nombre de jeunes sans emploi est inquiétant.

On envisage, en outre, une réforme du système de l'enseignement en faveur des sciences exactes et des techniques, et la suppression de certains établissements scolaires qui fournissent non pas les cadres nécessaires à l'économie mais une intelligentsia humaniste qui n'arrive à se caser nulle part. Mais la solution de ces problèmes se heurte à plus d'une difficulté découlant de la crise économique, dont on ne voit pas la fin.

PAUL YANKOVITCH.

Danemark

UNE CONTREBANDE LUCRATIVE : ALCOOL, TABAC ET... HORMONES

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Une équipe de boxeurs amateurs, venue de Poznan pour participer, à Aalborg (Jutland), à la traditionnelle rencontre de Noël entre le Danemark et la Pologne, risque d'avoir à son retour quelques ennuis : deux de ses membres ont été arrêtés pour tentative de contrebande. Assez naïvement, ils avaient proposé à deux passants inconnus de la vodka et des cigarettes à des prix alléchants. C'étaient des policiers en civil qui leur mirent aussitôt la main au collet. Peu après, la police devait saisir dans les bagages de trois de leurs camarades deux cent trente-neuf bouteilles de vodka, de l'alcool à 96 degrés et quatre mille cigarettes. Leur club les a fait libérer rapidement en versant une caution de 60 000 couronnes (environ 50 000 francs).

Les autorités danoises se plaignent en vain depuis plusieurs années, d'une telle contrebande à partir de la Pologne. Elle porte non seulement sur les alcools et le tabac, mais aussi sur certains produits interdits au Danemark, tels que les hormones qui absorbent les athlètes en mal de médailles et qui ne peuvent être obtenues ici sans ordonnance médicale. Les sportifs d'Europe de l'Est s'en servaient d'habitude de la vodka, de la cocaïne, de l'opium et de l'heroina lors de certaines rencontres internationales ou bilatérales.

C. O.

Autriche

A TROIS MOIS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La popularité de M. Kreisky semble garantir une nouvelle victoire des socialistes

De notre correspondante

Vienne. — A trois mois des élections générales, rien ne signale un tournant en Autriche, gouvernée depuis 1970 par le parti socialiste qui a remporté, trois reprises, en 1971, 1975 et 1979, la majorité absolue. En dépit d'une détérioration de la conjoncture économique et d'une série de scandales impliquant des membres du parti, la position des socialistes semble excellente, en particulier depuis l'annonce par le chancelier Bruno Kreisky de sa nouvelle candidature. De récentes élections régionales en ont apporté la confirmation : dans la province du Burgenland, les socialistes ont réalisé leur meilleur résultat depuis 1945.

La clé de ce succès est, sans aucun doute, l'« ouverture » du parti et le « compromis historique » réalisé par M. Kreisky avec les soi-disant libéraux formant traditionnellement un électoral flottant, qui ont voté, dans le passé, pour le chancelier beaucoup plus que pour son parti.

Aux élections de 1983, le facteur inconnu sera les jeunes : 10 % environ des électeurs voteront pour la première fois. Dans la campagne pour la conquête de ces jeunes électeurs, le parti socialiste a pris un mauvais départ avec l'élimination du représentant de la jeunesse socialiste, M. Josef Cap, du comité directeur du parti. Au dernier congrès, M. Cap n'avait en effet pas été réélu, pour avoir ouvertement critiqué, de la tribune, le train de vie à son avis trop luxueux du gouverneur de la province du Burgenland, qui

est, en même temps, un des vice-présidents du parti.

Le parti socialiste dispose, cependant, pour la campagne électorale, de deux atouts majeurs : la situation économique, moins inquiétante en Autriche que dans la plupart des autres pays européens (le taux de chômage est de 3,5 %, l'inflation de 5 %) et le chancelier Kreisky qui, aux yeux de beaucoup d'Autrichiens, est son garant. La majorité des Autrichiens, soucieuse de continuité et de stabilité, le considère comme un symbole de la fameuse concertation permanente entre le patronat et les syndicats, qui a valu au pays une paix sociale exemplaire et durable.

Selon un sondage, un habitant sur deux estime, en outre, que le retrait du chancelier Kreisky porterait préjudice à l'image de l'Autriche à l'étranger. Le chancelier, qui après certains ennuis de santé, l'année dernière, semble avoir retrouvé sa forme en dépit de ses soixante-deux ans, sait habilement tirer profit de sa popularité. Au lendemain de l'éclatement de la coalition en R.F.A., il a appelé les Autrichiens à éviter une situation analogue par un vote massif en faveur du parti socialiste. Il leur a fait savoir qu'ils ne pourraient compter sur lui qu'à la tête d'un gouvernement socialiste majoritaire. La perte de la majorité absolue entraînerait le départ du chancelier à la retraite. Tant qu'il reste en lice, cependant, cette majorité ne semble pas compromise.

WALTRAUD BARYLL.

Union soviétique

Les dissidents politiques et les spéculateurs ne bénéficieront pas de l'amnistie décrétée pour certains condamnés

Moscou. (A.F.P., U.P.I.) — Le Soviet suprême de l'U.R.S.S. a décrété une amnistie pour un certain nombre, non précisés, de condamnés de droit commun, annonce l'agence Tass, lundi 27 décembre.

Cette mesure, décidée à l'occasion du sixième anniversaire de la fondation de l'Etat soviétique, bénéficie, selon l'agence, à cinq groupes de condamnés : les anciens combattants ou personnes décorées qui ont été condamnés à une peine n'excédant pas cinq ans d'emprisonnement ; les femmes enceintes ou mères d'enfants en bas âge, les détenus âgés de plus de soixante ans pour les hommes et de cinquante-cinq ans pour les femmes, ainsi que les invalides ; les jeunes détenus condamnés pour la première fois à une peine n'excédant pas deux ans ; les condamnés qui n'ont plus que six mois de peine à effectuer ; enfin, les militaires condamnés aux unités disciplinaires.

Le décret précise que l'amnistie ne s'applique pas, en revanche, aux individus condamnés pour avoir commis « des crimes d'Etat particulièrement dangereux » ou des « atteintes à l'ordre administratif », ni aux « récidivistes dangereux », ni aux personnes condamnées pour meurtre prémédité, viol, blessures graves volontaires, atteinte à la vie d'un représentant de la milice. En sont exclus également les détenus coupables de pillage et de détournement de biens d'Etat, de spéculation, de vol d'armes à feu, de munitions et d'explosifs ; enfin, ceux qui ont reçu des pots-de-vin.

L'exclusion des crimes d'Etat et des atteintes à l'ordre administratif vise pratiquement l'ensemble des dissidents politiques, les délités de « propagande et agitation antisoviétique », fabrication de fausses nouvelles, diffamatoires à l'endroit du système social et d'Etat, etc., tombant dans cette catégorie. M. Zagladine, porte-parole du comité central, avait d'ailleurs affirmé il y a quelques jours qu'aucune amnistie n'était prévue pour cette catégorie de délinquants, car « il n'y a pas de prisonniers politiques en U.R.S.S. » (les dissidents sont considérés comme des détenus de droit commun). Les autres amnisties décidées antérieurement, notamment

• UN APPEL DU SMOT AU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — Cinq militants du Syndicat ouvrier libre soviétique (SMOT) demandent, dans un appel de Leningrad, l'assistance du Bureau international du travail à Genève et de tous les syndicats libres pour qu'il soit mis fin à la répression qui frappe ses membres en U.R.S.S.

en 1967, 1972, 1975 et 1977 à l'occasion d'anniversaires analogues s'étaient inspirés des mêmes principes.

Dans un appel au Soviet suprême, daté du 7 décembre, mais dont le texte n'est parvenu que lundi aux correspondants étrangers à Moscou, Andreï Sakharov demandait « la libération de tous ceux qui ont été condamnés pour des actes accomplis selon leurs convictions et leur conscience ». Il citait notamment Anatoli Marchenko, Youri Orlov, Anatoli Chibaranov et Sergueï Kovalev, parmi la quarantaine de dissidents qui purgent encore actuellement des peines dans des prisons ou des camps en Union soviétique.

Selon Sakharov, une telle mesure à « caractère humanitaire » aurait réhaussé « le prestige de l'U.R.S.S. » et servi « la détente et le renforcement de la confiance entre les peuples du monde ».

Italie

La guerre des clans de la Mafia a fait sept morts en deux jours à Palerme

Correspondance

ROME. — Les fêtes de Noël ont été marquées à Palerme par une reprise de la guerre entre clans de la Mafia qui, en un peu moins de quarante-huit heures, a fait sept morts et un blessé grave, portant ainsi le nombre des morts violentes pour l'année 1982 dans cette ville et sa province au chiffre record de cent quarante-huit.

Si les raisons du meurtre, dans la matinée du 27 décembre, de Paolo Amedeo, quarante-neuf ans, épicière de son état, abattu dans son magasin sous les yeux de son fils, restent encore obscures — racket ou vengeance personnelle ? — les six autres assassinats commis le jour précédent s'inscrivent dans les règlements de compte sanglants que se livrent depuis maintenant trois ans clans « vainqueurs » et « perdants » de la Mafia pour le contrôle du marché de la drogue. Son chiffre d'affaires est estimé à 2 000 milliards de lire par an.

Fait particulièrement préoccupant, les six victimes de cette guerre des clans du lendemain de Noël étaient sans précédent pénal, apparemment extérieures au milieu et n'ont été frappées que par vengeance ou avertissement pour leurs liens familiaux indirects avec des représentants des clans en guerre.

M. Gaspare Ficano, cinquante ans, employé sans histoire de E.A.S. (Société des aqueducs siciliens), et son fils Michele, vingt-six ans, stu-

diant, ont été abattus, dans la nuit de Noël au retour d'un dîner de famille, simplement pour avoir été père et frère de Francesca, « fiancée » de Giovanni Greco, héritier du clan du même nom, lié à la fraction perdante Bontade et Inzerillo — et désormais traqué par les bandes rivales, qui ont déjà abattu ces six derniers mois son père et son oncle.

Les motifs de l'assassinat de Giuseppe Benvegna, propriétaire d'une petite industrie pharmaceutique, tué le 26 décembre en plein centre-ville au volant de sa voiture, sont plus obscurs. Les enquêteurs avancent pourtant l'hypothèse que celui-ci pourrait avoir eu des liens d'amitié avec Stefano Bontade, tué l'an dernier.

En revanche, le caractère de « vendetta transversale » — c'est-à-dire d'assassinat d'un membre de la famille pris au hasard, faute de mieux — semble plus évident dans le cas du massacre effectué dans la soirée du 26 décembre à la pizzeria New-York Palace, où un commando de tueurs a exécuté de sang-froid le propriétaire, M. Giuseppe Genova et les deux serveurs. Faute de pouvoir frapper le « boss », Don Masino Buscetta réfugié au Brésil depuis deux ans, ni ses deux fils disparus depuis six mois, les clans rivaux de ce parrain déchu du trafic de la drogue ont apparemment décidé d'exécuter son gendre.

MARC SEMO.

Pologne

Les biens des syndicats dissous seront attribués aux nouvelles organisations ouvrières

Varsovie. (A.F.P.) — Le gouvernement polonais a décidé, lundi 27 décembre, par arrêté du conseil des ministres, que les biens des « anciens syndicats » seraient transmis aux « syndicats nouvellement créés, qui ont été enregistrés et qui mènent une activité conforme aux lois adoptées ».

Selon la télévision polonaise, cette disposition s'applique aux biens des « anciens comités d'entreprise des syndicats dissous » (Solidarité, les syndicats de branches, les syndicats autonomes, etc.). Elle tient compte du fait que « le nombre de syndicats nouvellement formés qui sont enregistrés et mènent des activités est de plus en plus grand ».

La loi du 8 octobre, qui mettait hors la loi toutes les organisations syndicales existant à cette date et qui fixait les modalités de la création de « nouveaux syndicats », précisait que ces derniers ne pourraient commencer à avoir d'activités

qu'après le 31 décembre 1982, ce qui jette un doute sur la nature des « activités » syndicales mentionnées par le communiqué du conseil des ministres. Elle stipulait en outre que le conseil des ministres fixerait par arrêté, après avis des syndicats nouvellement créés — le communiqué ne fait pas mention d'un tel avis, les « principes et modalités de transfert » à ces derniers des biens possédés par les syndicats existant antérieurement et qui perdent toute existence légale.

Selon les dernières indications officielles, les tribunaux compétents avaient enregistré, en date du 27 décembre, plus de deux mille nouveaux syndicats. M. Ciolek, ministre des affaires syndicales, avait indiqué dans une interview que plus de six mille nouveaux syndicats pourraient être créés sur la base de la loi du 8 octobre, qui prévoit la création d'un syndicat par entreprise.

Aucune indication précise n'a été donnée sur les effectifs des « nouveaux syndicats », dont la création se heurte à un boycottage systématique de la part des ouvriers. Il suffit de trente membres fondateurs pour pouvoir déposer une demande d'enregistrement.

D'autre part, l'agence PAP a annoncé que M. Piotr Bednarsz, ouvrier métallurgiste de trente-trois ans, et vice-président de Solidarité pour la Basse-Silésie, a été condamné lundi 27 décembre à quatre ans de prison par le tribunal de Wrocław pour avoir poursuivi pendant l'état de guerre des activités syndicales et organisé des actions de protestation. Réfugié dans la clandestinité après le 13 décembre 1981, M. Bednarsz avait pris la direction du comité régional de grève de Wrocław, après l'arrestation, en octobre, de son président, M. Wladyslaw Frasinik. Il était à la même époque devenu le représentant de la Basse-Silésie au sein de la commission provisoire de coordination, instance nationale de Solidarité dans la clandestinité. Il avait été arrêté le 7 novembre. Il a été remplacé par M. Jozef Pinior.

Dans le nord-est du pays, un membre de la direction clandestine de Solidarité à Bialystok, un certain M. Roman « W. », a été arrêté pour avoir participé, dans le cadre de « activités syndicales illégales », à la création d'une « maison d'édition » clandestine locale. Selon PAP, il aurait été arrêté au domicile d'un certain Wojciech « Z. », où la police a découvert une « distillerie d'alcool artisanale » et soixante-deux peaux de renard « provenant du marché noir ».

Enfin, l'évêque a annoncé que le pape a élevé à la dignité d'évêque le prêtre Juliusz Patetz, prêtre de l'archidiocèse de Poznan. Mgr Patetz gouvernera le diocèse de Lomza, dont l'évêque ordinaire, Mgr Mikolaj Sasinowski, est décédé le 6 septembre.

Moquettes • Revêtements muraux

Economisez sur les prix pas sur la qualité !

150.000 m² de marchandises neuves de premier et deuxième choix sélectionnés pour vous garantir la meilleure qualité au meilleur prix.

- Prix T.T.C. au m² :
- MOQUETTES GRANDES MARQUES 2 m, 4 m, 5 m de large : 18 F, 24 F, 30 F, 35 F.
 - MOQUETTES LAINE 2 m de large sur mousse : 35 F.
 - COCO sur latex : 49,50 F.
 - Vrais PAPIERS JAPONAIS et DAMI sur tissus : 14 F.
 - Tapis mural largeur 2,70 m avec molleton contrecollé 69/ML (25 F/m²).
 - Revêtement SOL PLASTIQUE 2 kg/m² : 14 F, 16 F.
- Pose et livraison assurées

ARTIREC

PAYEZ MOINS CHER LA QUALITÉ

RECUPARIS	AR ST-SÉBASTIEN	ARTIREC BASTILLE
5 et 8, rue Salengro 92010 LE REUILLY BOULEVARD (Paris 15) Tél. : 698-81-12	810, imp. St-Sébastien 75011 PARIS Tél. : 355-66-50	4, boulevard de la Bastille 75012 PARIS Tél. : 340-72-72

DIPLOMATIE

La France confirme
que les propositions de M. Andropov
sont « totalement inacceptables »

Moscou (A.F.P.). — La proposition de l'U.R.S.S. de réduire le nombre de ses missiles en Europe au niveau de celui des fusées françaises et britanniques reste « totalement inacceptable », indique-t-on de source française à la suite de la rencontre, lundi 27 décembre, de l'ambassadeur de France M. Arnaud avec M. Gromyko.

L'ambassadeur, reçu, pendant plus d'une heure, à sa demande, par le ministre soviétique des affaires étrangères, a exposé la position de son gouvernement sur la proposition que M. Andropov, secrétaire général du P.C. soviétique, a formulée, le 21 décembre (le Monde du 22 décembre).

M. Arnaud, précise-t-on de la même source, a notamment fait valoir que les fusées françaises, que le Kremlin prend en compte dans sa définition de l'équilibre des forces nucléaires en Europe, restent à la disposition du seul chef de l'Etat et ne sont à aucun titre dépendantes de la stratégie de l'Otan. Autrement dit, l'armement stratégique nucléaire français ne peut être inséré dans un « scénario » de l'Otan puisqu'il relève d'une stratégie purement nationale.

On indique encore que si la France renonce à ses fusées, les armements français seront dans ce domaine réduits à zéro, tandis que l'U.R.S.S. conservera des armes nucléaires qui pourront aussi bien atteindre le territoire français que le sol américain. En d'autres termes, les dirigeants soviétiques établissent une « relation inéquitable », puisque le Kremlin fait abstraction d'un arsenal établi en appui de ses SS 20 pointés vers l'Europe occidentale.

Le différend franco-soviétique sur la comptabilisation des euromissiles ne doit cependant pas constituer un obstacle au développement des relations entre les deux pays, estime-t-on de source française. La France, en tout état de cause, souhaite que les négociations américano-soviétiques de Genève sur les euromissiles aboutissent à un « résultat équilibré » au niveau d'armements le plus bas possible, déclare-t-on de même source. Dans cette perspective, M. Cheysson, ministre des relations extérieures, sera certainement amené à revenir sur cette question lors de sa visite à Moscou l'an prochain, mais

on ne voit pas encore que les choses puissent bouger.

Le séjour de M. Cheysson en U.R.S.S., dont la date précise n'a pas encore été arrêtée, ne permet ni de prévoir ni d'exclure un sommet franco-soviétique, indique-t-on encore de source française. La dernière rencontre au plus haut niveau entre les deux pays a eu lieu entre MM. Giscard d'Estaing et Brejnev à Varsovie en 1980. Quant aux soviétiques, des armements, « Ca ne va pas », avait-il dit. (Le Monde du 23 décembre).

M. Tchervonenko demande
qu'il n'y ait pas de rejet
« tout de suite »

Déjà, le 21 décembre, M. Cheysson avait estimé que M. Andropov déformait la conversation de « ce qui est le vrai sujet » : le déséquilibre des armements. « Ca ne va pas », avait-il dit. (Le Monde du 23 décembre).

Interrogé lundi sur les réactions françaises aux propositions de M. Andropov après sa visite d'adieu à M. Mauroy, M. Tchervonenko, ambassadeur de l'U.R.S.S., qui va regagner Moscou, a déclaré : « Certains, sans avoir pris le temps de comprendre le sens de ces initiatives, ont essayé de les rejeter tout de suite. C'est leur affaire. Pour M. Tchervonenko, les propositions de M. Andropov « répondent au problème le plus aigu de l'actualité ». Mais, a-t-il ajouté, « notre gouvernement est prêt à entendre d'autres propositions si elles vont dans le même sens ».

L'ambassadeur s'est félicité de la coopération scientifique économique et technique entre la France et l'Union soviétique et a exprimé l'espoir que « le dialogue s'améliorera petit à petit, bien qu'il ait des divergences comme il y en avait déjà dans le passé ». A propos de la lettre adressée par l'ambassade d'U.R.S.S. aux chaînes de radio et de télévision et aux journaux français, M. Tchervonenko a déclaré qu'il était de son droit de protester contre certains médias qui, selon lui, pratiquent la désinformation.

BIBLIOGRAPHIE

« L'Occident et le tiers-monde », de Carlos Rangel

Le blasphème et ses limites

Sur le rivage, incroyablement touffu, des rapports entre les pays sous-développés et les sociétés industrielles d'Occident — le fameux « Nord-Sud » — les « tiers-mondistes », les plus « durs », débloquent avec des idées simples. Pour eux, l'Afrique est étranglée, le tiers-monde pillé, soustraient après avoir été colonisé de vive force. Les vautours sont parmi nous, et le sabbat est mené par le « Grand Satan » américain. Prendre le contrepied d'une passion, comme le fait Carlos Rangel dans son dernier livre (le précédent voulait démythifier l'Amérique latine « révolutionnaire »), ce n'est peut-être pas, n'en déplaise au préfacier Jean-François Revel, « s'attirer l'exécration universelle ». Mais, même le blasphème — utile à secouer les conformismes — a besoin d'être un peu plus nuancé.

Pourtant, le genre a son intérêt : ceux qui expliquent tout le retard et toute la misère des pauvres par l'insupportable méchanceté des riches coupables du « pillage des nations prolétaires » ne sont pas si souvent équilibrés qu'on doive courir à leur secours, même si leur « sentiment de culpabilité masochiste et suicidaire » est, peut-être, de nature plus complexe et moins méprisable que ne le croit l'auteur. Celui-ci leur rappelle, sur un ton volontiers hargneux, qu'ils ont le jeu de l'Union soviétique et que le communisme, grand bénéficiaire de leurs états d'âme, ne déve-

loppe pas ses partenaires et n'exporte rien dans le tiers-monde, sinon des canons, son modèle à bout de souffle et sa langue de bois. Soit ! A condition de prendre pour un argument recevable l'éternel et exaspérant refrain sur les « alliances objectives » et l'eau devenue impure parce que portée au mauvais moulin.

Secouons donc le tamis pour trouver, dans le flot, quelques grosses pépites de bon sens que l'on a tendance à ne plus voir dans le camp opposé. C'est vrai, la colonisation n'explique pas tout, les pays qui ne l'ont pas subie ne s'en portent guère mieux et sa « stimulation traumatique » a aussi été un puissant agent de modernisation. C'est vrai, l'« échange inégal », dogme central du tiers-mondisme, n'explique pas tout, comme l'a prouvé le cas du pétrole, payé à un prix plus que juste sans développer pour autant des Etats, qui, soit dit en passant, ne consentent pas de rabais à plus pauvres qu'eux. Oui, on oublie trop le facteur humain, la maturité et la discipline sociale qui ont tout de même permis, dans quelques rares pays asiatiques, l'impressionnant décollage d'économies sous-développées. Oui, à toujours battre sa coulpe sur la poitrine de l'Occident, on offre un magnifique alibi à des dirigeants du tiers-monde démagogues ou incompétents qui n'ont pas encore compris la priorité de l'autosuffisance alimentaire et se laissent vendre, par mégalomanie, des usines clés de l'échec en main ou des Versailles tropicaux.

De là à l'idéalisation d'un libre-échange capitaliste qui brise les reins des plus faibles, il y a un pas de géant. De façon révélatrice, Carlos Rangel ne le franchit pas puisque au terme de son réquisitoire, il se prononce en faveur de l'essentiel des conclusions du très tiers-mondiste rapport Brandt sur le Nord-Sud et veut prendre en considération la « question sociale internationale ». C'est une façon d'avouer que son coup de clairon anti-tiers-mondiste est d'abord destiné à réveiller une théorie qui sommeille.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

(*) L'Occident et le tiers-monde. Robert Laffont. 220 pages. 79 francs.

AMÉRIQUES

Pérou

Le Sentier lumineux multiplie
les attentats

Lima (A.F.P.). — Vingt-quatre heures à peine après l'« ultimatum » lancé le dimanche 26 décembre par le président péruvien Fernando Belaúnde, l'organisation de guérilla dite « Sentier lumineux » a intensifié son action, assassinant un étudiant et déclenchant une vague d'attentats à la bombe dans la région d'Ayacucho (centre du Pérou), son principal bastion dans le pays.

Selon les autorités, un groupe de guérilleros a tué par balles dimanche soir, dans la banlieue d'Ayacucho, un étudiant de vingt et un ans, José Ilamahuí Ayala, accusé de « collaborer avec les étrangers ». Simultanément, la ville d'Ayacucho et sa région, où venaient pourtant d'affluer en renfort quelque quatre cents soldats, ont été le théâtre de nombreux attentats à l'explosif et d'actions spectaculaires de propagande. La ville de Huanta a été secouée

dans la nuit de dimanche à lundi par six explosions.

A Ayacucho même, un groupe de militants armés et masqués a fait irruption dans les locaux de la radio que, lord Chalfont, mais que le paiement de cette somme a eu lieu longtemps après sa nomination comme secrétaire à la marine.

En outre, M. Lehman, selon le quotidien new-yorkais, avait conservé une option pour le rachat éventuel des parts qu'il avait cédées à lord Chalfont. Le New York Times se demande, dans ces conditions, si le secrétaire à la marine a réellement rompu tous liens avec la société Abington, comme le réclame la loi, et s'il ne s'est pas mis dans une position où ses intérêts privés pourraient entrer en conflit avec ses obligations gouvernementales.

M. Lehman a indiqué qu'il ne savait pas que lord Chalfont avait repris un certain nombre de clients de la société Abington, parmi lesquels Northrup, Boeing et T.R.W., trois firmes qui ont de très importants contrats avec le Pentagone.

CORRESPONDANCE

Les « machos »
et la femme du Costa-Rica

Le docteur Fabio Rosabal, chargé d'affaires du Costa-Rica en France, nous a adressé cette lettre à la suite de la diffusion par la télévision française d'un document sur le machisme en Amérique latine.

La diffusion par Antenne 2 du film de Valerio Sarmiento : *Un homme, un vrai*, et rediffusé lundi 13 décembre par la même chaîne, est une campagne diffamatoire contre la femme latino-américaine, et spécialement contre la femme costaricienne. En donnant la parole à des adolescents, à des prostituées et à des assassins, l'auteur donne de la femme latino-américaine l'image d'une personne facile à conquérir et d'un objet sexuel, sans valeur, alors que l'homme est présenté comme un « macho ».

En utilisant les films anciens du chanteur mexicain Jorge Negrete, la réalisatrice se prévaut d'entretiens obscènes pour donner une image scandaleuse des femmes, familles et hommes de nos pays. Nos femmes sont respectables et respectées, et il faut citer parmi elles les prix Nobel Gabriela Mistral, Juana de Ibarbouro et des écrivains comme la costaricienne Carmen Lyra. La femme du Costa-Rica a le droit de vote depuis longtemps. Elle a occupé des postes de ministres, de députés et de chefs d'institutions autonomes (...). C'est pour cela que cette émission contre la femme costaricienne, présentée au festival de Biarritz pour

tenter de montrer un soi-disant machisme et dénigrer l'image de la femme est proprement diffamatoire.

J'élève la plus vive protestation au nom des peuples latino-américains et spécialement du mien qui est visé dans ce film.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

• UN DÉTENU POLITIQUE FRANÇAIS LIBÉRÉ EN ARGENTINE. — M. Claude Piumato, qui a la double nationalité, française et argentine, se trouve au nombre de quatre-vingt-trois détenus politiques récemment libérés par le gouvernement de Buenos-Aires, a annoncé le Quai d'Orsay, lundi 27 décembre. M. Piumato avait été arrêté en 1976 et condamné à sept ans de prison. Deux autres Français ayant également la double nationalité, MM. Michel Lhande et Michel Ortiz, sont encore détenus en Argentine.

Corée du Sud

• DEUX SUD-CORÉENS, accusés d'espionnage au profit de la Corée du Nord, ont été condamnés à mort, lundi 27 décembre, par un tribunal de Séoul, a annoncé l'agence sud-coréenne Yonhap. — (A.F.P.)

Haute-Volta

• NOUVEAU MINISTRE DU COMMERCE. — Le Conseil de salut du peuple (C.S.P.) a nommé, lundi 27 décembre,

Etats-Unis

SELON LE « NEW YORK TIMES »

Le secrétaire à la marine aurait violé
la loi sur l'éthique gouvernementale

Une enquête a été ouverte lundi 27 décembre, à Washington, à la suite d'une information parue le même jour dans le New York Times, selon laquelle le secrétaire à la marine, M. John Lehman, aurait violé la loi qui interdit aux membres du gouvernement et aux hauts fonctionnaires de conserver des intérêts financiers dans des entreprises qui sont susceptibles de recevoir des commandes de l'administration fédérale. En entrant au gouvernement, M. Lehman s'était engagé à renoncer à ses parts dans la firme Abing-

ton Corp. qu'il a créée avec sa femme en 1977, et dont le rôle consiste à fournir des conseils aux sociétés d'armement qui souhaitent traiter avec le Pentagone ou avec des pays étrangers.

Le New York Times croit savoir que M. Lehman a bien vendu ses parts pour 60 000 dollars à un membre de la Chambre haute britannique « la Voix d'Ayacucho » interrompant les émissions pendant une heure. Dans plusieurs points de la ville et de ses environs sont apparus au même moment drapeaux rouges, bannières et affiches, parfois des enseignes lumineuses représentant une faucille et un marteau, symbole du communisme.

L'action du Sentier lumineux ne s'est pas limitée à la région d'Ayacucho : selon un journal local, la ville d'Arequipa, à 1 000 kilomètres au sud de Lima, a connu, deux heures avant le nuit de Noël, une panne d'électricité la localité jusqu'au 25 décembre au soir.

A Lima, un attentat à la bombe avait provoqué, la veille, un violent incendie détruisant totalement un grand magasin à la périphérie de la ville.

Enfin, selon des informations rapportées par la presse de Lima lundi, plusieurs groupes armés ont occupé, à la veille de Noël, divers villages de la région de Huancavelica, à 522 kilomètres au sud-est de la capitale, harcelant la population et donnant des instructions de « guerre populaire » avant de quitter les lieux.

Pour 21 milliards de francs

MISE EN CHANTIER
DE DEUX PORTE-AVIONS
NUCLÉAIRES

Washington (A.F.P.). — La marine américaine a signé, lundi 27 décembre, un contrat de 3,1 milliards de dollars (environ 21 milliards de francs), le plus important de son histoire, pour la construction de deux porte-avions à propulsion nucléaire.

La construction de ces navires de 96 000 tonnes, capables de transporter 100 appareils chacun, a été confiée aux chantiers Newport News Shipbuilding and Dry Dock Co (Virginie), qui avaient déjà produit les autres porte-avions nucléaires de la classe *Nimitz*.

Les deux navires, dont les coques ont été baptisées CVN-72 et CVN-73, devaient être livrés en 1989 et 1991. La marine de guerre américaine dispose déjà de quatre porte-avions à propulsion nucléaire : *Nimitz*, *Eisenhower*, *Vinson* et *Enterprise*.

Argentine

• UN DÉTENU POLITIQUE FRANÇAIS LIBÉRÉ EN ARGENTINE. — M. Claude Piumato, qui a la double nationalité, française et argentine, se trouve au nombre de quatre-vingt-trois détenus politiques récemment libérés par le gouvernement de Buenos-Aires, a annoncé le Quai d'Orsay, lundi 27 décembre. M. Piumato avait été arrêté en 1976 et condamné à sept ans de prison. Deux autres Français ayant également la double nationalité, MM. Michel Lhande et Michel Ortiz, sont encore détenus en Argentine.

Hongrie

• UN UNIVERSITAIRE BRITANNIQUE REFOULÉ. — M. William Lomax, professeur de sociologie à l'université de Nottingham et auteur de plusieurs livres sur les dissidents hongrois et le soulèvement de 1956, s'est vu refuser l'entrée en Hongrie le lundi 27 décembre, et a dû regagner Vienne. — (Reuter.)

Roumanie

• M. ION DINCA, vice-premier ministre, présidera le conseil national de l'agriculture. Il y remplacera, à partir du 27 décembre, M. Stoica, démis en novembre de la vice-présidence du conseil des ministres, mais qui demeure secrétaire du comité central du P.C. — (Reuter.)

Sénégal

• UN COMMUNIQUÉ DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR a confirmé, lundi 27 décembre, que des troubles ont éclaté le week-end dernier à Ziguinchor, capitale de la province de Casamance (le Monde du 28 décembre) et que des arrestations ont été opérées. Parmi les personnes arrêtées, on cite le nom d'un prêtre catholique, l'abbé Augustin Djamakou, qui s'illustrait depuis deux ou trois ans par des prises de positions radicales dans les mouvements culturels diola.

Didier Neveu

Maison fondée en 1878

Spécialistes

Rasoirs électriques et mécaniques

Coutellerie - Brosserie fine

ELECTRO-MENAGER

Café-théières électriques

francophones, italiennes

Stèche-cheveux, miroirs

Cadeaux, gadgets utiles

38, rue Marbeuf, 8° - 225.81.78

Ouvert du lundi au samedi, de 9 à 19 heures

notamment le mouvement Esu Kola (Notre terre). On parle aussi d'animateurs de la petite revue *Kellmak* (L'heure est grave). — (Corresp.)

Tchécoslovaquie

• L'HISTORIEN KAREL BARTOŠEK A PARIS. — Accueilli à son arrivée, le mardi 28 décembre, par M. Jean-François Revel, le secrétaire d'Etat à l'Education nationale du P.S., M. Bartošek a rencontré tous les membres de sa famille que les autorités avaient laissé émigrer successivement. Le journaliste Karel Kyncl pourra, à son tour, rejoindre son fils, à Londres, dans le courant du mois de janvier. Le troisième contestataire, dont le permis d'émigration avait été ajourné, M. Jan Mzyrnarik, a gagné la Bavière, il y a une dizaine de jours.

Yougoslavie

• CONDAMNATION D'UNE JOURNALISTE CROATE. — Mme Ranka Cicak, correspondante à Belgrade du journal *Vjesnik*, de Zagreb, a été condamnée à deux ans et demi de prison pour « propagande hostile », a-t-on appris le vendredi 24 décembre. Un tribunal de Sremska-Mitrovica a jugé que le journaliste a verbalisé « justifié » les manifestations d'étudiants albans nationalistes dans la province du Kosovo, au printemps 1981, en déclarant qu'ils « n'avaient pas d'autres choix » en raison de leurs conditions de logement et de travail. — (A.P.)

Publicité

GUATEMALA.
DES ENFANTS DESSINENT

Guatemala : paysans assassinés par milliers, communautés indiennes massacrées, population contrainte à l'exode. La terreur des militaires régnait. Au sein de ce peuple supplicié, des enfants dessinent leur vie quotidienne, sa précarité, l'angoisse, la souffrance, la mort, leurs rêves et leur espérance.

Anne-Marie Hocquenghem et Catherine Vigor présentent solennement un dessin sélectionné parmi ceux qu'elles ont recueillis au Guatemala de 1976 à 1981. Édité par la CIMADE, service occasionnel d'entraide, ce livre est un des éléments d'une opération *Solidarité Guatemala* qui se déroulera tout au long de l'année 1983. Le produit de sa vente est intégralement affecté à des actions de solidarité en faveur des enfants indiens guatémaltèques.

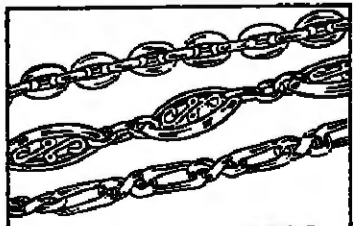
Un livre de 96 pages, 60 dessins couleurs sous couverture plastifiée avec quadrichromie pleine page. Prix : 75 F. (85 F. franco de port). Adresser les commandes à :

CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 PARIS

C.C.P. Paris 4088 87 Y.

Tél. : (1) 550-34.43.

Mentionner : « Solidarité Guatemala Livre ».



Bracelet or dep. 2 510 F
Sautoir assorti dep. 9 280 F
Crédit MP 10 % comptant
le solde jusqu'à 24 mois dont
de 3 à 6 mois de crédit gratuit
(après activation du dossier)

MP 4 place de la
Madeleine 260.31.44
86 rue de Rivoli - 13 rue La Fayette

LE GRAND CHINOIS
6, Av. de New York 19°
723.58.21 (fermé lundi)
LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS
AIR-FRANCE • ATLAS
PRIX CRUSTÉE DE VERMEIL

howeveraque
TAILLEUR-CHÉMISIER
PLACE CLICHY
130, Bd de Clichy PARIS 18°
AVANT TRAVAUX, MET EN
LIQUIDATION
(par autorisation préfectorale - loi du 30/12/1906)
SES STOCKS DE PRÊT-A-PORTER DE LUXE
- PELISSES - CUIR ET PEUX -
ROBES COCKTAIL - VET. DU SOIR - SMOKINGS...
POUR HOMMES ET FEMMES
GRIFFES : Christian Dior, Pierre Cardin, Yves Saint Laurent,
Ted Lapidus, Guy Dordreuil, Lanvin, Orsini,
Serge Nancl, Nina Ricci, Franck Olivier, etc...
-30, 40, 50%!
Ouvert du lundi à samedi de 9 heures 30 à 19 heures
Tél. 522.45.84.

Didier Neveu
Maison fondée en 1878
Spécialistes
Rasoirs électriques et mécaniques
Coutellerie - Brosserie fine
ELECTRO-MENAGER
Café-théières électriques
francophones, italiennes
Stèche-cheveux, miroirs
Cadeaux, gadgets utiles
38, rue Marbeuf, 8° - 225.81.78
Ouvert du lundi au samedi, de 9 à 19 heures

Publicité
GUATEMALA.
DES ENFANTS DESSINENT
Guatemala : paysans assassinés par milliers, communautés indiennes massacrées, population contrainte à l'exode. La terreur des militaires régnait. Au sein de ce peuple supplicié, des enfants dessinent leur vie quotidienne, sa précarité, l'angoisse, la souffrance, la mort, leurs rêves et leur espérance.
Anne-Marie Hocquenghem et Catherine Vigor présentent solennement un dessin sélectionné parmi ceux qu'elles ont recueillis au Guatemala de 1976 à 1981. Édité par la CIMADE, service occasionnel d'entraide, ce livre est un des éléments d'une opération *Solidarité Guatemala* qui se déroulera tout au long de l'année 1983. Le produit de sa vente est intégralement affecté à des actions de solidarité en faveur des enfants indiens guatémaltèques.
Un livre de 96 pages, 60 dessins couleurs sous couverture plastifiée avec quadrichromie pleine page. Prix : 75 F. (85 F. franco de port). Adresser les commandes à :
CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 PARIS
C.C.P. Paris 4088 87 Y.
Tél. : (1) 550-34.43.
Mentionner : « Solidarité Guatemala Livre ».



Une semaine avec

Huit ans après...

L'hôtelière cuirassée

MAITRESSE femme, M^{me} Arakelian a les yeux pleins de larmes. « Vous venez de la bombe ? Il m'a demandé 30 000 livres pour balayer les dégâts dus aux bombes. Je l'ai battu et je l'ai mis à la porte. Et puis mes employés, elles, au balai ! »

Imposante femme, M^{me} Arakelian est là, assise à son bureau, de noir vêtue, comme il sied aux veuves, aux dames patronnesses ou plus simplement aux dames-patrons. Et elle juge l'adversaire. Elle égrène son chapelet et ne le lâchera plus, en ces deux heures de conversation, que pour, tout à l'heure, recevoir cours de Bourne et des changes, maudire ceux, les mécréants, qui ont joué le dollar à la baisse. « Je ne sais pas de qui il s'agit, murmure-t-elle. Vous devez le savoir vous. » Et tout dans son attitude montre bien que c'est, pour cette sainte femme, un bien menu mensonge. Elle sait qui, quand, où, pourquoi, comment. Si elle ne le savait, serait-elle vraiment M^{me} Arakelian, gérante du Bristol, palace de Beyrouth ?

Cette dame — qui « travaille pour le plaisir » — est un personnage. Une femme respectée mais redoutée, un efficace tyran de l'hôtellerie beyrouthine. Elle a décidé un jour que, guerre ou pas — interdiction de parler de guerre « civile », — obus ou non, le Bristol resterait ce qu'il devait être. Et il le restera. Cette Arménienne de fer avait une fois pour toutes fait sienne la devise : « Je maintiendrai ». Elle a maintenu. « Nous n'avons pas, Monsieur, failli au devoir hôtelier », dit-elle dans une belle envolée, avant de raconter ce déjeuner ministériel, « c'était assez royal », en 1981 au cours duquel elle fut décorée d'une médaille du travail.

M^{me} Arakelian ne craint rien ni personne. « Je n'ai pas peur, j'ai tant vu, j'ai tout vu. Qu'est-ce que je peux encore voir ou vivre que je n'ai vu ou vécu ? » M^{me} Arakelian adore visiblement l'autorité et l'ordre, l'autorité pour ses deux cent vingt employés. « Je suis très juste mais très sévère. On ne joue pas avec moi. Tout le monde a peur de moi, oui, mais le tra-

vail doit se faire au jour le jour. Et il se fait. L'ordre pour ses clients. Car « le propriétaire de l'hôtel est très strict. Et moi je suis pire que lui, j'ai des principes ». Voilà pourquoi elle confirme : « Oui, c'est vrai, au début de la guerre j'ai mis les journalistes à la porte. Je ne voulais pas que l'hôtel devienne un... enfin vous m'avez comprise. »

Confort, vertu, famille, M^{me} Arakelian a traversé cette guerre comme un cuirassé imprévisible. Ce n'est pas à son moindre titre de gloire. Le personnel au garde-à-vous, sous les bombes — M^{me} la directrice a horreur d'une cravate ou d'une chevelure en bataille, — la clientèle aux petits soins. Car les suites étaient pleines ou remplies à chaque occasion. M^{me} la directrice a fait que le Bristol ait toujours « même aux pires moments » les congélateurs, les freezers, les réfrigérateurs pleins. Au risque de payer le prix fort au marché noir et donc de revendre à un prix plus que fort. « Mais que voulez-vous les denrées ont augmenté parfois de 800 %. Qu'y faire ? »

Jamais de politique...

Cuirassé imprévisible sachant aider le voisinage et prendre avec le ciel, en l'occurrence les chefs des différents camps, des accords modérés pour traverser les orages successifs. M^{me} Arakelian a fait front aux envahisseurs, à ceux armés, gardes du corps ou militaires, les « voyous » qui eurent l'imprudence de croire qu'une kalachnikov valait carte de crédit ou bon de réquisition. Elle a fait front à sa manière. « Un coup de téléphone au leader, à l'un de ceux qui me dissient : « Que le bon Dieu vous garde et qu'il garde le Bristol » ! Je leur passais leur chef et ils devenaient tout blancs. »

M^{me} Arakelian n'a jamais fait de politique. Elle était, elle est hôtelière, nuance. Et pas de ces hôtelières à la nouvelle mode, avec manager, chef-manager, room-service. « Ici, c'est le Bristol, un hôtel conservateur, et pour moi c'est un grand compliment. » Peu après,

M^{me} la directrice a fait visiter l'hôtel. D'abord ce restaurant, là-haut, sur la terrasse, totalement détruit par cinq bombes incendiaires israéliennes et aujourd'hui en pleine reconstruction. Tout Beyrouth cherche l'introuvable, de la main-d'œuvre spécialisée. M^{me} Arakelian, elle, ne cherche plus. Elle a trouvé. Puis les chambres, très belles, les suites luxueuses, les salons de réception, les salles de réunion, le salon oriental. La moquette des couloirs a changé. « Cette fois j'ai pris de la pure laine 2 000 m², 600 000 livres, mais j'ai fait des essais de tenue au feu. »

M^{me} Arakelian qui « voit tout, surveille tout, c'est mon métier », M^{me} Arakelian, « folle de finitions » comme d'autres le seraient de chiffres, a tout montré, tout vu, la lampe trop basse, un rouleau de papier peint trop clair, la chambre non encore faite. Le personnel, calculé même qui faisait la poussière quand tombaient les bombes, rasait les murs, en maudissant probablement l'inspiration de cette revue de détail imprévisible.

Et puis M^{me} Arakelian, tout miel, tout sucre : « Mais pourquoi donc n'êtes-vous point descendu ici ? » Un silence, un rire : « Vous savez, j'ai des journalistes maintenant, même un prince journaliste. »

En 1951, une jeune fille arménienne de bonne famille, trois fois diplômée aux États-Unis, fit une annonce dans l'Orient le Jour. Le Bristol cherchait du personnel. « J'ai téléphoné en cachette de mes parents. Le directeur de l'époque était un grand monsieur qui donnait ses rendez-vous à 6 heures du matin. Je suis venue. J'ai parlé de mes diplômes. Il m'a dit : « Allez les chercher. » J'y suis allée. Je suis revenue. Alors il m'a annoncé : « Je vous prends à l'essai. » Et moi je lui ai répondu : « Qui va essayer qui ? » Il a éclaté de rire. M^{me} Arakelian en rit encore.

Lorsqu'il fut question d'une interview, sa première phrase fut : « Mais combien cela va-t-il coûter ? » On en rit toujours. Les journalistes sont bons princes.

PIERRE GEORGES.

Simple secret

MINUIT, le 9 décembre 1982. Aux « Caves du Roy », fleuron de la vie nocturne beyrouthine d'avant guerre ressuscitée pour la circonstance le temps d'une foire nocturne, un quinquagénaire fringant, ingénieur-hôtelier de son état, fête somptueusement son demi-siècle parmi 250 « amis ». Orchidées aux dames, super buffet au champagne, orchestre des années 60 soigneusement reconstruit, et jusqu'au chasseur retrouvé indemne. Les musiciens s'appliquent à distiller les mélodies des années fastes du Beyrouth d'antan, les convives émerveillés dansent sur les rythmes de leur jeunesse, la Force multinationale décore discrètement d'éventuels maraudeurs attirés par l'annonce d'un banquet de bijoux qui ornent tous, mains et poignets.

Cet anniversaire outrancier à la lisière des ruines d'une ville lourdement détruite, capitale d'un pays où l'on se bat toujours, et dont l'avenir demeure un immense point d'interrogation, est l'illustration parfaite de traits de caractère affligés mais aussi admirables. Enx seuls ont fait que le Liban, son économie et sa monnaie ont survécu et si bien sûr, vécu à une épreuve interminable, dévastatrice et ruineuse : 70 milliards de livres libanaises (125 milliards de francs) de dégâts au minimum, soit près de trois années de produit intérieur brut, sans compter le manque à gagner et le freinage de la croissance. Fête indécoute ? Peut-être. Mais aussi temps fort d'une faculté d'adaptation, d'un goût de vivre, d'un savoir-faire allant bien au-delà de la débrouillardise, d'un ressort, d'une ténacité exemplaires.

C'est parce que le Libanais est ainsi fait que le Liban n'a pas sombré. Au regard d'une équipe de sociologues, étrangers de préférence pour bénéficier de l'avantage de

« l'œil neuf », n'ayant pas étudié sur place comment une société urbaine a pu vivre si longtemps en état d'« anarchie » et par quels mécanismes quasi spontanés ont été remplacées les structures balayées par la tourmente. C'est aujourd'hui trop tard, du moins si, comme on l'espère, la pacification du Grand Beyrouth est irréversible. Pour avoir vécu de bout en bout dans la capitale les huit années de cette guerre pas comme les autres, nous pouvons tenter d'élucider les simples et si surprenants secrets d'une survie qui étonne le monde.

Législateurs quand même !

Même aux moments les plus délicats, quand l'autorité de l'État, héritée de la Syrie, Israël, les Palestiniens et toutes les fractions libanaises en conflit, devenait pure fiction, personne n'a essayé de renverser le « pouvoir », bien que chaque groupe ou groupuscule se soit appliqué à le dépeindre vivant. Tous les belligérants libanais avaient finalement conscience que, même réduite à une photo de président de la République palissant dans des administrations désertes, la permanence de l'État constituait la sauvegarde commune. Étonnant fétichisme, néanmoins assumé par toutes les milices, y compris les Forces libanaises (occidentales) de Béchir Gemayel.

Au demeurant, durant et après l'invasion israélienne de l'été 1982, qui se traduisait par l'élimination militaire de ses ennemis, Béchir Gemayel maintenait cette attitude législative qui lui a permis, en accédant à la présidence de la République, de trouver encore debout les structures politiques dont devait hériter son frère Aoun vingt jours plus tard.

CARNET DE ROUTE

Dans la montagne, querelleuse et seigneuriale...

Mardi.

8 heures.

La route file droit au sud, collée au rivage, et préfère ignorer Damour qui égrène ses ruines sur les dernières pentes du Chouf. Damour... Un nom d'idylle fraîche pour un cauchemar sans fin. Car si la route désolée l'évite, la guerre, elle, y fit maints détours. Des poutrelles disloquées, des carcasses calcinées, des murs évanescents, le silence et la chaos. Les ruines s'empilent, sédiments successifs de massacres qui appelaient le talon, reliques d'une guerre qui se plut à exhiber ses crimes.

Tout est désert. Comme ce matin d'hiver — il y a six ans déjà — où la

grand-rue s'écroula sous la mort. Palestiniens et « progressistes » avaient méthodiquement tué, pillé, incendié : cinq cents cadavres au moins, victimes exploitées d'un autre massacre, encore frais... Trois jours plus tôt, d'autres bourreaux, chrétiens ceux-là, avaient fait le champ de la dernière débris de la « Quarantaine », un bidonville situé près du port de Beyrouth.

Bientôt pourtant, le bourg brilla de mille feux tremblantes. Hagar, épuisée, les survivants de Tall-El-Zaatar vinrent hanter ses décombres. Six ans d'escalade dans une vie d'errance : Israël, cet été, vint les

chasser, balayant sous ses bombes ces amas de ruines trop mal éteintes. Il est une âme qui vit dans ce décor détestable. Kamel, le potier, a rouvert sa boutique tout au bout du village. Rentré d'exil, il a levé son rideau et compté ses terres cuites. Elles étaient là, tout juste poussées, intactes : « Dieu est grand, dit-il, il m'a exaucé. Damour est libérée... »

10 heures.

La vallée s'enfonçait entre les versants pelés du Chouf. « Calme précaire », disait ce matin la radio, baromètre quotidien des humeurs

montagnardes. Et de détailler d'une voix égale la liste des villages belligérants de la nuit, des chemins décolorés, des routes à demi sûres, au gré des armistices fraîchement conclus... ou déjà rompus. On ne se promène plus guère de colline en colline, sinon en convois prudents : faire nombre protège des enlèvements.

Israël joue le gendarme à Kfarhim. Deux chars, dix soldats nonchalants, sentinelles impossibles d'une montagne qui se querelle à l'obusier, là, juste sous leurs yeux. Il faut sans doute avoir l'esprit malade pour y déceler quelque noir dessin. « Nous ne sommes pas là pour nous mêler des histoires entre Libanais », répond seulement l'officier de quart aux questions importunes. Malvenu qui lui demanderait, en plus, d'avoir l'air convaincu. Il n'est là que pour garder le camp.

Tout droit, on va chez les chrétiens. A droite, on arrive chez les Druzes... 10 heures 30.

Baqine somnole, l'arme au pied. Les jeunes gens du village vadrouillent, en petites bandes éparées. Serroul noir et bonnet blanc, fusil de chasse à l'épaule et cartouchières croisées sur la torse, tels les Mexicains de péplum, les druzes ont l'art de soigner la mise qui sied aux jours de guerre. Tradition oblige. Des siècles qu'en ces montagnes la paix n'est jamais qu'une trêve. Des siècles que druzes et maronites s'y disputent des collines. Des siècles aussi que d'autres, plus puissants — Turcs bien sûr, Anglais, Français plus tard, israéliens maintenant, — viennent miser, qui sur le chrétien, qui sur le moine, qui encore sur les deux, en espérant toucher les dividendes.

Beaucoup finissent par renoncer, les sans doute d'y perdre leurs mises... et leur latin ! Il est dans ces montagnes tant d'arcanes levantes, tant de détours imprévus, qu'on s'y égare bien vite à trop vouloir en jouer. Curieuse connivence chargée d'orgueil qui, des deux bords, se plait à cultiver le mystère et à nourrir les officines d'experts. Ces montagnes prennent un plaisir subtil à jouer les indigènes, à sujets de gloire et d'exagération, à héros pour caméras d'illustres voyageurs.

Nerval, pris à leur jeu, ne voulut-il pas, un jour d'exaltation, guerroyer à son tour ? Il avait envie d'assister — raconte-t-il dans son Voyage en Orient — « à une lutte un peu grandiose ». Les ! Monté aux côtés d'un prince maronite, il n'eut à combattre « que des cactus et des mûriers ». « Les querelles générales sont rarement sanglantes », note-t-il, un brin frustré. « On se poursuit dans les

montagnes. Et de détailler d'une voix égale la liste des villages belligérants de la nuit, des chemins décolorés, des routes à demi sûres, au gré des armistices fraîchement conclus... ou déjà rompus. On ne se promène plus guère de colline en colline, sinon en convois prudents : faire nombre protège des enlèvements.

Israël joue le gendarme à Kfarhim. Deux chars, dix soldats nonchalants, sentinelles impossibles d'une montagne qui se querelle à l'obusier, là, juste sous leurs yeux. Il faut sans doute avoir l'esprit malade pour y déceler quelque noir dessin. « Nous ne sommes pas là pour nous mêler des histoires entre Libanais », répond seulement l'officier de quart aux questions importunes. Malvenu qui lui demanderait, en plus, d'avoir l'air convaincu. Il n'est là que pour garder le camp.

Tout droit, on va chez les chrétiens. A droite, on arrive chez les Druzes... 10 heures 30. Baqine somnole, l'arme au pied. Les jeunes gens du village vadrouillent, en petites bandes éparées. Serroul noir et bonnet blanc, fusil de chasse à l'épaule et cartouchières croisées sur la torse, tels les Mexicains de péplum, les druzes ont l'art de soigner la mise qui sied aux jours de guerre. Tradition oblige. Des siècles qu'en ces montagnes la paix n'est jamais qu'une trêve. Des siècles que druzes et maronites s'y disputent des collines. Des siècles aussi que d'autres, plus puissants — Turcs bien sûr, Anglais, Français plus tard, israéliens maintenant, — viennent miser, qui sur le chrétien, qui sur le moine, qui encore sur les deux, en espérant toucher les dividendes.

Beaucoup finissent par renoncer, les sans doute d'y perdre leurs mises... et leur latin ! Il est dans ces montagnes tant d'arcanes levantes, tant de détours imprévus, qu'on s'y égare bien vite à trop vouloir en jouer. Curieuse connivence chargée d'orgueil qui, des deux bords, se plait à cultiver le mystère et à nourrir les officines d'experts. Ces montagnes prennent un plaisir subtil à jouer les indigènes, à sujets de gloire et d'exagération, à héros pour caméras d'illustres voyageurs.

Nerval, pris à leur jeu, ne voulut-il pas, un jour d'exaltation, guerroyer à son tour ? Il avait envie d'assister — raconte-t-il dans son Voyage en Orient — « à une lutte un peu grandiose ». Les ! Monté aux côtés d'un prince maronite, il n'eut à combattre « que des cactus et des mûriers ». « Les querelles générales sont rarement sanglantes », note-t-il, un brin frustré. « On se poursuit dans les

montagnes. Et de détailler d'une voix égale la liste des villages belligérants de la nuit, des chemins décolorés, des routes à demi sûres, au gré des armistices fraîchement conclus... ou déjà rompus. On ne se promène plus guère de colline en colline, sinon en convois prudents : faire nombre protège des enlèvements.

Israël joue le gendarme à Kfarhim. Deux chars, dix soldats nonchalants, sentinelles impossibles d'une montagne qui se querelle à l'obusier, là, juste sous leurs yeux. Il faut sans doute avoir l'esprit malade pour y déceler quelque noir dessin. « Nous ne sommes pas là pour nous mêler des histoires entre Libanais », répond seulement l'officier de quart aux questions importunes. Malvenu qui lui demanderait, en plus, d'avoir l'air convaincu. Il n'est là que pour garder le camp.

grès et les gendarmes du coin — libanais, ceux-là — ont été unanimement pris de faire des trouilleries. Bref ! On s'est donné le temps... de richierger les fusils...

Les phalangistes font la loi à Beit-Eddine. Leurs recrues craquelées par les sommets et le parti à élu domicile au foyer du village. « Nous sommes ici chez nous, tonne un jeune milicien de garde. Les druzes ont toujours voulu nous chasser de ces montagnes. Maintenant, ils doivent comprendre qu'ils ont perdu... » Sait-il seulement que le grand portail du palais, derrière lui, s'orne des emblèmes de tous les nobles druzes ?

Le grand Béchir II, seigneur des lieux au siècle dernier, était, il est vrai, druze par le sang, maronite par le baptême, vassal des Ottomans, bientôt allié des Égyptiens. Odeur mélange des genres : les maronites ne pouvaient que s'entendre pour s'en débarrasser... et revenir très vite à leurs saintes batailles.

17 heures.

Le pénombre est descendue des crêtes. Au fond de la vallée du Qadi, israéliens et phalangistes, milice, ont allumé les brassards. Le canon tonne sur les hauteurs. Inutile d'insister : il serait fou de vouloir remonter vers Kfarhim. La nuit rend les routes à la guerre...

Étonnant demi-tour : les villages druzes du versant qui grimpe vers Kfarhim, tout à l'heure paisibles, sont maintenant en ordre de bataille. Les hommes sont bardés d'armes. Deux Land-Rovers dévalent, équipées de canons sans recul. Les barbares s'installent. Mieux vaut dormir que se battre.

Kheled nous offre gîte et couvert. Et une longue soirée à écouter le sage druze, dans le va-et-vient des miliciens, retour de rondes. Les phalangistes ont envoyé dix obus sur Dmrit, non loin de là. Leurs bulldozers tentent d'ouvrir une route pour relier Beit-Eddine sans traverser de contrées hostiles. « Nous n'avons pas riposté, jure Kheled. Nous suivons à la lettre les consignes de Walid-Boy... » Autour du feu, quelques sourires retenus rétablissent un peu de vérité...

mercredi, à 8 heures. « Incidents isolés dans la montagne... », dit ce matin la radio — baromètre. A Kfarhim, les gendarmes de M. Sharon gardent toujours leur carrefour. Tout droit, vers les maronites ; à droite vers les druzes. Ils n'ont rien vu... (A suivre.)

DOMINIQUE POUCHIN.



LA BANQUE NATIONALE DE PARIS
PREMIERE BANQUE FRANÇAISE
DEUXIEME BANQUE MONDIALE*
IMPLANTÉE DANS 77 PAYS

BNP

au Liban

BANQUE NATIONALE DE PARIS

• BEYROUTH

Bureau de Représentation pour le Moyen-Orient

Centre Gelinor, rue Clemenceau, tél. (961) 366.128, tél. 20868

BANQUE NATIONALE DE PARIS

« INTERCONTINENTALE »

• BEYROUTH

Succursale : Rue de l'Archevêché Orthodoxe, Quartier Sursock, B.P. 11 - 1608, Tél. 335.144, 336.667, 337.667.

Agences :

DORA

Immeuble Makinadjian, Autostrade Dora, Tél. 267.873 et 263.822

HAMRA

Immeuble Picadilly, Rue Hamra, Tél. 345.982 et 345.247

• JOUNIEH

Place de la Municipalité, Baduy Center, Tél. 217.015, 217.626, 360.215, 931.871, 930.470

• SAIDA

Rue Riad-el-Solh, Immeuble Zaatari, Tél. 722.758, 722.946

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social : 16, Boulevard des Italiens, 75009 PARIS

Tél. 244.45.46 - Tél. 280.805

BANQUE NATIONALE DE PARIS

« INTERCONTINENTALE »

Siège Social : 20, bd des Italiens 75009 PARIS

Tél. 244.22.11 - Tél. 641.419

Agence de Paris : 10, bd Malesherbes 75008 PARIS

Tél. 265.69.11 - Tél. 640.579

* American Banker, Juillet 1982

ine ave
Simple

Le Liban



secrets d'une survie

par LUCIEN GEORGE

On a pu dire du président Elias Sarkis que, même si on lui refuse tout autre mérite, il a rendu à son pays l'insigne service de le tenir jusqu'à la possession des pouvoirs. Ne vit-on pas se dérouler le même scénario « formaliste », six ans plus tôt, dans une conjoncture aussi démentielle, lorsque le président François remplit les siens au président Sarkis ? A s'entretenir avec François, on ne perd pas ici le sens d'un destin commun.

La détermination de la population de ne pas laisser le Liban en quelque sorte « bien vacant » est le second de ses « secrets ». La révélation peut faire sourire qui vit dans une ville comme Paris, où des vagues de Libanais se sont succédées au fil des ans. Mais 25 000 à 40 000 privilégiés — les chiffres fluctuent selon les époques — ne constituent pas tout un

peuple, et ces privilégiés eux-mêmes étaient en état de perpétuelle navette, les retours ayant pris très nettement le dessus sur les allers dès les prémices de la pacification de Beyrouth en octobre 1982. Si l'on tient compte des flux, beaucoup plus importants, vers d'autres régions, on constate que deux millions et demi de Libanais sur trois sont restés inébranlablement attachés à leur pays, et plus de la moitié des partants se sont casés dans le Golfe, un œil constamment rivé sur la terre natale avec l'intention bien arrêtée d'y revenir.

Sur 600 000 à 700 000 personnes ayant quitté le pays en 1975-1976, la moitié y est retournée en 1977, bien que la situation fût loin d'être stable. En 1982, le mouvement des retours, tout en étant moins ample, est plus significatif, car il ne concerne plus des citoyens ayant fui précipitamment la guerre mais des émigrés temporaires qui font donc un choix délibéré en se réinstallant chez eux.

Contrairement à ce qui se passe partout ailleurs, ceux-là mêmes qui sont partis sont les principaux artisans du sauvetage économique de leur patrie. Hommes d'affaires ou salariés, ils ont, par leurs rapatriements de fonds, fait vivre leurs familles, et même leurs entreprises demeurées sur place. Ces hommes d'affaires, ils se sont enrichis, certes, mais ils ont aussi enrichi leur pays, puisant à l'étranger des ressources qu'ils y injectaient et quittant le navire pour mieux le renflouer.

Que de banques libanaises qui, en 1975, dépassaient à peine le cadre familial sont devenues aujourd'hui des groupes internationaux de banques d'investissement ayant succursales et filiales dans le Golfe (Arabie Saoudite, Emirats arabes unis)

et en Europe (Paris, Londres, Genève, Zurich, Luxembourg, Bruxelles), possédant des mines de cuivre en Floride, des complexes hôteliers en Espagne, des chantiers navals en France ! C'est notamment le cas de la Banque Audi, la Banque libanaise pour le commerce, la Banque de la Méditerranée, le Crédit libanais, la Banque de crédit et commerce international, la Banque du Liban et d'outre-mer. Même les filiales de banques françaises ont créé leurs propres filiales en France pour y suivre leur clientèle libanaise et arabe, telle la Libano-Française (détenue à 70 % par Indosuez), la Banque de Syrie et du Liban (Paris) et la Banque Trad-Crédit lyonnais.

En excédent, toujours...

Ce qui est vrai de la banque l'est aussi de l'assurance, de l'industrie, de la publicité (les six principales agences libanaises couvrent à présent le Proche-Orient, dans le cadre de contrats d'association avec les plus grands noms de la profession aux Etats-Unis), du transport maritime (Rodolphe Saadé à Marseille, John Khayat à Londres), de l'immobilier, de l'hôtellerie et, surtout, de l'entreprise avec la Cat, Oger-International, le C.C.C. et tant d'autres.

Toutes ces entreprises ont décuplé, en bons dollars, voire multiplié

par vingt et plus, leurs chiffres d'affaires d'avant-guerre. Grâce à elles et à tous les cadres moyens et supérieurs expatriés dans le Golfe, le pays a été plus que jamais auparavant, et demeure, la plaque tournante du Proche-Orient, quitte à se déplacer pour un temps vers des avions, parfois particuliers, sillonnant le monde et les palaces disséminés dans les capitales d'affaires. Sur le territoire national livré à la guerre, la « maison mère » jouait un rôle capital de réservoir humain, recrutant sur place un personnel d'une valeur inestimable pour des opérations dont l'essentiel se situait, pour la majorité des cas, dans le Golfe, donc en pays arabe.

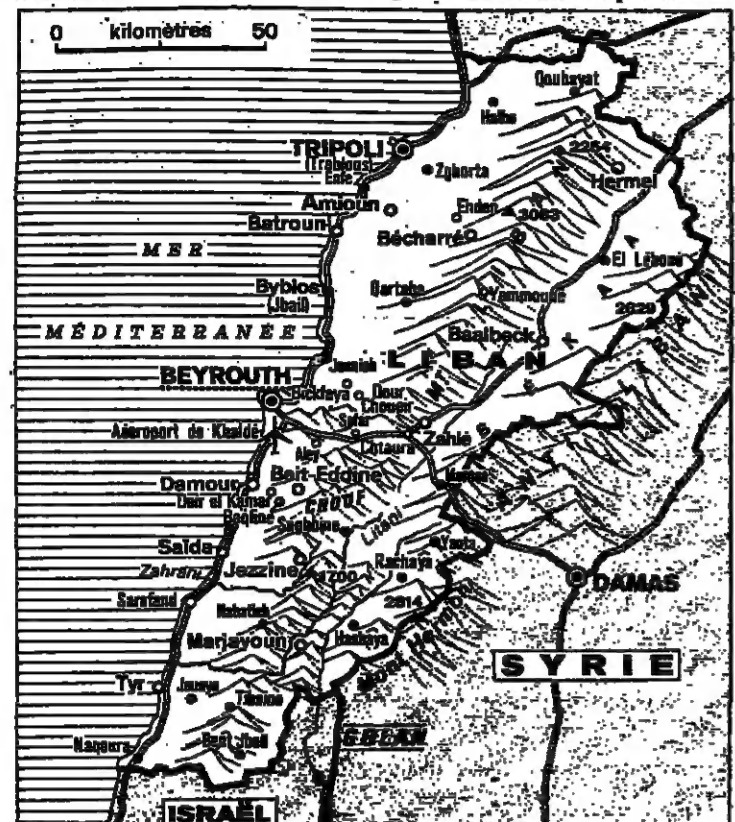
Sur place, les entreprises purement internes, même les plus modestes, maintenaient coûte que coûte leur activité. L'épicerie Emile, le restaurant populaire Abou Nawas, le marchand de tapis Maktabi, l'usine de jus de fruits Cortina, ne sont que des cas parmi des milliers d'autres d'affaires détruites par les bombes et qui ont été remontées deux et trois fois. L'écatement de la ville a suscité, de plus, la création de succursales : pour chaque boutique fermée par l'extension des combats, il s'en est créé une ou deux autres quand ce n'est plus à la même enseigne.

Bien calée sur sa couverture or et devises constamment supérieure à

400 % et de nouveau la première au monde après avoir été dépassée un moment par l'opulent dîmar koweïtien, la livre libanaise, inébranlable, a accompagné cette remarquable activité économique et l'a rendue possible.

La solidité de la monnaie libanaise ne procède pas de sa seule couverture mais d'un faisceau de six autres facteurs : les fonds rapatriés par les néo-émigrés ; les bénéfices à l'étranger des filiales des sociétés libanaises ; l'aide arabe si limitée qu'elle fût ; un système bancaire qui, en fonctionnant toujours sans défaillances ni restrictions, s'est constitué un solide capital-conscience ; l'argent de la guerre ; enfin l'argent de l'O.L.P. Tout cela s'est traduit par une balance des paiements constamment excédentaire et qui le sera encore en 1982, malgré le terrible conflit de l'été. En 1981, l'excédent a atteint 1,25 milliard de dollars (au taux de décembre 1982) ; si l'on extrapolait en tenant compte des populations respectives des deux pays, cela donnerait pour la France un excédent de... 175 milliards !

Tant d'habile opiniâtreté a porté ses fruits. Et pourtant les Libanais ne sont pas au bout de leurs peines et auront encore à employer leur indéfectible volonté de vivre. Ils le savent en ce Noël que l'euphorie d'octobre fait, par contraste, paraître presque maussade.



Le programme de



Page spéciale de 10 minutes dans le journal télévisé de 20 heures :

Mardi 28 décembre
FÉODALITÉ ET RELIGION
(les maronites, le R.P. Mwanas, la chanteuse Sahwa).

Mercredi 29 décembre
FÉODALITÉ ET RELIGION
(les druzes, les chiites d'Amal).

MEA COMPAGNIE D'AVIATION LIBANAISE SYMBOLE DU REDRESSEMENT DU PAYS

La MEA est une institution dont tous les Libanais tirent une légitime fierté. Face à des conditions extrêmement difficiles, elle s'est montrée capable de poursuivre ses opérations avec succès et, après chaque crise, d'effectuer de remarquables redressements. Aussi, les Libanais la considèrent-ils comme un exact reflet de leurs propres caractéristiques nationales, témoignant des mêmes qualités qui ont fait de ce petit pays le centre commercial et financier de la région et qui lui ont valu d'avoir bonne presse dans les milieux aéronautiques internationaux.

Avec un effectif de 5 500 employés elle est le plus grand employeur privé du Liban. La MEA assure une contribution très substantielle aux rentrées en devises étrangères du pays et joue un rôle de premier plan dans son économie.

Air France possède 28 % des actions de la MEA et la collaboration des deux compagnies ne s'est jamais démentie. Orly a été utilisé comme base principale d'opérations de la MEA durant

les événements du Liban en 1976 et 1982. L'assistance matérielle et morale donnée par les autorités françaises à la MEA lui a permis de surmonter les périodes de crise.

La flotte de la MEA comprend aujourd'hui 16 Boeing-707 et 3 Boeing-747. Ces appareils relient les capitales européennes aux principales villes de l'Afrique occidentale, à Beyrouth et à seize autres centres d'affaires du Moyen-Orient. La compagnie suit une politique de services à fréquence quotidienne, horaires unifiés et vols sans escale, en vue de mieux servir sa clientèle.

L'introduction du système Al-Plus 3 de réservation électronique et du système Gaezan d'enregistrement automatisé des départs dans la plupart des escales du réseau MEA est chose faite depuis 1980.

La MEA, forte de trente-six années d'expérience, a atteint des standards techniques et commerciaux que bien d'autres compagnies d'aviation pourraient lui envier. Ce n'est pas là une prétention : le Cen-

tre de formation de la MEA est fréquemment utilisé par le personnel d'autres compagnies, cependant que sa base technique, nantie d'au moins douze certifications — y compris celles de la U.S. Federal Aviation Administration et du Bureau Veritas en France — connait, en plus de l'entretien et du service de ses propres avions, une grande partie de ses activités aux appareils d'autres transporteurs dont certains proviennent de pays techniquement parmi les plus avancés du monde et cela malgré la rude concurrence des moyens techniques existant dans ces pays.

La MEA est aujourd'hui en plein essor et peut de nouveau envisager l'avenir avec une tranquille confiance. Elle prévoit la mise en service en 1983-1984 des nouveaux appareils Airbus-310 et envisage l'ouverture en 1985 de nouvelles lignes assurées en B-747 vers l'Extrême-Orient et les Amériques. Ce programme d'expansion est vital pour la compagnie et témoigne de la volonté de redressement de tout un pays.



Beyrouth, cœur du réseau de la MEA, est la véritable porte de l'ORIENT offrant un accès direct vers seize villes du Moyen-Orient.

PARIS : 6, rue Scribe. — Tél. 266-93-93 — Orly Sud : Tél. 852-32-50
NICE : 2, rue Halévy. — Tél. 82-14-98 — Aéroport : Tél. 71-80-68
BRUXELLES : Aéroport de Bruxelles-National : Tél. 751-87-05

UN SOUFFLE D'AMITIE



Soldats Français de la Force Multinationale

LA FRANCE A REPONDU "PRESENT" A L'APPEL DU LIBAN.

Notre seule volonté ne suffit pas pour évacuer du Liban agresseurs et occupants. Amis du Monde Libre aidez-nous à reprendre notre souffle.



Ministère de l'Information
Conseil National du Tourisme au Liban

Une semaine avec **Le Liban**

LES « PETITS FRANÇAIS » DE LA FORCE MULTINATIONALE

« Le boulanger ne voulait pas qu'on paie le pain... »

« Les « petits Français », ils nous sont plus utiles que ces délégations étrangères qu'on voit arriver tous les soirs à la radio. Eux, ils nous permettent de vivre en paix. Pour l'instant, il n'y a que ça qui compte ! » Cette opinion péremptoire d'un boutiquier de la rue de l'Indépendance, les hommes du lieutenant Mazau, qui vivent depuis un mois et demi au cœur de ce quartier chiite proche du centre de Beyrouth, la trouvant partagée par une bonne partie de la population.

Il n'est guère de patrouille qui ne se fasse offrir, au fil des rues, café, cigarettes ou pâtisseries. « Les commerçants refusent qu'on fasse la queue dans les magasins. Et quand on est arrivé, le boulanger du coin ne voulait pas qu'on lui paie le pain », s'étonne l'officier. Pour d'autres, la présence militaire française est encore plus déterminante : des musulmans voisins de la place Beyghum, à deux pas de l'ancienne ligne de démarcation, affirment n'avoir réintégré leurs appartements que parce qu'ils sont proches d'un poste de « paras ». « S'ils s'en vont, nous repartons », disent-ils unanimes.

Alors, les « petits Français » — on dit « les Italiens », « les Américains », mais « les petits Français », — on les doriote. Les gosses de Beyrouth, qui en ont pourtant vu bien d'autres, en font les nouveaux héros de leurs jeux, et leurs grandes sœurs savent, à l'occasion, leur témoigner reconnaissance et admiration. A l'Est comme à l'Ouest, il est de bon ton de les convier à sa table. Comme tous leurs camarades de la force multinationale de sécurité à Beyrouth, ils ont eu droit au colif de Noël offert par les lecteurs et annonceurs de l'« Orient-Jour », l'un des quotidiens franco-

phones du Liban, ainsi qu'aux visites guidées et aux soirées culturelles organisées par le conseil national du tourisme. Un accueil chaleureux auquel nos centurions n'étaient guère accoutumés.

Il est vrai que, venu pour assurer la sécurité des populations en même temps que pour aider le gouvernement libanais à rétablir sa souveraineté, le contingent français a pris son rôle à cœur. A côté de 1 200 Italiens — des appelés — qui se contentent de contrôles ponctuels dans la banlieue sud, et de 1 600 Américains frileusement concentrés sur l'aéroport, les Français, qui « contrôlent » la totalité de la ville de Beyrouth proprement dite, ont choisi d'« être partout à la fois », selon le mot de leur chef, le général Granger. Ils ne sont que 1 667 — dont cinq femmes — mais on les croit dans les milieux tant ils occupent le terrain : disséminés dans une multitude de petits postes à travers la localité — ce qui leur pose des problèmes de logement, — « paras » et « marsoins » passent leurs journées et leurs nuits à en arpenter les rues, à prendre contact avec la population, à s'informer, à observer d'un œil protecteur les minorités du quartier... « La meilleure interposition, c'est la prévention », affirme le colonel Fagès, commandant du 3^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (R.P.I. Ma.), qui « tient » un secteur proche du centre. « En vivant au milieu de la population, on tâte son pouls, et on peut espérer prévenir la tension en la sentant monter. »

Le général Granger reconnaît que, au début, la méthode n'a pas toujours été très bien acceptée. A l'Ouest, le traumatisme de Sabra et de Chatila, encore vivace, entretenait quelque ressentiment contre ces

Français partis si vite la première fois. A l'Est, où les forces libanaises prétendaient incarner l'ordre et la légitimité, il fallut beaucoup de diplomatie et de patience au colonel de Montgolfier, commandant du 8^e R.P.I. Ma., pour déployer une de ses compagnies, laquelle a toujours pour consigne de ne pas s'égarer du côté de la Quarantaine. « Nous faisons à Achrafieh le même travail qu'ailleurs et nous y avons d'ailleurs bons rapports avec la population, estime toutefois le colonel de Montgolfier. Evidemment, avec les Forces libanaises, nous devons prendre des précautions ; il ne faut pas chercher à mettre le nez dans leurs affaires. Il faut connaître le point à ne pas dépasser. »

L'exploit des démineurs

Ceux dont l'intervention ne soulève vraiment aucune hostilité sont, en définitive, les démineurs du 17^e régiment de génie parachutiste qui, au contraire, forcent l'admiration des Beyrouthins en explorant, centimètre par centimètre, avec leurs ballonnets, 26,5 kilomètres de rues, 29 hectares de terrain et quatre-vingt-neuf bâtiments piégés, débarrassant la ville de quatre mille huit cent quarante-cinq engins meurtriers, parmi lesquels deux bombes de 750 kilos, deux de 500 et six de 250. « L'équipe Nedex » du 17^e R.G.P. achève sa présente et dangereuse exploration de quelques recoins du centre-ville, lequel devrait être entièrement dégagé d'ici au 1^{er} janvier.

Pour l'instant les difficultés qu'affronte le général Granger ne tiennent pas à la mission proprement dite. Elles sont d'abord d'ordre matériel,

l'intendance ayant de plus en plus de mal à suivre avec les 31,30 francs alloués quotidiennement pour nourrir chaque homme dans un pays à monnaie et à inflation fortes. Elles sont surtout d'ordre technique, le chef du contingent français se désolant de voir ses « petits gars » perdre rapidement, dans ce travail « urbain », leur technicité de professionnels de la guerre : « Faute d'instruction pendant leurs quatre mois de séjour ici, leur potentiel opérationnel va diminuer », regrette-t-il. Et le colonel Fagès, dont l'unité servait précédemment en République centrafricaine, est accablé : « Là-bas, nous avions conservé notre rythme ; ici nous n'avons même pas eu un seul exercice de tir en un mois et demi. »

D'autres problèmes plus cruciaux se posent-ils un jour ? La présence de militaires étrangers dans la capitale libanaise sera-t-elle toujours aussi bien supportée ? Le pourrissement de la situation, au nord ou dans le Chouf, pourrait-il finir par troubler le calme presque irréel de la capitale ? Certaines éventualités sont déjà prévues : un escadron mixte du 3^e R.P.I. Ma. composé de cinq automitrailleuses et de quatre véhicules blindés, en réserve dans le jardin d'une mission des Sœurs de Jésus, près de Sodoco, est prêt en permanence à porter secours à toute unité qui se trouverait menacée.

D'autres situations échappent, en revanche, au cadre militaire : si des incidents opposent deux factions libanaises, justifiant une interposition physique des soldats français entre les combattants, c'est Paris qui devra donner, le cas échéant, l'ordre d'ouverture du feu.

JAMES SARAZIN.

LES BLESSÉS ET HANDICAPÉS

Un lourd bilan

SELON les organismes officiels libanais et les organisations bénévoles et privées, environ 5 % de la population souffrent d'une ou de plusieurs invalidités nécessitant des soins de rééducation. Sur ces 5 %, on comptait quelque 1 000 personnes ayant perdu l'usage des membres inférieurs, dont 700 amputés d'un ou plusieurs membres durant la guerre de 1975-1976.

Selon les statistiques de Caritas, le nombre total des handicapés avait atteint, en 1981, 106 355 personnes, dont, bien entendu, un grand nombre de cas sans rapport avec les divers conflits. Une étude effectuée en 1981 par le ministère du travail et des affaires sociales estime à plus de 7 000 le nombre des paralysés et amputés au Liban-Sud, et à près de 6 000 ceux de la Bekaa, deux régions totalement dépourvues de centres de rééducation. Selon la même étude, plus de 15 000 paralysés et amputés résident à Beyrouth et dans sa région, et 9 000 au Liban-Nord.

Le bilan s'est alourdi du fait de l'invasion israélienne de juin-septembre 1982 : selon le rap-

port des Nations unies, 27 206 cas ont été recensés dans les établissements médicaux de Beyrouth-Ouest : décès : 3 375 ; amputations : 1 843 ; blessures graves : 4 597 ; brûlures sévères : 1 877 ; brûlures légères : 2 077 ; suffocations : 315 ; fractures : 1 914 ; fractures multiples : 1 496 ; autres : 831.

Cependant, beaucoup de victimes des combats au cours de l'invasion israélienne sont des Palestiniens qui ont été évacués vers Chypre, la Grèce, la Libye et le Syrie ou emmenés en Israël. Leur nombre exact et leur répartition suivant l'invalidité sont inconnus.

Une estimation a été faite tout récemment pour la période 1^{er} juin-1^{er} septembre 1982. Parmi les habitants de Beyrouth, on a dénombré 950 personnes atteintes d'invalidité grave et permanente, réparties comme suit : amputations : 500 ; blessures à la colonne vertébrale : 20 ; autres paralysies : 80 ; cécité due à des corps étrangers : 50 ; brûlures sévères : 100 ; blessures cérébrales : 200.

La remontée de la livre

Le cours du dollar à Beyrouth qui, de 482 livres libanaises à la fin de 1981, était monté à 524 livres au plus fort des combats, est revenu, en fin d'année, à 388 livres, en dépit de la hausse générale de la monnaie américaine, qui, pendant ce temps, a tout de même progressé de 7 % par rapport au yen et de 19 % par rapport au franc suisse. Face à cette dernière monnaie, la livre libanaise s'est fort bien comportée puisque le franc ne valait plus que 0,57 livre fin décembre, en chute de 25 % par rapport au 1^{er} janvier précédent.

Depuis le printemps 1975, la livre libanaise a eu une bonne tenue vis-à-vis des monnaies dites « faibles », la lire italienne perdant 21 % à Beyrouth, le franc ne gagnant que 8 % et la livre sterling 17 %, les grands gagnants étant, naturellement, le franc suisse (+ 117 %), le yen (+ 109 %), le dollar (+ 74 %) et le mark (+ 89 %).

La remontée de la livre libanaise a surtout été sensible depuis la fin septembre, date à laquelle les opérateurs, qui, auparavant, s'étaient « couverts » en monnaies étrangères, ont commencé à les revendre, ce qui a accentué la baisse de leurs cours, et le rapatriement de capitaux importants, qui avaient trouvé refuge à l'étranger.

SCIENCES-PO

préparation à partir de janvier sur place, et par correspondance 1^{re} et 2^e année — Fin d'AP.
CEPES 87, rue Cl.-Lafitte, 92 Neailly, 722-94-84 - 745-03-19
enseignement supérieur privé

LITTÉRAIRES les nouvelles

LOUIS ARAGON

1897-1982

NUMERO SPECIAL EN VENTE AUJOURD'HUI DANS TOUS LES KIOSQUES

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande.



BANQUE LIBANO - FRANÇAISE

UN ENSEMBLE BANCAIRE A VOTRE DISPOSITION
EN FRANCE ET AU LIBAN POUR TOUTES VOS RELATIONS
AVEC LE MONDE ARABE

BANQUE LIBANO-FRANÇAISE S.A.L.

16 AGENCES AU LIBAN

bilan au 30/6/82

CAPITAL ET RÉSERVES	LL	94 MILLIONS	ou FF	154 MILLIONS
TOTAL	LL	3.892 MILLIONS	ou FF	6.828 MILLIONS
HORS BILAN	LL	1.047 MILLIONS	ou FF	1.836 MILLIONS

BANQUE LIBANO-FRANÇAISE (FRANCE) S.A.

PARIS, 33 rue de Monceau 75008
NICE, 5 Promenade des Anglais
MONTE CARLO, 39 rue de la princesse Grace

bilan au 30/6/82

CAPITAL ET RÉSERVES	FF	88 MILLIONS
TOTAL	FF	4.972 MILLIONS
HORS BILAN	FF	1.647 MILLIONS

Le Monde

société

UNE NOUVELLE FLAMBÉE DE VIOLENCE EN CORSE

Trois policiers légèrement blessés lors d'un attentat à Ajaccio

Correspondance

Bastia. — Sept attentats à l'explosif et une tentative ont été commis dans la nuit du lundi 27 au mardi 28 décembre à Ajaccio. Trois gardiens de la paix ont été commotionnés à la suite d'une des explosions. L'un d'eux a été hospitalisé. On indique de bonne source que ces jours ne sont pas en danger, mais l'on se refuse à communiquer les noms des policiers victimes de cet attentat perpétré contre le domicile de M. Hervé Joli, masseur-kinésithérapeute.

Les sept explosions ont eu lieu entre 1 h 50 et 2 h 30 dans le quartier périphérique de la ville, à la cité des Cannes, au parc du Belvédère, au quartier des Salines et à Fiesolab. Les charges, de puissance moyenne, étaient déposées devant les domiciles de « continentaux ». Après les explosions, on a retrouvé à proximité des traces du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.), ainsi qu'une « Lettre aux Français » comme il en circule, depuis plusieurs semaines, dans l'île. Cette lettre insiste sur le départ des « continentaux » de Corse.

Parmi les personnes visées, on relève les noms de MM. Guy Chassagne, professeur à l'université de Corte et responsable du SNE-Sup; Marc Rémy, agent E.D.F.; et Henry Bayard, gérant d'une agence immobilière.

D'autre part, dans un communiqué remis lundi 27 décembre à la presse, le F.L.N.C. confirme qu'il se livre à un racket politique. Celui-ci vise, d'une part, « un certain nombre de Corsees ayant des affaires importantes » à qui il est demandé une participation financière, et, d'autre part, « un certain nombre de Français qui profitent grandement de la colonisation et de ses bienfaits ». Il leur est demandé « un impôt révolutionnaire ». Le F.L.N.C. indique aussi que, pour lui, il n'y a « aucune compensation financière possible » entre sa démarche, consistant à percevoir « des soutiens financiers » ou à prélever l'« impôt révolutionnaire » (démarche politique) et le « racket de droit commun », qui a tendance à vouloir utiliser le terrain politique pour mieux se camoufler : « Nous condamnons ce racket et nous ne le tolérons jamais dans la Corse de demain ».

Plusieurs initiatives ont été prises par le F.L.N.C. pour « clarifier la situation ». Ainsi, le mouvement clandestin vient d'indiquer qu'il n'est pas à l'origine de l'attentat contre le garde mobile blessé alors qu'il était en faction devant la centrale thermique du Vizzio, le 11 décembre à Ajaccio, ni de celui qui a visé la villa Pietri, siège de l'Assemblée de Corse, il y a quelques semaines.

DOMINIQUE ANTONI.

L'ATTENTAT CONTRE LA SOCIÉTÉ DU BARON EMPAIN

La piste du groupe Bakounine-Gdansk paraît la plus sérieuse

Le parquet du tribunal de Paris a ouvert le 27 décembre une information contre X pour destruction volontaire de biens immobiliers et d'objets mobiliers, par substance explosive ou incendiaire, après l'attentat contre la société du baron Edouard-Jean Empain. Air Matériel, commis le 26 décembre. M. Alain Verleone, juge d'instruction, a été chargé du dossier.

Cette société avait été reprise par le baron Empain en mai 1982. Elle compte, au maximum, une quinzaine de personnes et sert d'intermédiaire à la commercialisation de pièces d'aéronautique civiles et militaires. Le baron Empain s'est toujours défendu d'être un marchand d'armes, et on précise, au siège de la société, que les activités d'Air Matériel consistent en l'importation et l'exportation de matériel aéronautique, destiné aussi bien à l'Armée qu'à l'Armée de l'Air. Ces équipements peuvent concerner des radars ou des systèmes de navigation tout temps. On dément, en revanche, au siège de la société que Air Matériel comprenne des capitaux italiens. Mais il n'est pas impossible qu'Air

Matériel ait servi, ou serve encore, de fournisseur à l'aviation italienne.

Cependant, les policiers de la brigade criminelle qui sont chargés de l'enquête orientent principalement leurs recherches du côté du groupe Bakounine-Gdansk qui a revendiqué l'attentat. Cette piste est considérée comme très sérieuse, en raison d'indices matériels relevés sur les lieux de l'attentat et qui sont retrouvés lors de chaque action du groupe Bakounine-Gdansk, un groupe d'origine anarchiste qui reste très mystérieux.

Les policiers excluent maintenant qu'il puisse s'agir d'un attentat lié au récent procès des « goliards » du baron Empain. La personne même de l'industriel n'était pas visée d'autant que son propre bureau n'est pas situé rue de Lourmel. Il semble que les auteurs de l'attentat aient voulu, selon les termes de leur communiqué, s'en prendre à une société « de ventes d'armes » dont le dirigeant a été mis en vedette dernièrement lors du procès des « goliards », d'autant que ceux-ci ont été condamnés à de lourdes peines.

Quatorze attentats en un an

Le groupe Bakounine-Gdansk-Paris-Gentile-Salvador (G.B.G.P.G.S.) paraît être fait une spécialité des attentats contre des multinationales d'origine américaine ou des sociétés commerciales travaillant avec l'Europe de l'Est et l'Amérique du Sud, et que les locaux parisiens sont situés sur la rive droite de la Seine. En deux mois, ce groupe avait attaqué trois fois avant de viser la société du baron Empain.

Le 28 décembre 1981, d'abord, en endommageant, par une explosion, les locaux d'une société polonaise de transports, rue Louis-le-Grand (2^e), pour protester contre l'instauration de l'état de siège en Pologne.

Le 10 janvier 1982, trois attentats visent les bureaux d'une société d'import-export travaillant avec les États-Unis, ceux d'une société soviétique de matériel optique et ceux d'une entreprise polonaise de biens industriels. Un mois plus tard, le 11 février, c'est au tour de trois autres sociétés, l'agence parisienne de la compagnie aérienne chilienne Lan-Chile, un magasin spécialisé dans la vente d'appareils audiovisuels américains et une firme d'importation de viande argentine.

Le mystérieux groupe fait alors beaucoup parler de lui : le 14 février 1982, il revendique deux attentats, l'un contre une société sidérurgique colombienne, l'autre contre une firme américaine d'électro-ménager. Le 1^{er} novembre, un magasin de la société soviétique de matériel optique déjà visée le 10 janvier est endommagé par une explosion.

Dans la soirée du 19 novembre, deux attentats sont commis, presque simultanément, contre une société soviétique d'import-export d'armes, The Outspan Organisation, située au 67 de la rue de la Victoire (9^e), et au moyen d'un engin incendiaire, contre

une firme spécialisée dans le matériel de chimie.

Enfin, deux jours plus tard, le 21 novembre, les locaux de la Cotramet, filiale du groupe Rothschild, spécialisée dans le commerce des métaux, sont incendiés et détruits par une explosion.

Voici le texte du « communiqué » n° 7, adressé à plusieurs journaux, dont Le Monde, après l'attentat du 26 décembre :

« Le baron Empain a fait pleurer dans les chaudières. Pauvre victime ! Pour deux mois de séquestration : vingt ans de prison ! Et Empain s'est reconstruit sa société, Air Matériel, rue de Lourmel, vend des armes pour massacrer les paysans du tiers-monde. Victime ou assassin ? Les « socialistes », nous marchons d'armes aux mains, feraient mieux de ne pas vendre une centrale nucléaire à l'Amérique du Sud. Nous saurons nous battre contre ce projet criminel. Le texte est signé : « Les Hooligans internationaux » (B.G.P.G.S.). »

Le Conseil d'État vient de renvoyer devant le tribunal des conflits, chargé de trancher des conflits de compétence entre la justice administrative et le système judiciaire, une requête d'Alain Caillol condamné à vingt ans de réclusion criminelle lors du procès des « goliards » du baron Empain.

Alain Caillol avait protesté auprès du tribunal administratif contre une décision disciplinaire du directeur de la prison de Fresnes le plaçant, en mai 1980, en « quartier de plus grande sécurité », alors qu'il n'était que prévenu dans l'affaire Empain.

Depuis 38 ans, le journal spécialisé
“ Les Annonces ” est le n° 1
 pour la vente des fonds de commerce
 En vente partout 3 F et 35, rue de Malte - 75011 PARIS. Tél. : (1) 806-30-30

La peur

La Corse « tangué ». En cette fin d'année 1982, les attentats par explosifs s'accumulent pour atteindre un nombre-record : sept cent soixante en un an. Rongée par l'usage du plastique, la Corse est malade, la Corse prend peur.

Les mesures prises par le gouvernement de gauche, en 1981, telles une amnistie sans restriction, la suppression de la Cour de sûreté de l'État et la reconnaissance de l'identité culturelle corse, sont déjà oubliées par les plus extrémistes des nationalistes. Voilà des mois que l'activisme des membres du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) — qui souhaitent la séparation de la France — se développe. À lui seul, ce mouvement clandestin revendique près de la moitié des violences commises sur l'île. Et force est de constater que les attentats politiques libèrent une violence de droit commun qui va s'accroissant.

La Corse connaît un mauvais climat. Un étrange mélange d'attentats, de coups de fusil, de menaces et de racket. L'État français — à travers ses bâtiments et ses « banques » — n'est plus le premier visé. Ce sont, désormais, les habitants de l'île qui sont en première ligne, et, principalement, les commerçants et fonctionnaires venus du continent, les « continentaux ». Leurs biens sont à présent des cibles. Leurs voitures, leurs appartements et leurs maisons « sautent » tour à tour. Les enseignants, depuis deux mois, sont plus particulièrement les victimes du F.L.N.C., puisque représentants du « colonialisme français » (1)...

Sous le coup de ces attentats, du slogan « I francesi fora » (« Les Français dehors ») peinturluré à gogo sur les murs par les militants nationalistes, des « continentaux » songent à partir. Certains — une poignée — ont déjà fait leurs adieux à l'île. C'est ce que l'on a appelé le « syndrome algérien », sachant que qu'une telle expression peut avoir d'excessif, sachant aussi ce qu'elle peut révéler.

La Corse a peur, donc, et ne sait comment réagir. Sa nouvelle assemblée, élue le 8 août, est encore trop jeune pour faire le poids. Même si les Corsees planent en elle beaucoup de leurs espoirs. Tout se passe, en fait, comme si le F.L.N.C. jouait une partie de bras de fer avec l'assemblée, souhaitant la prendre de vitesse pour marquer des points.

Dans ces conditions, le gouvernement de M. Mauroy — qui a entre autres la charge de la sécurité des personnes et des biens — est le seul recours dans l'immédiat. En réponse à M. José Rossi (U.D.F.), président de la commission des finances de l'assemblée de Corse, M. Mauroy écrivait récemment, le 9 décembre : « Je puis vous assurer que toutes les dispositions sont prises pour que l'ordre soit maintenu dans votre région, la Corse, qui demeure partie intégrante de la République française, une et indivisible. » Mais n'est-il pas de dire que l'ordre n'est pas « maintenu » en Corse ?

LAURENT GRELSAMER.

(1) Lire notre série d'articles intitulée « La dérive corse » dans Le Monde des 9, 10 et 11 décembre.

CORRESPONDANCE

Un nom double pour les enfants naturels

Nous avons reçu de M^{lle} Nelly Ruamps et de M^{lle} Dominique Simon, de Vry-Châillon (Essonne), la lettre suivante :

À la suite de l'article paru dans le Monde du 10 décembre, sous le titre : « Un arrêté de la Cour de cassation : pas de nom double pour les enfants naturels », nous constatons comme vous que la loi est loin d'évoluer puisque les possibilités de recours qui avaient pu aboutir jusqu'à présent sont désormais vouées à l'échec.

Nous avons engagé une procédure en justice pour obtenir pour notre enfant le double nom et nous savons maintenant qu'à cause de la décision arbitraire d'une juridiction d'interprétation en gardien des valeurs traditionnelles, nos tentatives resteront vaines. Cette mesure porte atteinte à la liberté individuelle et ne peut, en conséquence, que porter préjudice à l'enfant. En outre, nous sommes frappés par l'hypocrisie de l'argumentation. Si le seul objectif avait été de ne pas privilégier les enfants naturels, il aurait été aisé d'entendre la mesure à tous les enfants, légitimes ou naturels.

Les défenseurs du double nom parmi les députés, les membres du gouvernement, sauront-ils faire admettre le droit au double nom comme cela existe dans d'autres pays ?

Nous comptons sur eux pour qu'ils fassent voter une loi rétablissant la liberté et le choix individuels en la matière.

FAITS DIVERS

COLLISION FERROVIAIRE PRÈS DE ROTTERDAM : TROIS MORTS

Rotterdam (A.F.P.). — Deux passagers néerlandais et un mécanicien ont été tués, lundi 27 décembre, dans une collision entre deux trains de voyageurs qui s'en étaient pris à Rotterdam.

Parmi les occupants d'un des trains, le Nord-Ouest Express (Copenhague-Londres), un groupe de cinq Soviétiques ont, durant plusieurs heures, refusé de quitter leur compartiment avant d'accepter finalement de rejoindre La Haye en voiture, en compagnie de l'ambassadeur d'U.R.S.S. aux Pays-Bas. On a appris par la suite, au ministère de l'Intérieur, qu'il s'agissait de convoyeurs de la valise diplomatique soviétique à destination de Londres, qui se refusant à se dessaisir de leur bagage. Selon des témoins, ces valises représentaient un volume tel qu'il a fallu l'arrivée d'une camionnette pour les convoier.

Faits et jugements

Un jugement favorable aux médecins qui refusent de cotiser à l'Ordre

Le tribunal d'instance de Caen (Calvados) vient de donner raison à vingt-cinq médecins contre leur conseil départemental de l'Ordre. Depuis 1976, celui-ci poursuit systématiquement les praticiens qui, en nombre croissant, refusent de payer leur cotisation annuelle voulant ainsi marquer leur désaccord avec l'Ordre et contester son existence. Début décembre, vingt-cinq médecins étaient traduits devant le tribunal de Caen.

Le magistrat chargé de cette affaire, M. Christian Hallard, indique notamment dans sa décision, prise le 1^{er} décembre : « Il est constant que l'Ordre national des médecins, par l'intermédiaire de ses instances dirigeantes qui ne sont pas élues au suffrage direct, a pris publiquement des positions sur des sujets controversés faisant l'objet de débats publics et ne concernant pas le seul corps médical, notamment en ce qui concerne l'avortement, le conventionnement médical, l'élection d'un président et d'un parlement de gauche. Le médecin, obligatoirement affilié à l'Ordre, n'a pas la possibilité de démissionner de cette institution alors qu'il désapprouve des prises de position publiques. »

Orlé fait pour le médecin de ne pouvoir exprimer librement son désaccord par la pratique et les moyens qu'il estime adéquats, notamment en se retirant d'un Ordre dont il n'adopte pas les convictions, constitue bien une entrave à la libre manifestation de sa conviction telle que prévue par les articles 9 de la convention européenne des droits de l'homme et 18 du pacte international de New-York. »

Le tribunal de Lisieux, nous indique notre correspondant à Caen, avait dans les mêmes termes les 1^{er} septembre et 4 octobre donné raison à trois praticiens. Dans tous les cas, le conseil départemental de l'Ordre des médecins du Calvados a fait appel.

M. Mitterrand avait promis au cours de la campagne présidentielle de 1981 que le conseil de l'Ordre des médecins serait supprimé (proposition n° 85 des « Cent dix propositions pour la France »).

Une usine de confection détruite par un incendie. — L'usine Textiles Diffusion Nord, à Orchies, non loin de Lille, a été entièrement détruite, lundi matin 27 décembre, par un incendie qui a notamment ravagé le stock des produits finis. La totalité du personnel — une centaine de salariés — a été mise en chômage technique, et le redémarrage complet de l'entreprise n'est prévu que dans deux mois.

JUSTICE

POINT DE VUE

Danger : prisons

par LAURE BASTE-MORAND (*)

Ceux qui souhaitent une réforme en profondeur du système pénitentiaire français peuvent trouver précautionneux les petits pas du garde des sceaux vers une amélioration de la vie quotidienne dans les prisons.

Que les détenus puissent fumer au mitard, embrasser leur femme après deux ou trois ans de séparation, dans des parloirs propres, et que les familles soient prévenues à temps des transferts, afin de ne pas faire inutilement des kilomètres puis des heures de queue, semble la suppression normale de vexations et de souffrances inutiles qui ne prépareraient en rien la réinsertion des condamnés. L'abandon du port obligé de l'uniforme et le contrôle de la santé par les services compétents de l'Assistance publique semblent aller de soi à notre époque.

L'arbitraire demeure, comme demeure le mépris fondamental qui fait de tout détenu un objet sans droits ni responsabilités.

Ainsi, les récentes mesures prises par le ministre de la Justice risquent-elles de mécontenter tout le monde : ceux qui les trouvent dérisoires et ceux qui s'inquiètent d'un « laxisme », tout aussi illusoire que les prisons 3 étoiles.

Au demeurant, mis à part ceux à qui revient la lourde charge de ramener les libérés dans le circuit, et ils ne sont pas nombreux, qui souhaitent une réforme pénitentiaire ? Les électeurs ? Ils s'indignent plutôt d'être privés de leur droit à la vengeance. Ils restent attachés à la sanction, lorsqu'elle est pénale, alors même qu'ils oublient, à tort ou à raison, de l'utiliser dans leur famille ou à l'école.

Les élus ? Il est permis d'en douter lorsqu'on regarde le montant du budget de la justice. Et que peut-on attendre d'un service public quasi misérable ?

Les magistrats ? Certains d'entre eux, sans doute — mais combien ? — connaissent les prisons et leur nocivité potentielle ? Le nombre abusif des détentions provisoires oblige à se poser la question et à se demander si certains d'entre eux ne préfèrent pas prendre le risque d'incarcérer un innocent à celui de laisser courir un coupable.

L'administration pénitentiaire, enfin ? Bien sûr... dans la mesure où elle ne perdrait aucune de ses prérogatives, c'est-à-dire le droit de disposer des détenus sans avoir de comptes à rendre ni d'explications à fournir à personne quant aux résultats obtenus. La loi qui prévoit un contrôle n'est pas appliquée, et qui s'en soucie ? Et la grande pauvreté est là pour justifier les erreurs et les manquements.

Alors ? Alors il ne pourra y avoir de véritable réforme que lorsque les citoyens, leurs élus et les responsables locaux s'inquiéteront de ce qu'il advient des condamnés. Dans l'état actuel des choses, on a bien des chances de faire, définitivement, un marginal de celui que l'on confie à la justice. Rares sont ceux qui comprennent que les conditions de détention et de sortie de prison sont une source d'insécurité. Il serait peut-être temps de la faire entendre et de donner les moyens d'y remédier.

(*) Président du Comité de liaison des associations de relassement (CLAR).

AU TRIBUNAL DE CHATEAUX-ROUX

Les déboires judiciaires de la secte Krishna

De notre correspondant

La secte Krishna a été déboutée, il y a quelques jours, par le tribunal de grande instance de Châteauroux (Indre) d'une nouvelle plainte contre un ancien adepte et sa mère pour « dénonciation calomnieuse ». En 1978, M^{me} Christiane Taupin, quarante-cinq ans, s'était rendue dans les locaux de la secte au château d'Oublaire, près de Lucay-le-Mâle (Indre), pour y chercher son fils Jean-Marie, vingt-six ans, astrologue, à l'époque adepte de Krishna. Après ce « rapt », les membres de Krishna avaient porté plainte contre M^{me} Taupin, commerçante à Vierzon, et son fils. Depuis 1979, plusieurs plaintes avaient été déposées contre les Taupin — en vain — par la secte.

Châteauroux. — Ce nouvel épisode de l'affaire mettant aux prises la secte Krishna et la famille Taupin s'était joué le 1^{er} décembre, lors de l'audience correctionnelle du tribunal de grande instance de Châteauroux (Indre). C'est pour répondre à une inculpation de « dénonciations calomnieuses » que M^{me} Christiane Taupin, quarante-cinq ans, commerçante, et son fils Jean-Marie, vingt-six ans, qui se dit astrologue, se sont retrouvés une nouvelle fois dans la salle du tribunal.

En 1979, l'Association internationale pour la conscience de Krishna, dont le siège se trouve au château d'Oublaire, à Lucay-le-Mâle, dans l'Indre, les avait assignés devant le tribunal de Vierzon, cherchant à les faire condamner pour leurs déclarations parues dans la presse. À l'époque, le procureur de la République avait conclu que la diffamation n'était pas fondée. La secte avait été déboutée et même condamnée à verser des dommages et intérêts. En appel, la cour de Bourges avait rendu un arrêt confirmant le jugement de Vierzon et condamnant la secte à 3 000 francs pour procédure abusive.

Les dirigeants de Krishna ont alors porté plainte pour dénonciation calomnieuse devant le juge d'instruction de Châteauroux.

Les débats se sont donc répétés pour la troisième fois. Au mois de novembre 1978, M^{me} Christiane Taupin avait pu « récupérer » son fils, devenu adepte de la secte. Jean-Marie, alors âgé de vingt-deux ans, après un séjour d'une semaine au château d'Oublaire, avait annoncé qu'il ne reviendrait plus dans sa famille.

À la barre, M^{me} Taupin a expliqué, une fois de plus, comment, par la ruse, elle était parvenue à faire sortir son fils : « J'étais venue avec deux bons camarades de Jean-Marie, sachant que, pour les voir et peut-être même pour essayer de les convaincre eux aussi, il sortirait du château... »

PATRICK LETANG.

SPECIAL MICRO EN 1 MOIS
 formez-vous à la MICRO INFORMATIQUE
 cours du soir ou du soir à participants par stage
 INFORMATIQUE 1 rue de Châteauneuf 75002
 (1) 296 65 08

politique

LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

A AVIGNON : l'opposition est divisée, la majorité n'est pas encore unie.

(De notre correspondant.)
Avignon. — Y aura-t-il trois, quatre ou cinq listes à Avignon ? L'opposition en compte deux : la première, ayant à sa tête M. Jean-Pierre Roux (R.P.R.), ancien député, bénéficie du soutien du parti radical, du C.N.I.P. et de M. Yves Michel-Béchet, ancien président du comité de soutien à M. Valéry Giscard d'Estaing pour l'élection présidentielle ; la seconde, conduite par M. Jean Roure (sans étiquette), rassemble des composantes de l'U.D.F. (C.D.S., P.R., club Perspectives et Réalités et Jeunes Giscardiens).

Pour les responsables de l'opposition, il s'agit de « ratisser les voix au premier tour ». Mais au second tour, assurent-ils, il n'y aura plus elle, ne soit toujours pas s'il y aura ou non des primaires dans son camp. M. Henri Duffaut, sénateur socialiste et maire sortant, vient de publier la composition de sa liste « Union de la gauche » (P.S. et M.R.G.), sur laquelle onze places sur cinquante-trois ont été laissées en blanc et proposées au parti communiste.

Le P.C., qui a actuellement douze élus sur trente-neuf sièges dans l'équipe municipale actuelle, estime insuffisante la proposition du maire sortant. Chiffres des précédents scrutins à l'appui, il réclame dix-sept candidats.

Le P.C. ira-t-il jusqu'à présenter sa propre liste ? Certains de ses responsables font remarquer que rien ne presse et rappellent que, lors des municipales de 1977, c'est en janvier que l'accord P.S.-P.C. avait été conclu.

De son côté, le P.S.U., constatant qu'un « désaccord fondamental » existe entre son parti et le P.S., estime qu'il n'a plus qu'une solution : « soutenir la création d'une liste de gauche autogestionnaire ». — J. L.

D'une ville à l'autre

NIEVRE

NEVERS. — M. Hervé de Charenté, député national du P.R., candidat à Nevers, a lancé, lundi 27 décembre, un appel à toutes les forces de l'opposition neversaise. « A affirmé qu'il « bénéficie de l'investiture de l'U.D.F. départementale et nationale ».

M. de Charenté a précisé qu'il est « décidé à tout faire pour opposer à la liste socialiste et communiste, animée par deux membres du gouvernement [M.M. Daniel Binoist et Pierre Bérégovoy], le rassemblement le plus large. Tout ce qui va à l'encontre de cet objectif est une mise en cause délibérée de l'union », a-t-il affirmé.

TARN

SAINT-JUÉRY. — La fédération départementale du P.S. vient d'accorder son investiture pour conduire la liste d'union de la gauche à M. Jean-Paul Raynaud et non au maire sortant, mis en minorité dans sa section. M. Jean Polisset, élu conseiller général du canton de Villefranche-d'Albigeois, en mars dernier, M. Polisset a annoncé qu'il conduira une liste d'union socialiste. — (Corresp.)

ANNULATION DE L'ÉLECTION CANTONALE DE VILLEFAGNAN (CHARENTE).

Le Conseil d'État a annulé, lundi 27 décembre, l'élection de M. Henri Dindinaud (P.S.) comme conseiller général de Villefagnan (Charente). Il a estimé que le candidat socialiste n'aurait pas dû envoyer aux personnes âgées, l'avant-veille du second tour des cantonales de mars 1982, un tract auquel son adversaire n'avait pu répondre.

Pour le Conseil d'État, une telle diffusion « a constitué une manœuvre susceptible, compte tenu du faible écart des voix obtenus par les candidats en présence, d'avoir faussé les résultats ».

[M. Dindinaud avait été proclamé élu le 21 mars par 1 971 voix contre 1 950 à M. Coustou, soutenu par le R.P.R. Au premier tour, ce dernier était arrivé en tête avec 1 186 suffrages, contre 1 090 à M. Dindinaud, 753 à Mme Regeon (P.R.) 362 à M. Bantier (P.C.) et 197 à M. Sauteraud (M.R.G.). Le conseiller général sortant, M. Le Gac (R.P.R.) ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat.]

M. Jacques Chirac, qui se rendra aux États-Unis à la mi-janvier (vraisemblablement entre le 11 et le 14), sera reçu à la Maison Blanche, le 13 janvier, par M. Ronald Reagan. Le maire de Paris doit également rencontrer le maire de New York, M. Edward Koch.

QUI NE DIT MOT CONSENT

Vous êtes électeur à La Roche-sur-Yon et vous désirez soutenir la candidature de M. Philippe Mestre, député (U.D.F.) de la première circonscription de la Vendée. Que devez-vous faire ? Rien... ou plutôt si, attendre... Vous allez recevoir (si ce n'est déjà fait) une lettre de M. Paul Caillaud (suppléant de M. Mestre) et vous aurez le plaisir de constater que vous êtes inscrit au comité de soutien et qu'on vous épargne ainsi la peine de remplir un bulletin d'adhésion et de l'expédier. Et si vous ne souhaitez pas soutenir M. Mestre ? N'allez surtout pas croire qu'on vous force la main ! Il vous suffit de le faire savoir à M. Caillaud. Et deux possibilités vous sont offertes : un appel téléphonique à l'association Union pour La Roche (37-80-00) ou une lettre acheminée à 1,80 F. Il vous faudra renoncer au timbre à 1,60 F. M. Caillaud souhaite, en effet, être informé « le plus rapidement possible ».

Un de nos lecteurs vendéens qui a reçu ce courrier nous a fait part de ces remarques. « Je suppose, écrit-il, que la pratique que je dénonce est une pratique courante, mais j'aime encore pouvoir m'étonner. » Selon M. Mestre, ajoute-t-il, ceux qui ne me répondent pas sont mes électeurs. Ils sont : ou de ma majorité silencieuse, ou assez fainéants pour ne pas me répondre, ou analphabètes, ou avertis au point de ne pouvoir se payer un timbre. »

LA CLOTURE DES INSCRIPTIONS SUR LES LISTES ÉLECTORALES EST FIXÉE AU 31 DÉCEMBRE.

L'inscription obligatoire, dans les mairies, sur les listes électorales, sera close le 31 décembre. Ceux qui auront dix-huit ans au plus tard le 28 janvier 1983 doivent se faire inscrire, aucun électeur ne pouvant être inscrit d'office.

L'électeur peut demander à figurer sur les listes soit dans la commune où il réside depuis plus de six mois, soit dans la commune de son domicile, soit dans la commune où il paie des impôts locaux, depuis au moins cinq ans sans interruption.

A Paris, Lyon et Marseille, une liste électorale est dressée par arrondissement. Les électeurs qui ont changé d'arrondissement doivent donc demander leur inscription dans leur nouvel arrondissement.

M. MITTERRAND A LA TÉLÉVISION VENDREDI ET SAMEDI

M. François Mitterrand se repose depuis dimanche dans sa résidence de Latche, à Soustons (Landes). Le président de la République doit séjourner brièvement à Paris jeudi 30 décembre afin d'enregistrer le message traditionnel de vœux du Nouvel An, qui sera diffusé à la radio et à la télévision vendredi 31 décembre à 20 heures.

Le président de la République recevra samedi 1^{er} janvier à Latche un groupe de journalistes d'Antenne 2 et s'exprimera en direct au cours d'Antenne 2 midi.

Selon un sondage « Le Figaro »-Sofres

UN FRANÇAIS SUR DEUX JUGE QUE L'ANNÉE 1982 A ÉTÉ « PLUTOT MAUVAISE » ET QUE 1983 LE SERA AUSSI.

Le Figaro du 28 décembre publie un sondage réalisé par la Sofres entre les 15 et 20 décembre auprès de mille personnes. Selon cette enquête, 50 % des personnes interrogées jugent que, « pour l'ensemble des Français », 1982 a été « une année plutôt mauvaise », 31 % « une année comme les autres » et 14 % « une année plutôt bonne ». 50 % prévoient que 1983 sera « une année plutôt mauvaise », 26 % « comme les autres » et 15 % « plutôt bonne ».

Pour 36 %, M. Chirac est l'homme politique « qui a marqué le plus de points en 1982 » pour 33 %, c'est M. Mauroy, pour 31 %, M. Rocard et pour 16 % M. Giscard d'Estaing.

A la question de savoir quels sont les deux événements les plus importants survenus au cours de l'année écoulée dans le monde, 48 % répondent : « la montée du dollar » et 44 % « la libération de Lech Wałęsa ». A la même question relative à la France, 50 % citent « la retraite à soixante ans », 45 % « le blocage des prix et des revenus », 37 % « la dévaluation du franc » et 23 % « la victoire de l'opposition aux élections cantonales ».

Pour 1983, 48 % des Français pensent que leur pouvoir d'achat va « diminuer », 37 % « rester le même » et 11 % « augmenter ». 67 % prévoient que, dans un an, le nombre de chômeurs se situera entre deux millions et deux millions et demi et 58 % fixent la hausse des prix à un taux compris entre 8 et 12 %, 46 % pensent qu'aux élections municipales il n'y aura « ni vainqueurs ni vaincus », 32 % qu'il y aura « une nette victoire de l'opposition » et 9 %, « une nette victoire de la gauche ».

DEUX OUVRAGES ESSENTIELS

Ces « petits messieurs » des cabinets ministériels

Créés il y a environ un siècle, les cabinets ministériels restent entourés d'un halo de mystère : instruments supposés d'un pouvoir d'autant plus redoutable qu'il demeure comme caché, ils seraient peuplés d'un ensemble de « petits messieurs » autoritaires assurant la liaison entre le ministre et son administration, le personnel politique dans son ensemble, le pouvoir local, ou encore les groupes de pression.

Deux ouvrages essentiels nous permettent d'y voir plus clair : celui qui fait paraître René Rémond, Aline Coutrot et Isabelle Bousard, *Quarante ans de cabinets ministériels*, et celui qui publie Monique Dagnaud et Dominique Mehl, *L'élite rose*. Si l'on examine d'abord la composition de ces cabinets de 1936 à 1972, comme le proposent les auteurs du premier livre (en excluant la période 1940-1944), on constate que quatre mille onze personnes y ont exercé leurs talents : elles proviennent, dans une proportion presque toujours identique, de la fonction publique.

Contrairement aux idées reçues, on trouve dans ces cabinets de manière constante, entre 85 % et 91 % de fonctionnaires qui sont eux-mêmes souvent fils de fonctionnaires aussi bien sous la III^e et sous la IV^e République parlementaires que sous la V^e au système semi-présidentiel. De ce point de vue, ces régimes politiques ne se distinguent guère les uns des autres, alors que leurs personnels politiques respectifs étaient, dans leur ensemble, profondément différents.

Depuis mai 1981, les choses en apparence n'ont pas beaucoup changé : si l'on étudie, comme le font Monique Dagnaud et Dominique Mehl, l'origine socioprofessionnelle des cinq cent quarante personnes qui agissent dans ces cabinets, on constate que 75 % d'entre elles proviennent encore de la fonction publique. Pourtant, par

dellà ce relatif déclin, c'est la composition de cette catégorie qui se modifie d'elle-même.

La venue de la gauche au pouvoir, c'est la revanche des administrateurs civils sur les grands corps : l'inspection des finances, par exemple, qui a constamment tenu les postes essentiels, se voit pratiquement évincée : aucun de ses membres ne figure dans les cabinets de l'Élysée ou de Matignon. Le Conseil d'État, l'inspection des finances et la Cour des comptes, qui ont formé 27 % des conseillers des premiers ministres sous la V^e République, dominée par l'ancienne majorité, ne forment plus que 6 % de l'entourage de Pierre Mauroy.

Les grands corps dans leur ensemble (y compris le corps diplomatique et la préfecture) composent plus de 60 % des conseillers des anciens présidents de la République : ils le deviennent plus 19 % des postes de l'entourage de François Mitterrand. Au contraire, les fonctionnaires de niveau moins élevé et provenant souvent d'un milieu social plus modeste, même s'ils ont été eux aussi élèves de l'ENA, jouent cette fois un rôle essentiel. Dans ce sens, on peut dire que les « bourgeois » rejoignent au pouvoir les « héritiers ».

Compétence et engagement

Ces deux ouvrages permettent de rendre compte des permanences mais également des changements qui se réalisent de nos jours ; non seulement les fonctionnaires qui constituent l'« élite rose » ne sont pas, contrairement à ce que l'on avance souvent, les mêmes que ceux qui faisaient tourner la machine gaulliste ou giscardienne, mais, de plus, leur rôle diminue au profit de celui des professionnels de la politi-

Point de vue

Sur des attaques peu convenables

par FRANÇOIS GOGUEL (*)

DEPUIS la décision de non-conformité à la Constitution qu'il ont prise le 2 décembre à l'encontre d'une loi selon laquelle, dans quatre départements d'outre-mer, une assemblée unique, élue à la proportionnelle, aurait cumulé les compétences du conseil général et du conseil régional, les membres du Conseil constitutionnel ont fait l'objet d'attaques auxquelles leur devoir de réserve leur interdit de répondre. On comprendra qu'un de leurs anciens collègues use de sa liberté d'expression pour formuler à cet égard quelques réflexions.

Quant au fond des choses, c'est-à-dire à la décision de non-conformité, on notera que les accusations formulées contre le Conseil constitutionnel par des membres éminents de la majorité relèvent de la catégorie de l'affirmation et non pas de celle de la discussion : dire, par exemple, comme l'a fait Louis Mermat, que le Conseil a été au-delà de sa compétence, c'est une accusation qui demanderait à être étayée par quelques raisonnements.

Malheureusement, au P.S., tout le monde paraît aujourd'hui être imbu de la maxime à laquelle André Laignel a attaché son nom : sans qu'il puisse y avoir matière à discussion, quiconque est « politiquement minoritaire » se trouve, par là-même, « juridiquement dans son tort ». Ainsi commencent les totalitarismes.

En définitive, à ma connaissance, seul Pierre Marclhacy s'est risqué à critiquer la décision du Conseil en se plaçant, en partie, sur le terrain du droit (1).

En partie seulement, car — si elle marque une notable évolution de sa pensée depuis le temps où il suivait les décisions prises par le Conseil en matière de droit des associations ou de fouille des véhicules — sa dénonciation d'un prétendu « gouvernement des juges » se place sur le terrain de l'organisation des pouvoirs publics et non sur celui du droit.

A ce dernier point de vue, Pierre Marclhacy paraît avoir éprouvé quelque embarras à conduire une démonstration selon laquelle, en annulant (dans la stricte limite de la compétence qui lui est attribuée par les textes) la loi qui lui était soumise, le Conseil constitutionnel aurait commis une erreur de droit.

Des quatre considérants dans lesquels le Conseil a formulé les motifs retenus par lui au soutien de sa décision, il n'en est que trois. Quant au quatrième, il l'ignore complètement : or c'est le plus important, celui qui conclut le raisonnement, puisqu'il constate que, « en confiant la gestion des départements d'outre-mer à une assemblée unique, contrairement au conseil général des départements métropolitains en l'état actuel de la législation, n'assure pas la représentation des composantes territoriales du départe-

ment », la loi soumise au Conseil allait « au-delà des mesures d'adaptation que l'article 73 de la Constitution autorise en ce qui concerne l'organisation des départements d'outre-mer ».

En somme, la lecture sélective de la décision du Conseil à laquelle a procédé Pierre Marclhacy ne lui a pas permis de saisir la logique du raisonnement du Conseil, qui me paraît être celle-ci : la règle d'unité du régime législatif et de l'organisation administrative sur tout le territoire d'une République que la Constitution proclame indivisible comporte, en ce qui concerne les départements d'outre-mer, en vertu de l'article 73, une exception limitée : la possibilité d'« adaptations », qui ne peuvent consister qu'en des aménagements, mais dans le respect des principes essentiels de la législation en vigueur dans la métropole.

Au contraire, selon l'article 74, les territoires d'outre-mer peuvent être dotés d'une « organisation particulière ». Adaptation et organisation particulière doivent être réalisées par la loi. Mais la latitude d'action du législateur est bien plus restreinte lorsqu'il s'agit des départements que des territoires d'outre-mer, et, en l'espèce, le législateur a été au-delà de ce que lui permettait la Constitution.

Dernières remarques : la sobriété avec laquelle le Conseil constitutionnel n'a formulé, au soutien de sa décision du 2 décembre, que des motifs qui, selon lui, suffisaient à démontrer la non-conformité à la Constitution, de la loi qui lui avait été déférée, n'exclut pas que d'autres considérations puissent être invoquées dans le même sens.

Selon l'article 73 de la Constitution, les « mesures d'adaptation » du régime législatif et de l'organisation administrative des départements d'outre-mer doivent être « nécessaires par leur situation particulière ».

Or les rédacteurs de la loi soumise au Conseil ne se sont pas cachés d'avoir été au-delà de ce que leur permettait l'article 73. L'article premier de cette loi précise en effet qu'elle « tient compte des spécificités résultant de la situation géographique et de l'histoire de ces collectivités », ainsi que de leur situation particulière reconnue par l'article 73 de la Constitution.

Seul ce dernier criait était recevable. Et la référence à l'« histoire » était d'autant plus mal venue que le spécificité de l'histoire des quatre départements français dont il s'agit résulte essentiellement de la manière dont s'est développé leur peuplement. Or selon l'article 2 de la Constitution, « la République... assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens, sans distinction d'origine,

(*) Ancien membre du Conseil constitutionnel.

de race ou de religion ». A elle seule, la déclaration liminaire de l'article premier démontre donc le peu de cas que les auteurs de la loi soumise au Conseil avaient fait des prescriptions de la Constitution.

Comment, d'autre part, quant au mode d'élection de l'assemblée unique instituée par cette loi, en tant que cette assemblée aurait exercé les compétences d'un conseil régional, aurait-il été possible d'« adapter » au cas particulier de quatre départements d'outre-mer un régime législatif qui n'existe pas encore pour l'ensemble de la métropole ?

Que conclure de ces réflexions ? Il me paraît clair que c'est en art parisiens, et non pas en juristes, que se sont exprimés ceux qui, après le 2 décembre 1982, s'en sont pris au Conseil constitutionnel, et cela en termes parfois peu convenables, surtout lorsqu'ils étaient employés par des personnalités qui exercent ou aspirent à exercer de hautes responsabilités dans la République.

Dans une République dont on veut espérer qu'elle demeurera toujours un Etat de droit.

(1). Dans le Monde du 16 décembre 1982.

UN RÉPERTOIRE DES ASSOCIATIONS HUMAINITAIRES

L'association Droits de l'homme et solidarité (D.H.S.), 127, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris (6^e), publie, sous forme d'un numéro spécial de la revue *Brèche*, un *vide-mecum* format « poche » comportant un répertoire des associations humanitaires françaises dont la vocation répond à l'appel de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations unies. Sur la page de gauche sont cités chacun des trente articles de cette déclaration, avec un bref commentaire ou des réflexions tirées des écrits des grands penseurs de l'humanité. Sur la page de droite sont regroupées en trente rubriques les associations, petites, moyennes ou grandes, dont l'activité correspond aux « droits » proclamés sur la page de gauche.

(*) Un numéro : 15 F ; dix exemplaires : 110 F - C.C.P. D.H.S. 3.87 B Paris.

M^{me} Mary Sills a été nommée chargée de mission au secrétariat général de la présidence de la République. Elle assistera M. Charles Salzmann, conseiller technique, chargé notamment des enquêtes d'opinion et des questions de communication.

[Née en septembre 1947, M^{me} Mary Sills a été, de 1971 à 1981, membre permanent de l'appareil du P.S., occupant après le congrès de Metz, d'avril 1979, le poste de déléguée générale à la presse. Elle était entrée au service de presse de l'Élysée au mois de juin 1981.]

M. Jacques Médecin, maire de Nice, député (app. R.P.R.) des Alpes-Maritimes, mis en cause par la fédération C.G.T. des services publics à la suite de ses propos sur une récente grève des éboueurs de la ville, a déclaré lundi 27 décembre : « Le P.C. (...) essaie depuis le renouveau éhémère de la C.G.T. aux élections prud'homales d'exploiter à son profit les termes polémiques d'une lettre envoyée personnellement aux militants du Rassemblement républicain. » [Mouvement réunissant dans le département les partisans et amis politiques de M. Médecin.]

Dans cette lettre, M. Médecin s'en prend notamment à la secrétaire générale du syndicat C.G.T. des communistes de Nice, « une démoliste » qui « ne parle même pas le niçois » et « même par le bout du nez les roulettes de mécaniques du parti révolutionnaire ».

La fédération C.G.T. des services publics avait protesté, lundi, contre la « bassesse » des procédés utilisés par M. Médecin.

NON !

REPÈRES POUR LE SOCIALISME

Les médias face à la gauche... ou la gauche face aux médias ?

16

En vente dans les kiosques ou aux Éditions Jacques Mardieu, 52 rue de Boursouille, 75007 Paris

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

La conservation des aliments par ionisation

Un traitement efficace mais encore mal accepté

La conservation des denrées alimentaires par ionisation est-elle une technique agro-alimentaire suffisamment rodée pour être introduite sur le marché national ? Ce procédé consiste à soumettre à l'action de certains rayonnements les aliments, afin d'assurer la conservation.

Le problème posé en pareille circonstance est celui de la non-toxicité du procédé. Pro-

bème classique qui touche tout traitement industriel des aliments. Vingt ans de recherches ont conduit à la présentation récente devant le Haut Comité de la santé d'un rapport de synthèse sur le « traitement ionisant des denrées alimentaires ». La démonstration a été faite : le procédé d'ionisation des aliments n'est pas toxique. On peut donc passer en France au dé-

veloppement pratique de la technique. Mais le public français est-il prêt à manger « ionisé », ou « irradié » ? Le risque est qu'inconsciemment le « aliment ionisé » soit associé à « radioactif ».

La cancérophobie jouera alors à plein si les aliments ionisés seront boudés. L'introduction de cette technique de conservation doit donc se faire de manière prudente et contrôlée.

TOUT procédé de conservation change quelque peu la nature et la composition chimique de l'aliment auquel on l'applique. L'ionisation les modifie peu, et les modifications de goût qu'elle entraîne sont infimes. En effet, les produits traités par l'irradiation — les produits de radiolyse — ont une durée de conservation plus longue que celle obtenue après traitement thermique. De plus, on s'est aperçu, au fil des recherches, que les produits de radiolyse étaient de nature différente de ceux qui apparaissent au cours d'un traitement thermique comme, par exemple, une amine au four. L'utilisation industrielle des produits ionisés peut donc être envisagée sans bousculer les habitudes ni la qualité de l'alimentation traditionnelle. Une exception est cependant à noter : les propriétés organoleptiques des produits changent après ionisation. Il ne s'agit pas de produits de radiolyse, mais de produits de dégradation de la matière.

Quant à la valeur alimentaire des aliments traités, elle n'est pas affectée. La technique est bien adaptée à l'effet recherché. Car le résultat final de la conservation dépend de nombreux paramètres : composition de l'aliment, température de traitement, quantité d'air présent, en particulier. A l'utilisation industrielle de la technique, le seul écueil est la conservation de la qualité des aliments.

En ce qui concerne les insectes dont les effets sont occasionnels, d'après la F.A.O., les produits plus importants que ceux des insectes sont les micro-organismes, les études (jusqu'à présent) sont très nombreuses. Néanmoins, elles concernent une cinquantaine d'espèces : du charançon des grains à la teigne du riz en passant par la bruche du haricot, les insectes sont réduits à néant par l'irradiation ; le plus souvent, ils meurent quelques jours après.

Finalement, en ne tenant compte que de la dose d'irradiation, les effets (1) des aliments peuvent être ainsi classés : à dose faible d'irradiation, 0,1 kilogray obtient une inhibi-

tion ? Dans la matière vivante, les radicaux libres sont les principaux responsables pour les acides nucléiques. Si la structure de l'ADN (acide désoxyribonucléique) ou de l'ARN (acide ribonucléique) est touchée par rupture de leur chaîne, la multiplication cellulaire peut être bloquée. La synthèse des protéines est perturbée. Quels que soient les radicaux dérivés, on observe à plus ou moins long terme la mort de la cellule. D'autre part, les radicaux libres des protéines à leur tour inhibent leurs propriétés catalytiques, ce qui bloque les réactions chimiques dans les cellules.

Un mérite fondamental

L'ionisation réalise ainsi l'effet le plus recherché pour la conservation des aliments : l'inhibition du développement des micro-organismes et des insectes qui s'y trouvent naturellement. Les bactéries telles que *Escherichia coli*, *Clostridium botulinum* (responsable du botulisme) ne peuvent plus se reproduire après une irradiation de leur ADN. Dans cette perspective, l'irradiation des aliments et de certains produits (œufs, viande, poisson, etc.) permet d'en éliminer les salmonelles ; celle du poisson et des fruits de mer, les vibrios *parahaemolyticus*, agents pathogènes transmis dans les climats chauds.

En ce qui concerne les insectes dont les effets sont occasionnels, d'après la F.A.O., les produits plus importants que ceux des insectes sont les micro-organismes, les études (jusqu'à présent) sont très nombreuses. Néanmoins, elles concernent une cinquantaine d'espèces : du charançon des grains à la teigne du riz en passant par la bruche du haricot, les insectes sont réduits à néant par l'irradiation ; le plus souvent, ils meurent quelques jours après.

Finalement, en ne tenant compte que de la dose d'irradiation, les effets (1) des aliments peuvent être ainsi classés : à dose faible d'irradiation, 0,1 kilogray obtient une inhibi-

tion de la germination des bulbes (tubercules, pommes de terre, oignons). Puis, la dose d'irradiation augmentant de 0,1 à 10 kilogray, on obtiendra successivement : la stérilisation des insectes, la destruction des micro-organismes en partie ou totalité, ce qui équivaut à une pasteurisation. Pour les doses supérieures à 10 kilogray, le traitement ionisant provoque la stérilisation ou radappertisation, puis la mort des virus et, en dernier lieu, l'abaissement de l'activité enzymatique. Ainsi, indépendamment de toute finalité relative à la conservation, le procédé d'irradiation a le mérite fondamental d'assurer le matériel biologique.

Il existe actuellement deux domaines où l'ionisation peut être utilisée : d'abord, il s'agit du traitement des aliments déshydratés : d'un côté, les épices, les condiments, les farines, les fruits et légumes secs ; de l'autre, les farines diététiques, les rations pour animaux de laboratoire. Ils sont actuellement conservés, pour les premiers, par utilisation d'additifs chimiques et pour les seconds, par stérilisation à la chaleur. Ces procédés ont des inconvénients, les principes nutritifs ne sont pas tous préservés, certains additifs ne sont pas anodins. Les produits de conservation peuvent nécessiter des emballages particuliers, de petit volume. L'ionisation supprime ces inconvénients sans nécessiter d'installer d'autres.

Le cas des produits frais

En effet, l'intérêt de cette technologie n'est pas seulement de conserver les produits frais.

En effet, l'ionisation a une réfrigération à -4°C, -7°C, la microflore, les insectes et les parasites d'aliments aussi variés que la viande, la boucherie, les poissons, les crustacés, les légumes, les volailles... sont détruits. On peut admettre que nous sommes d'ici peu les fruits se conservant beaucoup plus longtemps sans qu'aucun insecte ne les dégrade précocement. Les oignons, pommes de terre ne germent plus prématurément. Les parasites de la viande ne sont plus qu'un souvenir lointain ! De plus l'ionisation utilisée seule, à condition d'avoir un emballage à une congélation à -40°C permet la prolongation de la conservation à température ambiante pour une durée indéterminée. Les produits frais sont présentés dans un emballage léger et flexible à température ambiante. Les conséquences de ce type de conservation sont impressionnantes : régulation du marché, pas de saison, période d'approvisionnement ou de pénurie, stockage pour les nations, pays en voie de développement en particulier, les collectivités, l'armée, etc.

Le service supérieur d'hygiène publique de France a émis cet accord au développement pratique de l'ionisation ayant à l'évidence une toxicité nulle en matière de conservation. Mais l'ionisation n'est pas une technique rodée. Jusqu'à présent, seules des initiatives très limitées ont été prises avec accord gouvernemental pour traiter certains produits au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), chez Conservatoire. Quelques produits ont été traités par l'autorisation d'être commercialisés : oignons, terre, oignons, aux, échalotes, épices, aliments pour animaux de laboratoire.

Il dessine actuellement un projet de développement. L'association pour la promotion de l'ionisation dans l'agro-alimentaire (A.P.I.A.) du Sud-Est, A.P.I.A. France Sud-Est, a

(1) Le rayonnement à la dose de rayonnement qui, appliqué par un kilogray de matière, lui communique une énergie d'un joule. Une autre mesure fréquemment utilisée est le rad, qui vaut un kilogray.

en matière de création, sous l'impulsion du conseil régional de Provence-Côte d'Azur. Un centre de traitement ionisant pourrait être installé dans la région. Il aurait une double vocation : industrielle, d'une part, par le traitement de produits d'exportation, de recherche et développement d'autre part, pour le traitement des fruits et légumes régionaux. Le C.E.A., seul organisme en France à animer une équipe spécialisée en ce domaine, participe au projet et continue parallèlement, dans la même région, à Cadarache, à développer ses travaux de recherche fondamentale et appliquée sur l'ionisation.

M.-F. CHEVALLIER.
(Département de biologie.
Commissariat à l'énergie atomique)

Des produits difficiles à contrôler

Actuellement, les produits ionisés existent sur le marché français. Mais leur direction est impossible sans les moyens de mesure de la dose de la radiation des produits et du contrôle de la qualité. D'où l'intérêt de ces produits ? Les nombreux pays sont dotés d'équipements d'ionisation : Japon, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, etc. Or il n'est pas toujours facile de contrôler l'application du procédé d'ionisation au moment de la production commerciale d'un produit, ni son dosage. On ignore alors tout du traitement subi par les aliments, comme, par exemple, l'éventuelle durée limite de conservation. Il est donc difficile de contrôler la qualité des produits. On ne peut donc pas garantir que l'on est encore en pleine anarchie, fait qui rend la sophistication du procédé inutile.

La navette au service des prospecteurs de minerais

L'ORS d'un de ses vols dans l'espace, la navette spatiale américaine Columbia a permis de découvrir dans une région désertique du Mexique une zone qui pourrait être riche en gisements minéraux. Cette zone, de quelque 5 kilomètres de diamètre, est située au centre de la péninsule de Basse-Californie, entre l'océan Pacifique et Los Angeles sur la côte de Californie, à une distance en évidence grâce à une image prise en novembre 1981 par un satellite embarqué dans la navette et travaillant dans l'infrarouge.

La région repérée étant particulièrement aride et dépourvue de moyens de communication, une équipe mixte de scientifiques américains et mexicains s'est rendue sur place en octobre dernier pour confirmer et approfondir les informations recueillies depuis l'espace. Les résultats obtenus ont, semble-t-il, été encourageants, mais le directeur de l'équipe de géologues mexicains, le docteur Sales, a indiqué que d'importantes recherches géophysiques et géochimiques devraient être conduites pour évaluer la potentialité minérale de cette région.

La NASA, qui ne pouvait pas à un moment donné qui l'occurrence de viâtes minéraux dans la région, en l'absence sur le caractère de son nouvel engin spatial, prétend avoir en partie réussi cette démonstration. Les mesures effectuées lors du vol de novembre 1981 ont permis de constater que la région de Basse-Californie, dit-elle, la présence d'oxyde de fer, de kaolinite et d'alunite (1), qui sont, selon les géologues, de bons témoins de l'activité hydrothermale passée de cette région et des indices de ses possibilités minières. Souvent, en effet, de tels minéraux constituent des zones privilégiées d'exploration minière pour l'or, l'argent, la cuivre, le plomb et le zinc.

Cette découverte permet-elle de dire que les Américains disposent, avec la navette et les instruments de mesure qu'elle transporte dans sa soute, d'un moyen exceptionnel de mesure de la température du territoire américain, mais surtout sur les territoires étrangers, avec tout ce que cela implique de conséquences économiques — voire stratégiques — quand on est le premier à savoir, des zones propices à une exploitation minière ? La NASA considère un peu vite. Car, si la télédétection des ressources terrestres a accompli, grâce à de nombreuses images prises par les satellites d'observation et militaires, des progrès notables dans le domaine de l'interprétation des phénomènes observés, elle est loin

d'être une science exacte. Il est clair que les activités de prospection des Américains dans cette discipline ne donnent un résultat positif que dans

Interprétation délicate

Il est vrai que l'interprétation précise des données recueillies au cours de la mission spatiale, affirme un spécialiste, n'est pas une tâche facile. On a pu, grâce aux satellites, découvrir des anomalies géologiques circulaires, dont certaines, liées à des montées granitiques, sont parfois associées à des minéralisations, force est de constater que seule la prospection sur le terrain a permis de qualifier la découverte. Les données n'ont à ce jour pas permis de révéler des anomalies géologiques qui, au contraire, la lumière sur la genèse ou le contenu de celles-ci. En effet, la nature de la surface du terrain, qu'elle soit granuleuse, ou la petite quantité de sol ou la végétation qui la recouvre, peuvent fausser la photographie photographique tel que la voient les caméras des satellites.

Il est vrai aussi que les données civiles d'observation de la Terre, recueillies par les premiers satellites américains, ne travaillaient que dans des bandes spectrales correspondant à une gamme de longueurs d'onde auxquelles l'œil est sensible. La nouveauté apportée par la navette — un radiomètre infrarouge multispectral — tient au fait que son appareil fonctionne dans une gamme de longueur d'onde qui va au-delà de ce que l'œil peut percevoir. Elle permet d'accéder à ce que l'on appelle l'infrarouge thermique, centré sur la zone des 10 à 12 microns (2).

Les radiomètres estiment, en effet, que l'énergie à ce niveau des radiations infrarouges invisibles permet d'évaluer la teneur en eau des sols photographiés, leur température et, partant, leur inertie thermique. Toutes les données à partir desquelles il deviendra possible peut-être, un jour, d'identifier avec précision les minerais qui affleurent.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) L'alunite est un sulfate naturel d'aluminium, et la kaolinite un silicate d'aluminium hydraté, chargé d'impuretés comme les oxydes de fer.

(2) Le satellite Spot, dont le projet est actuellement développé par les Français, ne sera pas équipé d'un système travaillant dans l'infrarouge thermique. Il bénéficiera, en revanche, d'une vision stéréoscopique.

LE BUDGET DU CNEOX : 566,6 MILLIONS

Aider les industries françaises de la mer à préparer l'avenir

Le budget pour 1983 du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEOX) est de 566,6 millions de francs, dont 490,4 millions proviennent de l'enveloppe « recherche », 3 millions du ministère de la Mer, 30 millions d'une subvention allouée par le ministère de la recherche et l'industrie pour le programme « nœuds polymatériaux » et 41,2 millions de fonds propres.

En le 22 décembre, M. Yves Sillard, président-directeur général du CNEOX, a souligné que le budget, présenté seulement le 15 décembre au conseil d'administration de l'établissement, est lié au plan à moyen terme qui est en cours d'élaboration et qui devrait être présenté au gouvernement au printemps prochain.

La fusion du CNEOX et de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I.S.T.P.M.) en l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREM) a été décidée au conseil des ministres du 1^{er} décembre (le Monde du 3 décembre). Mais elle ne sera effective qu'après la parution, dans quelques mois, des décrets nécessaires. Les deux organismes ont donc encore chacun leur budget propre en 1983.

Les crédits d'investissement sont en nette augmentation : 213,3 millions de francs en 1983, 145,3 millions en 1982.

LES RESSOURCES DE L'Océan. Avec 101 millions de francs (58,2 millions en 1982), elles sont les principales bénéficiaires de l'augmentation. Pour les ressources vivantes, le CNEOX va développer des activités, nouvelles pour lui, dans l'aide à la pêche et intensifier ses efforts en faveur des techniques d'aquaculture, en particulier en génétique, nutrition et pathologie. Il est aussi s'intéresser aux algues, une exploitation plus intensive serait certainement une activité très intéressante pour l'industrie française (voir l'encadré page 12).

Dans le domaine des ressources minérales (42,8 millions de francs en 1983, 17,3 millions en 1982), le CNEOX se forme avec le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) un groupement d'intérêt public qui réfléchit à l'ensemble du système qu'il sera nécessaire d'exploiter, dans un avenir imprécis, les nœuds polymatériaux. Cette réflexion devrait durer deux ou trois ans. Vers 1985 ou 1986, la France serait donc en mesure de chercher un ou des partenaires étrangers (européens ou préférence).

Les sulfures métalliques, déposés sur les bords des dorsales hydrothermales des dorsales subocéaniques, ont été découverts depuis quelques années.

très mal connus. Ils sont donc l'objet de recherches fondamentales. Mais, à présent, il faut commencer l'identification et l'évaluation des ressources potentielles. Ce travail, énorme, nécessite non seulement le développement de technologies nouvelles.

Pour les ressources énergétiques (hydrocarbures compris), la détection a été prise de développer un prototype de 5 mégawatts d'exploitation de l'énergie thermique des mers. Celle-ci n'étant possible que dans la zone intertropicale, le prototype sera installé à Tahiti en 1985 ou 1987. Le succès de ce prototype pourrait aussi ouvrir un marché à l'industrie française.

LES PROGRAMMES TECHNOLOGIQUES. 34,4 millions de francs en 1983, 21,01 millions en 1982, sont surtout créés à l'intervention sous-marine. Le CNEOX va poursuivre la mise au point du SAM-97, un petit sous-marin qui sera capable de plonger à 600 mètres de profondeur et ainsi d'explorer 97 % des fonds marins. Le CNEOX va développer l'étude de « poissons » remorqués par des robots, c'est-à-dire d'engins dotés, notamment, de sonars latéraux, d'équipements optiques indispensables à l'exploitation des grands fonds marins.

YVONNE REBEYROL.
(Lire la suite page 12.)

Les effets physico-chimiques

Pour irradier les aliments, plusieurs méthodes sont possibles : on peut utiliser des sources gamma fixes ou des sources radioactives, ou des rayons X, ou encore des électrons émis par un accélérateur. La source gamma fixe est la plus utilisée, car elle est la plus sûre, la plus simple et la plus économique. Elle est constituée d'un matériau radioactif encapsulé dans un récipient en acier inoxydable. Les électrons émis par un accélérateur sont utilisés pour irradier les aliments dans des installations de radiolyse. Les rayons X sont utilisés pour irradier les aliments dans des installations de radiolyse.

Le problème posé par l'évaluation systématique des effets toxicologiques des produits de radiolyse est la mesure de la dose d'irradiation. Les recherches ont été entreprises, notamment par l'Institut de recherche de l'Institut sur les animaux, pour mesurer la radiochimie d'éléments de la chaîne des produits de radiolyse dans les aliments complexes (pain, viande, légumes) ou dans des constituants simples (lipides, glucides, protéines, vitamines). En fait, quelques méthodes ont été mises au point : sur un polymère insoluble de glucose, contenant du glucose, on mesure la radioactivité de la solution après irradiation. Il la mesure à 10 kGy (kilogray), 2,5 g de produit de radiolyse sont obtenus. Dans le cas de la viande de bœuf, très riche en eau, l'irradiation augmente la quantité d'une certaine composition préexistante. Mais une augmentation ne signifie aucune toxicité.

éléments qui constituent la matière vivante — carbone, hydrogène, oxygène, azote — requièrent pour évaluer l'impact de la dose d'irradiation, il n'y a donc pas de risque de ce côté. En plus, la source gamma fixe est la plus sûre, la plus simple et la plus économique. Elle est constituée d'un matériau radioactif encapsulé dans un récipient en acier inoxydable. Les électrons émis par un accélérateur sont utilisés pour irradier les aliments dans des installations de radiolyse. Les rayons X sont utilisés pour irradier les aliments dans des installations de radiolyse.

Le problème posé par l'évaluation systématique des effets toxicologiques des produits de radiolyse est la mesure de la dose d'irradiation. Les recherches ont été entreprises, notamment par l'Institut de recherche de l'Institut sur les animaux, pour mesurer la radiochimie d'éléments de la chaîne des produits de radiolyse dans les aliments complexes (pain, viande, légumes) ou dans des constituants simples (lipides, glucides, protéines, vitamines). En fait, quelques méthodes ont été mises au point : sur un polymère insoluble de glucose, contenant du glucose, on mesure la radioactivité de la solution après irradiation. Il la mesure à 10 kGy (kilogray), 2,5 g de produit de radiolyse sont obtenus. Dans le cas de la viande de bœuf, très riche en eau, l'irradiation augmente la quantité d'une certaine composition préexistante. Mais une augmentation ne signifie aucune toxicité.

LE DÉB
Un

ÉDUCATION

LE DÉBAT SUR L'UNIFICATION DU SYSTÈME ÉDUCATIF

Un entretien avec M. Michel Debré

(Suite de la première page.)

Celle qui intègre les établissements privés hors d'état de subsister par eux-mêmes et celle de la reconnaissance d'une université catholique à qui l'État eût délégué le soin de répartir la plus grande part des dépenses qu'il aurait à l'enseignement privé. J'ai refusé l'une et l'autre de ces thèses. J'ai voulu une loi qui fût à la fois de liberté et de coopération. Certes, quelques établissements pouvaient être intégrés, d'autres pouvaient rejeter tout lien avec le ministère de l'Éducation nationale. Mais, à mes yeux, pour l'essentiel, la paix scolaire passait par un régime de contacts; contrat simple, mais dit d'association. L'État et les établissements, les attributions d'intérêt public, mais le caractère propre et l'autonomie de gestion étaient respectés.

C'est le temps où l'on pouvait affirmer contre toutes les pressions l'image d'une République sûre d'elle-même et tolérante. Dans les années 1970 et suivantes, l'aide à la liberté de l'enseignement — pour qu'elle vive — a été l'un des aspects d'une grande politique de l'éducation dont le développement spectaculaire de l'enseignement public a été la manifestation principale. Il en a été de même dans ce domaine très particulier de l'enseignement agricole, où l'aide à l'enseignement privé, qui alors primait tout autre — a été le complément de la mise en place d'un grand enseignement public jusqu'à l'oubli.

Estimez-vous que la loi actuelle n'est pas, en fait, une loi d'effacement ?

La loi qui fut proposée par M. Guemour répondait à de vrais problèmes, les uns liés de l'inflation, les autres de l'adaptation à l'enseignement privé des réformes éducatives lancées par le gouvernement et par le Parlement. Plus que la loi de 1959, cette loi n'est

intangible. L'essentiel est de savoir si, à côté de l'enseignement public, on maintient les administrations et financières pour permettre la liberté de l'enseignement. Le problème se pose pour d'autres libertés, la liberté d'opinion.

La méfiance des cardinaux

En 1960, les cardinaux de France donnaient comme constat aux établissements privés le second degré, d'essayer le contrat d'association. Quelles étaient, selon eux, les raisons de cette méfiance ? Comment expliquez-vous qu'aujourd'hui les établissements d'association aient des conclusions par rapport à des établissements catholiques du second degré ?

Avant le vote de la loi, je les rappelle ci-dessus, j'avais eu à faire face à deux oppositions : l'opposition des intégrationnistes, l'opposition des milieux catholiques qui poussaient à la séparation totale, malgré l'aide demandée. J'ai tranché dans le sens que j'ai dit : respect de la liberté de l'enseignement, l'État par ce qu'on a nommé la philosophie contractuelle. Les cardinaux de France, une fois la loi votée, ont souhaité à ma demande un second conseil avant l'adoption nationale et les établissements privés. Je me souviens que pendant ces mois qui ont suivi, des milieux catholiques ont collaboré, de part et d'autre, les uns de l'enseignement privé, les autres de l'enseignement public, et un véritable enthousiasme a animé alors tous les responsables de l'enseignement privé et public. Un grand espoir et un véritable enthousiasme ont animé alors tous les responsables de l'enseignement privé et public. Un grand espoir et un véritable enthousiasme ont animé alors tous les responsables de l'enseignement privé et public.

mettre fin à cette paix scolaire.

Croyez-vous que le dualisme scolaire existe actuellement en France ? Si oui, est-il bénéfique ou préjudiciable à la République ?

Est-ce pour une liberté de liberté ? Est-ce pour une société totalitaire ?

La liberté de liberté exige la tolérance. Le Français du XIX^e siècle et du début du XX^e a souffert d'une intolérance contre laquelle les républicains se sont battus. L'école publique exerce maintenant une influence déterminante. Il est bon qu'il en soit ainsi, à condition que les syndicats ne fassent pas la loi, car les syndicats ne sont pas l'État. Les établissements privés sont une minorité, ils ne menacent en rien l'enseignement public, au moins que les syndicats, l'autorité de l'État, le ne soient pas le préjudice à l'unité nationale. Ils donnent satisfaction à des familles qui ont des enfants de bons citoyens. Je ne en revanche des intolérances. Ne vous trompez pas, en effet ! Le cancer de l'intolérance n'existe pas seulement dans le domaine de l'enseignement. On le voit partout, c'est un signe parmi les plus amers et les plus angossants du siècle moderne.

Pensez-vous que les réactions hostiles aux propositions de M. Savary ont été amplifiées par la situation politique : situation présente de l'opposition, perspective des élections municipales ?

Il y a une amplification d'ordre politique, mais elle ne doit pas grand-chose à l'approche des municipales, ou qui ne paraît, à l'égard d'importance secondaire. L'amplification politique est due, comme je viens de vous l'exposer, aux tensions sur la liberté. Le Français a soif de tolérance.

Par une curieuse méconnaissance de notre temps et des exi-

gences de la patrie, on a, en ce domaine, comme en d'autres, une erreur d'appréciation des dirigeants socialistes. Cette erreur a deux aspects : me semble-t-il. Elle vient d'abord d'une certaine idéologie qui dévalue la liberté en la rabaisant à l'uniformité égalitaire. Elle vient ensuite de la cohabitation prolongée des socialistes avec les communistes. Les communistes tendent à mépriser les chrétiens comme ils la tendent aux libéraux, mais nous connaissons leur objectif. Il y a d'autant plus d'incompréhension entre le marxisme et les religions que l'expérience montre que la religion devient, dans le monde actuel, une forme de tyrannie.

Le gouvernement commet une grave faute de diagnostic. En matière d'éducation de la jeunesse, la tâche est immense : relèvement des enseignements de base, rappel des grandes valeurs républicaines, rétablissement de la discipline, nouvelle promotion de l'enseignement technique, remise en ordre et grande ambition pour l'enseignement supérieur ! A l'abri de toute influence corporative, refusant démagogie et idéologie, les responsables de l'État républicain ont un immense devoir à l'égard de la jeunesse. Il est pitoyable d'aller chercher querelle à la liberté d'enseignement pour dissimuler le renouveau et l'établissement de l'enseignement public, dans la ligne des premières années de la V^e République, où l'espérance fut la forte et si nombreuses les réalisations.

Ce n'est pas seulement l'économie qui exige l'appel au salut public, la liberté. L'éducation en a besoin.

Propos recueillis par
CHARLES VIAL

RELIGION

UNE ÉTUDE DE L'ABBÉ LAURENTIN

Noël au-delà des mythes

(Suite de la première page.)

A regarder de près, au demeurant, ces Évangiles de l'enfance sont si différents ; ils se rejoignent pas les événements et plusieurs détails semblent même en franche contradiction.

Pour saint Matthieu, c'est Joseph qui est prévenu, dans un voyage, de la future venue du Christ et celui-ci reçoit la visite des rois mages en Égypte pour le roi Hérode qui veut tuer le nouveau-né. Joseph, Marie et Jésus vont s'installer à Nazareth.

Pour saint Luc, en revanche, c'est à Marie que l'ange annonce l'avènement de Jésus, et Joseph, qui vit à Nazareth, doit emmener sa femme à Bethléem, ville de ses ancêtres, à l'occasion d'un recensement, où Jésus naît dans une crèche, car ses parents sont sans abri. Après la fuite de bethléem, la famille se rend à Nazareth pour accomplir les rites de la loi juive avant de revenir à Nazareth.

Entre l'évangélisation radicale de la valeur historique et l'acceptation de la lettre de chaque Évangile, ces récits, il y a une voie moyenne que l'exégèse moderne, et notamment par l'abbé René Laurentin, qui nous livre la possibilité de rendre compte de la naissance d'un monde nouveau, d'un monde glorieux, d'un monde où l'on vit dans une ville de laquelle on dit : « C'est Nazareth, peut-être, mais quel que chose de bon y a. »

L'abbé Laurentin raconte, loin de chercher des faits déconcertants, Matthieu et Luc les rassemblent dans une

théologie personnelle, symbolique et profonde. L'auteur commence par établir le bien-fondé des Évangiles de l'enfance. « L'étonnant, écrit-il, c'est qu'ils [Matthieu et Luc] nous racontent un accord, très méconnu, sur un épisode commun, une demi-phrase commune, les mêmes, et surtout la cohérence interne du texte. À l'aide des outils de l'exégèse : la critique textuelle, la critique littéraire, l'analyse sémantique, l'étude minutieuse, qui date des années 1920, avant pour objet d'étudier comment les signes (du texte même) produisent un sens. Elle part du constat que le texte même de l'organisation structurée des signes, d'où le nom de structuralisme.

La conclusion de l'auteur est que chaque évangéliste développe une théologie propre, mais que, dans l'ensemble, Matthieu, témoin d'une Église du silence, est arrivé à comprendre que le Dieu de Dieu est tout autre que les prévisions humaines. « Le structuralisme nous permet d'appréhender la dynamique paléontologique de la Bible ; ni son héritier politique, ni son républicain, ni son héritier de son pouvoir. (...) Cela implique le glorieux triomphe humains, mais l'hostilité de la dynastie païenne au meurtrier d'Hérode. Tout est programmé pour la naissance et pour la vie. »

Chez Luc, témoin de l'Église chrétienne de la Pentecôte, c'est le passage heureux de la loi à la grâce, pour les représentants typiques du peuple de Dieu : Zacharie et Elisabeth, Siméon et Anne, mais aussi les bergers.

Le livre de l'abbé Laurentin est une étude spécialisée, mais passionnante et très lisible, qui approfondit un thème d'une actualité inépuisable.

ALAIN WOODROW.

(*) Les Évangiles de l'enfance de Christ : vérité et mythe. Exégèse et sémantique ; historique et théologie. par René Laurentin. Éditions Lethbridge et Desclée de Brouwer, 1981 pages, 240 F.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Un cadeau explosif

Les propositions de M. Alain Savary en vue d'unifier le système éducatif auraient pu constituer un beau cadeau pour tous ceux qui attendaient le « changement » en ce domaine. A l'opposé, elles auraient pu rassurer ceux qui redoutaient l'intégration pure et simple.

C'est Gérard Pétillon, dans LE NOUVEL OBSERVATEUR, qui évoque les réactions suscitées par le plan du ministre de l'Éducation nationale : « Quelques « oui » plus ou moins assortis de « mais », un mal de « non, sauf si... ». Quelques refus purs et durs. Plus de refus et de méfiance en total, mais c'est normal : on est toujours plus fort quand on est attaqué. » Il ajoute : « Il est difficile de dire aujourd'hui, avant que l'annonce de la découverte ne soit apaisée, si les partisans actuels de l'unité libre pourront se sentir à l'aise avec le nouveau encore un peu vague — mais négocié, phrase par phrase, pendant encore plusieurs mois — que leur trace le ministre. Mais une chose est sûre : le projet d'Alain Savary est d'abord un très bon projet pour l'enseignement public. »

Pour Evelyn Falot, dans L'EX-PRESS, « il y a deux levers positifs du plan Savary ». Elle poursuit : « L'un, négatif, est pessimiste, dans laquelle les intégrationnistes croient trouver enfin les lignes de disparition inéluctable de ce qui faisait la spécificité du privé ; l'autre, plus positif, le statu quo, qui se maintient impensable, pousse à se demander quels membres pourraient être sauvés. » Elle conclut : « C'est tout le champ des négociations qui se profile. »

Ce projet devrait être examiné avec un préjugé favorable du ministre en priorité, estime dans l'hebdomadaire protestant RÉFORME, Laurent Roumeaux, qui explique : « Beaucoup de projets ont échoué en raison de la résistance des enseignants ou de la méconnaissance des besoins réels des enfants. À une porte un peu plus ouverte, qu'elle se ferme, afin de faire profiter le plus grand nombre d'enfants des avantages réservés jusqu'ici au privé et, espérons-le, sans trop d'illusions, nous obligent à venir à l'aide de la grande majorité des familles pour qu'il soit

possible de tenir longtemps un procès d'intention. » Aux yeux de Robert Serrou, dans PARIS-MATIN, « il faut un véritable miracle pour que l'on puisse avoir une instruction dont personne n'a à se plaindre, à moins d'éprouver envers elle d'insupportables démanagements ». Il assure : « L'École libre, c'est définitivement la solution. Elle a déjà cassé le mythe de l'École unique qu'on nous casse la gauche. Et sans pis pour nous. De toute façon, si la guerre scolaire doit se rallumer, elle sera le jeu des intégrationnistes. Et ce sont les jeunes, nos enfants, qui en feront, hélas ! les frais. »

Après avoir rappelé ce qu'il appelle une « délégitimation de l'école publique », l'organe du parti communiste internationaliste (P.C.I.) internationaliste, affirme : « En déclarant ce qu'il faut appeler une offensive de l'État contre l'école libre, sommée de s'aligner sur les projets éducatifs propres à l'enseignement privé, on livre l'État aux pressions, aux politiques locales, aux menaces de l'enseignement privé, aux délégitimations patronnales sous le nom de « gestion tripartite », en ouvrant la scolarité à des enseignants irresponsables. Alain Savary va déclencher une « guerre scolaire » généralisée dans le pays. A cette situation inextricable, il n'est qu'une issue positive : le respect de la démocratie, rétablissant l'école laïque dans ses droits, le rejet du plan Savary et l'abrogation des lois Debré et Guemour par la majorité P.S.-P.C.F. qui siège à l'Assemblée. »

La guerre scolaire n'a pas lieu ! En tout cas pas du fait de la gauche, précise Claude Estier. Le directeur de L'UNITÉ, hebdomadaire du P.S., observe : « Pour soudaine qu'elle apparaisse, la poussée de fièvre actuelle était préparée depuis plusieurs semaines par les extrémistes de l'enseignement privé. Ils ont même trouvé un héros en la personne de Jacques Chirac, qui a été jusqu'à faire croire qu'il était investi d'une mission par le Président. Il n'est pas étonnant que l'opposition soit toujours prête à exploiter ce thème qu'elle croit populaire, ce qui est d'ailleurs très certain, comme l'on prouve, en Bretagne, que les élections départementales ont été gagnées par les candidats de l'enseignement privé. »

Henri T.C.-TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN, Georges... Pour la première fois, les enseignants placés face à des propositions qui transposent

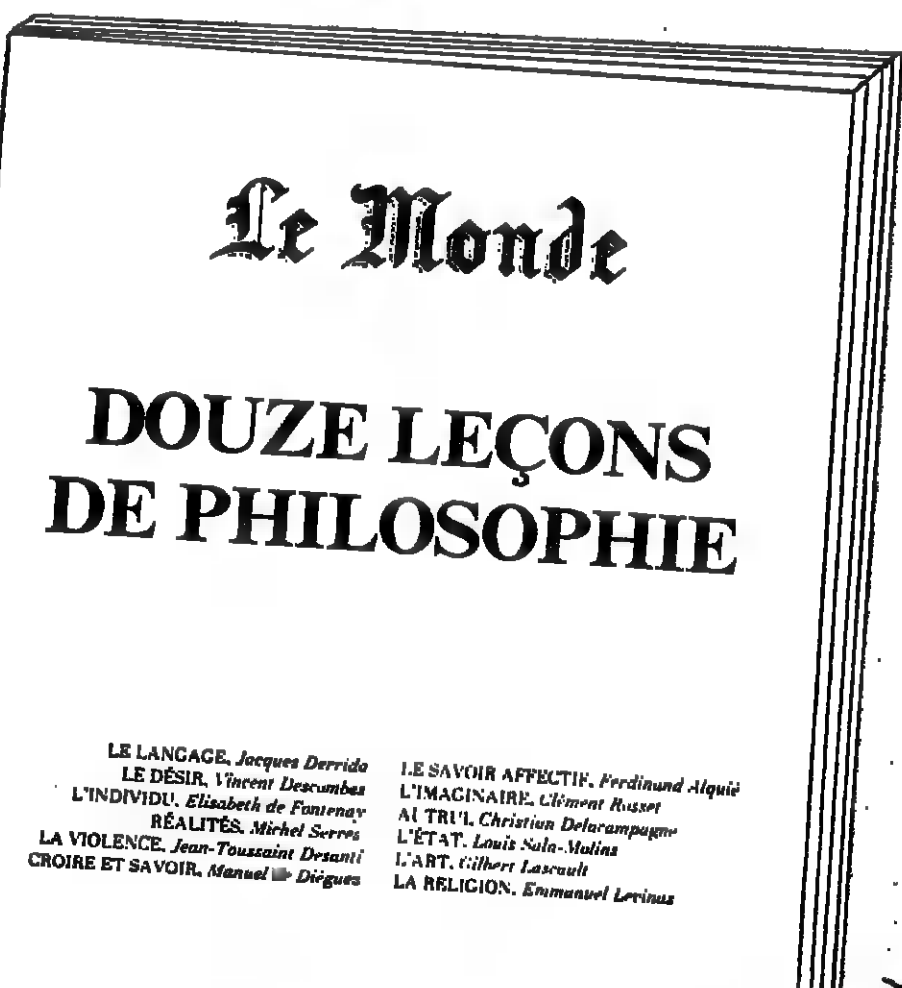
possible de tenir longtemps un procès d'intention.

Aux yeux de Robert Serrou, dans PARIS-MATIN, « il faut un véritable miracle pour que l'on puisse avoir une instruction dont personne n'a à se plaindre, à moins d'éprouver envers elle d'insupportables démanagements ». Il assure : « L'École libre, c'est définitivement la solution. Elle a déjà cassé le mythe de l'École unique qu'on nous casse la gauche. Et sans pis pour nous. De toute façon, si la guerre scolaire doit se rallumer, elle sera le jeu des intégrationnistes. Et ce sont les jeunes, nos enfants, qui en feront, hélas ! les frais. »

Après avoir rappelé ce qu'il appelle une « délégitimation de l'école publique », l'organe du parti communiste internationaliste (P.C.I.) internationaliste, affirme : « En déclarant ce qu'il faut appeler une offensive de l'État contre l'école libre, sommée de s'aligner sur les projets éducatifs propres à l'enseignement privé, on livre l'État aux pressions, aux politiques locales, aux menaces de l'enseignement privé, aux délégitimations patronnales sous le nom de « gestion tripartite », en ouvrant la scolarité à des enseignants irresponsables. Alain Savary va déclencher une « guerre scolaire » généralisée dans le pays. A cette situation inextricable, il n'est qu'une issue positive : le respect de la démocratie, rétablissant l'école laïque dans ses droits, le rejet du plan Savary et l'abrogation des lois Debré et Guemour par la majorité P.S.-P.C.F. qui siège à l'Assemblée. »

La guerre scolaire n'a pas lieu ! En tout cas pas du fait de la gauche, précise Claude Estier. Le directeur de L'UNITÉ, hebdomadaire du P.S., observe : « Pour soudaine qu'elle apparaisse, la poussée de fièvre actuelle était préparée depuis plusieurs semaines par les extrémistes de l'enseignement privé. Ils ont même trouvé un héros en la personne de Jacques Chirac, qui a été jusqu'à faire croire qu'il était investi d'une mission par le Président. Il n'est pas étonnant que l'opposition soit toujours prête à exploiter ce thème qu'elle croit populaire, ce qui est d'ailleurs très certain, comme l'on prouve, en Bretagne, que les élections départementales ont été gagnées par les candidats de l'enseignement privé. »

UNE BROCHURE DE 36 PAGES
ÉDITÉE PAR « LE MONDE »
« LES DOUZE LEÇONS DE PHILOSOPHIE »
PARUES DANS « LE MONDE DIMANCHE » DE L'ÉTÉ



EN VENTE AU JOURNAL EXCLUSIVEMENT
BON DE COMMANDE « DOUZE LEÇONS DE PHILOSOPHIE »
NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
Nombre d'exemplaire(s) x 11 F (Frais de port inclus) = F
Commande à faire parvenir avec votre règlement au MONDE
Service des ventes, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS - CEDEX 09

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Menus s'abstenir...

Comment s'habiller quand on est à la mode ? C'est un casse-tête que connaissent plus de deux millions de Françaises désireuses de suivre la mode.

Au tour de Saint-Germain-des-Près, l'indifférence, le mépris, la haine font fuir les femmes n'entrant pas dans le « mode » des créateurs, qui s'efforcent de réserver leurs créations à tout aller ou à tout s'y opposer jusqu'à 56. Il faut savoir sur-tout de 320 F la jupe de 650 F 750 F la robe de 1 200 F, une ou imprimée en robe à fleurs. Même son de cloche chez Azzurri (41, rue Lafayette et 55, rue de Passy), où les robes et chemises sont à 1 200 F, les robes et chemises sont à 1 200 F, les robes et chemises sont à 1 200 F.

Exception à la règle, la Saint-Germain vend un manteau en important d'Amérique du Nord le 44 au 48, en jupes, chemises, robes et les deux-pièces à tout aller ou à tout s'y opposer jusqu'à 56. Il faut savoir sur-tout de 320 F la jupe de 650 F 750 F la robe de 1 200 F, une ou imprimée en robe à fleurs. Même son de cloche chez Azzurri (41, rue Lafayette et 55, rue de Passy), où les robes et chemises sont à 1 200 F, les robes et chemises sont à 1 200 F, les robes et chemises sont à 1 200 F.

Enfin (12, place de la Victoire et 33, rue François-M), un grand et bon magasin de robes et chemises à 1 200 F, les robes et chemises sont à 1 200 F, les robes et chemises sont à 1 200 F, les robes et chemises sont à 1 200 F.

Thierry joue la mesure (entre 1 000 F et 3 000 F), avec un effet de draperie, des vêtements d'après un veston-témoin (jusqu'à 44, tout le cou). C'est une robe (179, rue de la République et 179, rue de la République) qui on en fait une robe d'aviateur en cuir, de 3 000 F à 3 900 F. Les pantalons délavés à la pierre sont les survêtements d'éponge velours, les robes de chambre, les robes et chemises sont à 1 200 F, les robes et chemises sont à 1 200 F, les robes et chemises sont à 1 200 F.

Un court de l'après-midi, les pantalons atteignent 4 à 8 du nord au sud 11 à 12 près de la Méditerranée et sur les régions où le brouillard se lève avant la fin de la matinée.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 28 décembre à 7 heures, 1031,9 millibars.



JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 27 et mardi 28 décembre:

DES DÉCRETS

● Relatif aux indices de la fonction publique.

● Portant majoration de la rémunération des personnels civils militaires de l'Etat à compter du 1^{er} janvier 1983.

● Relatif à la prorogation de la prime spéciale d'équipement hôtelier des territoires d'outre-mer.

● Autorisant les sociétés à importer et à mettre à la consommation, pour leur propre compte et à l'exclusif, divers produits dérivés du pétrole.

● Modifiant le décret du 11 février 1964 relatif à la nomination de certains personnels relevant du ministère de l'éducation nationale.

DES ARRÊTÉS

● Relatif aux conditions forfaitaires de Sécurité sociale afférentes à l'emploi des apprentis.

● Relatifs à la composition et aux attributions du comité technique paritaire des personnels du C.N.R.S. et à ses instituts relatifs à l'organisation des élections au comité technique paritaire central, au comité scientifique et au conseil d'administration de ce comité.

TOURISME

EN ROUTE POUR AUBUSSON.

Le comité « Culture expansion tourisme » organise des voyages convertibles en livrets de crédit ou en chèques de crédit, à destination d'Aubusson, Étales, Limoges.

Participent à cette opération les services commerciaux du S.N.C.F. et les services accueils, Creuse-Haute-Vienne.

43, place Bonaparte, 2^e étage, 63000 Clermont-Ferrand. Tél. (03) 52-33-08.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérant: André Laurens, directeur de la publication.

Directeurs: Hubert Beauvillier (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982).

Imprimerie: PARIS-15.

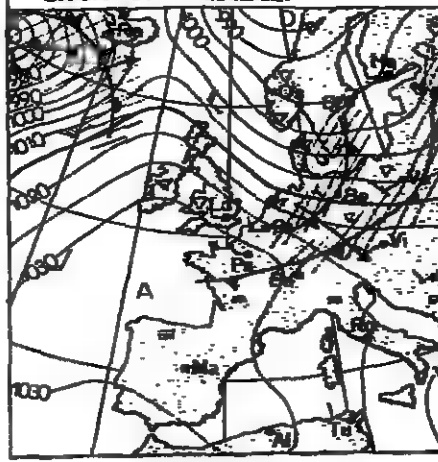
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire: n° 437.

ISSN: 0026-1155.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26.12.82. A 0 h G.M.T.



Front quasi stationnaire / Front chaud / Front froid / Pluie / Brouillard / Verges / Neige / Vent fort / Occlusion

PRÉVISIONS POUR LE 29.12.82 DÉBUT DE MATINÉE

La France passera progressivement sous l'influence d'un anticyclone qui interdira nous protégera des perturbations océaniques et nous donnera un temps très brumeux. Au lever du jour, en toutes régions, des bancs de brouillards localement épais dans les vallées. Il fera frais, avec des gelées de 0 à -2 de l'Aquitaine au Massif Central et aux régions nord-est. Ailleurs 3 à 5 en début de matinée. Le brouillard sera assez dense, en cours d'après-midi, mais souvent le ciel restera brumeux et quelques nappes de brouillard pourraient persister jusqu'au soir.

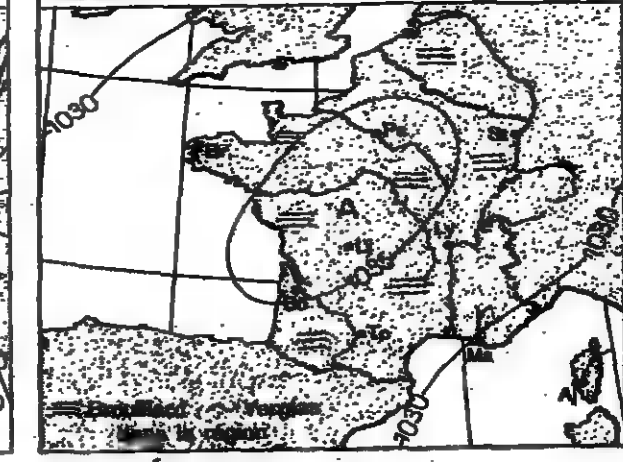
Au cours de l'après-midi, les perturbations atteindront 4 à 8 du nord au sud 11 à 12 près de la Méditerranée et sur les régions où le brouillard se lève avant la fin de la matinée.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 28 décembre à 7 heures, 1031,9 millibars.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 décembre; le second le minimum de la nuit du 27 décembre au 28 décembre): Ajaccio, 14 et 1 de degrés; Biarritz, 9 et 4; Bordeaux, 10 et 4; Bourges, 9 et 4; Brast, 11 et 4; Caen, 10 et 5; Châlons, 9 et 7; Clermont-Ferrand, 11 et 3; Dijon, 8 et 4; Grenoble, 5 et 2; Lille, 10 et 2; Lyon, 6 et 4; Marseille-Marianne, 12 et 1; Nancy, 7 et 5; Nantes, 11 et 5; Nice-Côte d'Azur, 16 et 7; Paris-Le Bourget, 9 et 3; Pau, 8 et 7; Perpignan, 15 et 8; Rennes, 11 et 3; Strasbourg, 9 et 6; Tours, 9 et 6; Toulouse, 9 et 6; Poitiers-Poit, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 16 et 7 degrés; Amsterdam, 9 et 5; Athènes, 13 et 7; Berlin, 8 et 2; Rome, 10 et 5; Bruxelles, 10 et 4; Le Caire, 17 et 0; Les Canaries, 20 et 15; Coppenhague, 7 et 3; Dakar, 27 et 19; Djibouti, 15 et 11; Genève, 2 et 0; Jérusalem, 13 et 7; Lisbonne, 9 et 6.

PRÉVISIONS POUR LE 29.12.82 DÉBUT DE MATINÉE



Front quasi stationnaire / Front chaud / Front froid / Pluie / Brouillard / Verges / Neige / Vent fort / Occlusion

PRÉVISIONS POUR LE 29 DÉCEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

La France passera progressivement sous l'influence d'un anticyclone qui interdira nous protégera des perturbations océaniques et nous donnera un temps très brumeux. Au lever du jour, en toutes régions, des bancs de brouillards localement épais dans les vallées. Il fera frais, avec des gelées de 0 à -2 de l'Aquitaine au Massif Central et aux régions nord-est. Ailleurs 3 à 5 en début de matinée. Le brouillard sera assez dense, en cours d'après-midi, mais souvent le ciel restera brumeux et quelques nappes de brouillard pourraient persister jusqu'au soir.

Au cours de l'après-midi, les perturbations atteindront 4 à 8 du nord au sud 11 à 12 près de la Méditerranée et sur les régions où le brouillard se lève avant la fin de la matinée.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 28 décembre à 7 heures, 1031,9 millibars.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 décembre; le second le minimum de la nuit du 27 décembre au 28 décembre): Ajaccio, 14 et 1 de degrés; Biarritz, 9 et 4; Bordeaux, 10 et 4; Bourges, 9 et 4; Brast, 11 et 4; Caen, 10 et 5; Châlons, 9 et 7; Clermont-Ferrand, 11 et 3; Dijon, 8 et 4; Grenoble, 5 et 2; Lille, 10 et 2; Lyon, 6 et 4; Marseille-Marianne, 12 et 1; Nancy, 7 et 5; Nantes, 11 et 5; Nice-Côte d'Azur, 16 et 7; Paris-Le Bourget, 9 et 3; Pau, 8 et 7; Perpignan, 15 et 8; Rennes, 11 et 3; Strasbourg, 9 et 6; Tours, 9 et 6; Toulouse, 9 et 6; Poitiers-Poit, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 16 et 7 degrés; Amsterdam, 9 et 5; Athènes, 13 et 7; Berlin, 8 et 2; Rome, 10 et 5; Bruxelles, 10 et 4; Le Caire, 17 et 0; Les Canaries, 20 et 15; Coppenhague, 7 et 3; Dakar, 27 et 19; Djibouti, 15 et 11; Genève, 2 et 0; Jérusalem, 13 et 7; Lisbonne, 9 et 6.

PARIS EN VISITES

JEUDI 30 DÉCEMBRE

Le musée Rodin et l'hôtel Bi...

10 heures, 77, rue de Ver-

renne, M^{me} Vermeersch.

Exposition Oudry présentée aux

jeunes, 14 h, Grand

M^{me} Hulot.

Musée Cognac-Jay, 11

heures, 25, boulevard des Cap-

cines, M^{me} Garnier-Abberg.

Eglises du quartier des Halles,

15 heures, façade Saint-

Eustache, Pennec (Caisse na-

tionale des monuments historiques).

Art irlandais, 15 h, Grand

Palais (M^{me} Angot).

Fantini-Latour, 11 heures,

Grand Palais (Approche de l'art).

Jean-Baptiste Oudry, 15

heures, Grand Palais (Art et

curiosités de Paris).

Montagne Sainte-Geneviève,

11 heures, Cardinal-Lemoine

(Commissaire d'ici et d'ailleurs).

Fantini-Latour, 12 heures,

Grand Palais (M^{me} Hager).

Le Moyen Âge, 15 h 30,

Grand Palais (Histoire et

archéologie).

Trésors d'Irlande, 15 h 15,

Grand Palais (P.-V. Jais).

Le Pont-Neuf et la place Dau-

phine, 14 h 30, angle place Saint-

Michel, quai des Grands-Augustins

(Paris autrefois).

Hôtel de Launay, 15 heures,

17, quai d'Anjou (Paris et son

histoire).

Le Saint-Louis, 14 h 30, mé-

tro (Résurrection du

peuple).

Les Catacombes, 14 h 30,

2, place Denfert-Rochereau

(Tourisme culturel).

Vieilles rues de Paris, 14 h 30,

Étienne-Marcel (Le vieux

Paris).

L'art irlandais, 14 h 30,

Grand Palais (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

18 h 12, rue Vivienne,

M. J. Broyer: « L'Apocalypse et

l'Age d'or » (Ergodic).

TRANSPORTS

ISSY-LES-MOULINEAUX EN MI-

NIBUS. — Depuis le 20 décembre,

une desserte urbaine par minibus

est mise en service dans la ville

d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-

de-Seine).

Gratuit pour les voyageurs, ce

service est à la charge de la mu-

nicipalité. Un tel genre de des-

sert est déjà assuré par la R.A.T.P.

à Boulogne-Billancourt et à Cligny.

HANDICAPÉS

Le « braille » traduit par ordinateur

En utilisant exclusivement le

matériel informatique dont il se

sert pour la gestion de la P.M.E.

qu'il dirige, à Marseille, M. Jean-

Claude Philip, ingénieur de for-

mation, aide par deux amis,

MM. Jean Graufman et Bertrand

Desmes, a mis au point un sys-

tème qui permet, en partant d'un

texte « encré » en écriture ordi-

naire, lisible soit sur un écran de

visualisation, soit sur une impr-

mente, de « sortir » un texte en

caractères de 5 millimètres de

haut, lisible par un amblyope en

caractères braille. La procé-

dure est dans l'autre

« encré » qu'un texte en braille

peut être traduit en sur

l'écran ou sur une imprimante.

Il est donc désormais possi-

ble, par l'intermédiaire de l'ordi-

nateur, à un voyant et à un aveu-

gile de communiquer par écrit. On

peut aussi produire une quantité

de textes en braille destinés aux

enfants des établissements spé-

cialisés de Marseille, l'école pri-

maire de la Rosière ou le C.E.S.

des Callois. L'Association de pa-

rents d'enfants amblyopes et

sourds (APEAS) que préside

M. Jean-Claude Philip a déjà

« sorti » près de 1 000 pages de

texte en écriture braille à partir

d'un travail de dactylographie

classique sur le clavier de l'ordi-

nateur.

La réussite de ce Marseille

est d'autant plus remarquable

que ce système a été, si l'on

peut dire, « bricolé » en deux

ans par trois amis armés d'une

foi sans faille, à partir d'un ma-

tiériel courant très répandu dans

le commerce par la firme Apple.

Avec les conseils d'un ingénieur

de General Electric, M. Guy Re-

don, et de deux spécialistes du

C.N.R.S. de Marseille, MM. Alain

Gutierrez et Christophe Rondot.

Philip a

amis ont réussi à créer une police

de caractères de grande taille

destinée à être lue par les dif-

ficiers visuels graves, puis ils ont

modifié la tête d'écriture d'une

imprimante existant dans le com-

merce en remplaçant les carac-

tères classiques par un ensemble

de « points » qui « embo-

sent » l'écriture braille. « En

n'utilisant que du matériel exis-

tant à l'exception de tout appareil

fabriqué par nous, explique

M. Philip, nous avons obtenu des

prix de revient très bas qui man-

tenant le système à portée des fi-

nances, de « grouper »

association.

Les plus grosses difficultés

ont été rencontrées pour la mise

au point du lecteur de braille,

mais, ici encore, la réussite est

remarquable. L'appareil pourrait

être commercialisé à la fin du

premier trimestre 1983, aux en-

viron de 30 000 francs. Mais un

simple traducteur individuel de

braille avec effacement sur écran

de 100 caractères devrait

pas dépasser 10 000 francs.

Philip espère

encore mieux en mettant

ses équipements à la portée de

tous puisque l'étude actuelle-

ment les possibilités offertes par

un micro-ordinateur commercial-

isé à moins de 4 000 francs. A

partir d'un braille pouvant

brancher sur un poste de télévi-

sion si l'on veut, on obtiendrait un

« encré » sur une cassette ordi-

naire du même de celles qui

sont utilisées dans les magnéto-

copes portatifs. Après traitement

informatique approprié, cette

Divine et fragile

Garbo avait la gloire, frémissant de sensualité animale, accueillie la fugitive. C'est le coup de foudre réciproque. Mais le **Garbo** separe les enfants qui s'aiment. Garbo et **Garbo** poursuivent séparément leur irrésistible ascension dans une **Garbo** tout de clinquant, plus M.G.M. que nature. Il disparaît, il

ques. Exit Greta Garbo, première tragédienne du *musical*. L'Hollywood des années 30 nous offre deux fois, avec Garbo, avec la « *musical* » américaine », reflets d'une époque (la expression) qui jette un *musical* feu.

LOUIS MARCORELLES.

* Voir les films nouveaux et les grandes reprises.

Les chaînons retrouvés

Notre **grand tableau** reflète ainsi d'un art matériellement, comme les « classiques » de partout ailleurs en général. Il s'agit de **masques**, de bronzes, entendus au sens large pour aborder la discussion, et d'Ivoires. Car l'espérance de vie d'une sculpture, dans les conditions climatiques en Afrique par les usages traditionnels, est celle d'un « art noir », dépassée par un siècle. La conservation explique en partie le reste, la décoloration définitivement dépassée de nos années cinquante.

Un autre genre nous place au cœur même du sujet, l'art d'été, avec les merveilleux sites d'Oni en terre cuite et en bronze (entre le XI^e et le XIV^e siècle) sont autant de chefs-d'œuvre, voués à des usages funéraires de nobles barons et de reines

Après ce terrain si connu nous arrivons aux derniers innégaux, où il faut cependant signaler le travail d'un plus spécialiste : le « figuratif » Tada du XX^e ou du XIII^e siècle. Ici nous voyons le visage d'un homme à l'air étonné, mais aussi à l'air qui répond. Faut-il penser, devant ces très grands chefs-d'œuvre, peut-être les plus beaux de la présentation, aux influences de l'Égypte ? En tout cas, c'est la meilleure représentation artistique du haut l'art africain.

De Maurice Denis, on peut voir l'ensemble de l'Age d'or, les panneaux, le plafond, peints pour une église russe au début du siècle.

■ **Maison** du Prieuré, ■ Saint-Germain-en-Laye.
■ **Maison** départementale ■ l'Oise, ■ Beauvais.

LOUIS PERNOT SUR SON LUTH

La fragilité et la fantaisie

de ce monde mystérieux sont-elles
assez magiques qu'on s'exerce
à dompter le vieil instrument mal-
gré ses déplorables défauts.

Disciple d'Antoine Geoffroy-
Dechaume, il joue avec une finesse
que de clarté et un sens aigu
des sonorités, souvent infini-
tesimales. Il la Fugue en mi
bémol paraît un peu besoi-
ner celle en mineur (analo-
gue aux versions pour violon
ou orgue) interprétée
de très belles progressions sonores.
Cependant, c'est un
bien ingrat, il est difficile
distinguer, sa disparition dix-
huitième siècle n'étonne guère.

la musique qui
fragilité de la fantaisie
chez Verlaine. Dégagé
d'un trop mesuré, les gar-
bans de la mélancolie !
Les sonorités s'épanouissent mira-
culeusement à-bas, le lointain
on entend sourire les
et le grand Monte-
verdi. Louis Pernet nous
vraie fête et les inégales - et
jublations primesautières, l'on
se souvient alors du arabe
grands développant fabu-
leux improvisations, pour se al-
merveilleux instrument... à condi-
tion de pas chercher à rivaliser
clavier.

JACQUES LONCHAMPT,

Les recyclages du Ciel

Ainsi la pièce de Philippe Froger donne-t-elle à *Dom Juan* comme une perspective d'âges, de générations, accentuée par la présence, au scène, de deux jeunes comédiens, par exemple les premiers rôles, entre Dom Juan et son père. La présence, même virtuelle, dans les échanges d'idées de la pièce comme *Dom Juan* permet d'orienter le texte vers une perspective littéraire, d'indiquer une dynamique, une « *orientation* », tendances, et même de le « *recontextualiser* ». L'une des manières de cette pièce est que les auteurs qui apportent une contradiction aux provocations de Dom Juan, son père ou son épouse, ne se rencontrent pas, semblent ne pas se connaître. Ces deux personnages de Dom Juan les mains pleines de livres, la « *version* *orientaliste* ».

C'est le mérite, émuant, de ces comédiens lorientais qui ramènent ainsi le vigueur (et l'intelligence) aux grandes œuvres, comme ils l'ont fait pour *Le Cid* après le *Cid*. Bons vœux au Théâtre Quotidien de Lorient, merci Pierre, lui apporter soutien.

POUR LES SALLES VOIR

[illegible]

siège du peintre, comme les **infortunés** de 1917 apparaissent ici dans leur version 1960), font tout à la fois quatre **répliques** d'Andy Warhol et une **réplique** d'un **vis-à-vis** qui joue sur le **reflet**, puisque la toile protégée l'original se projette l'image de son **reflet** multipliée par quatre, mais aussi **l'éloignement** : plus qu'un **modèle**, les toiles de **reflet** sont pour Andy Warhol un prétexte **à produire** une série de **répliques** **idéographiques**, sorte de **transfert** de l'œuvre originale. Les couleurs induites de Warhol n'altèrent pas le sujet, qu'on reconnaît, et **métamorphosent** l'image.

En face la phrase de tout les les autres de authentiques, mais s'agit de la fin de 1950 et de 1980), l'exposition a la culture de culturelle du processus de production processus qui, dans sa multiplication, est, l'original à l'antique. Dans son livre *Hedonismo, Chirico* écrit : « Qu'il faut, c'est découvrir à Or, C'est, la production d'Andy Warhol, procède sans inverse, mais à la presque que le main de Chirico sans rendu transparent, balayant l'énigme par une l'infinité glacé la production

L'exposition apparaît, en tant que, « lisible » au public, comme un témoignage de la vie mille visiteurs qui ont été en ces heures au musée du Capitole et le lendemain à l'ouverture. Ces critiques ontiment cependant l'« hommage » cynique de Warhol qui comme peu iconoclaste. Mais Chirico n'avait-il pas écrit la même formule lui-même de la répétition la formule de la répétition avec Marilyn, ses Presley et ses Mimi ? à partir de faux authentiques, Andy Warhol a comme toute refait

PHILIPPE PONS

■ De nombreux spectacles de théâtre, expositions et projections de films célébreront le centenaire d'Henri Beyle, dit Stendhal, à Grenoble, où l'écrivain était né le 23 janvier 1883.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



ATTENTION 20h30
dès le 4 janvier

**MICHEL
LAGUEYRIE**
GAITE-MONTPARNASS

26, rue de la Gaîté 75014 PARIS • Location 322.16.18 et 44.44.44



ERATO

NORDMANN

cinéma

LE COLMAR face g. de l'Est
UTE - CHOUROUTE aux POISSONS
de FRUITS de MER
208-94-50 de 11 h 30 à 23 h

... ..

VU —————
Bouvard-Bagatelle

Bouvard, je crois bien
l'avoir rencontré qu'une
fois. C'était il y a plus d'un
quart de siècle au bal des Petits
Lits dans le Desvoulé. J'étais
pétrifiée, morte de ce je débû-
tais au métier, lui-même ne
m'avait jamais vu. Mais, au lieu
de me regarder, il me regarda
pourtant je pourrais dire, en
ter, je ne sais encore par quel
coeur, comme on rend du son à
soirée dicté de chair, presque
par le figaro, tellement il
m'avait épatée par son aisance,
son humour et son aplomb. Avec
ces qualités on ne peut pas
être épanouies et ridicules.

Il a gagné une fortune de
tailleur, il a fait la queue
de regard. Et s'il a gagné plus
en plus volontiers dans la
goudrerie, il ne s'y abîme jamais
tout de fait. Il laisse à ses com-
plices un « Monsieur Têtes »
(RTL) le rôle de faire les clowns.
Il est le véritable maître de la fa-
mille.

M. Loyal attrapant au
lancé les répliques de l'Auguste
au premier rejoind peut-être
par un air de triomphe, mais
pas de l'air « on s'amuse à taquer-
ni, asticoter au point de lui
faire des yeux à peine
des énormités.

« L'admission n'a jamais pu
au succès, on cherche ça,
c'est pas qu'elle s'encanaille
chaque jour davantage, qu'elle
multiplie les allusions cochonnes
et se questionnement
autour de systèmes qui genre :
qu'est-ce qui est le couleur
chair, mais de dix à quinze
centimètres de long, et ça se
à l'autre... Entrecoupée de
rins gras, les réponses
sont si sévèrement
repoussées par leur mentor, qui
garde, lui, son sérieux. Enfin...

mieux qu'il peut : non, ce n'est
pas que vous croyez, c'est
une... tout simplement.

Et la France au... sa ba-
gonde, la France... planche
la France... la France... tricot
ou son froc, se bidonne,
gondole et se... et se... sur
cuchentés enfin, qui... à la
est-ce que... non !

Oui, bien sûr, L'ennui, c'est
la récran, la gagnelle, ça
supporte pas la... la...
la... prévus, écrits,
ravailles, répétés, se
prétendent improvisés par les
apprentis comédiens sur le
« Théâtre à Bouvard » (il 2) ne
pas plus par leur rhi-
diction... les rhi-
golos : je pense à la nympho-
manes essayant de forcer les
portes d'une... la...
certain, hélas ! pour qu'on ne
leur préfère l'absence de...
présente un alternance, celle qui
l'absence de... ou la... voie.

C'est là qu'on... le
grand journaliste... de
Bouvard. C'est... la façon
manier l'interview en peignant
le... interlocuteur, Edgar Far-
par exemple mardi soir, ça don-
ne le meilleur de lui-même,
d'être drôle, pourtant, de des-
siner, de... beaucoup
de... des... vécues
de... des hommes politi-
ques, lui l'autoriser - c'est
vraiment important - à... l'intéres-
sant en... des...
de... Bou-
lard à recevoir. Rappelez-vous
ce Samedi soir... Pourquoi
pas les reprendre sous forme
de... données en fin d'apré-
mi. Ce pourrait être... réussi.

CLAUDE SARRAUTE.

Ce catalogue conduit ~~sur~~ le lecteur ~~à~~ numéro 0, qui comporte le premier « Manifeste aguiliste » dénonçant « le ~~marxisme~~ infernal », la réussite, la gloire, l'argent », jusqu'aux productions plus récentes où Moussa, paraphrasant les slogans publicitaires, répète son ~~message~~

« Des vélos, pas d'autos
Du gazon, pas de béton
Des ~~matras~~, pas de canons. »

deux centrales et l'Unafor, qui ont créé pour la gestion et l'orientation de son action paritaire national, travaillent pour élaborer leur stratégie en commun avec les représentants des médecins, le ministère

dans le meilleur ■ au ■
 ■ tournoi ■ qu'il doit
 disputer la semaine prochaine.

Pour arriver ■ finale de l'Orange
 Bowl, Guy Forget avait successive-
 ■ dominé l'Equatorien Molina,
 l'Autrichien Teufelberger, l'Alle-

cans Mayotte et Brown.

Preuve que ■ tennis français ■
 porte bien : l'équipe de France com-
 posée ■ Loïc Courteau, Tarik Ben-
 ■ a battu celle des Etats-Unis ■
 3-0 dans ■ Sunshine Cup des jeunes
 gens de dix-huit ans.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 20, *Musiques pittoresques et légères*: œuvres de J. Strauss, Komzse; Corelli, Sibelius, *Parall.*

6 h 30, *Musiques du matin*: œuvres de Corelli, Purcell.

7 h, 7e, *Le Bonogostoma* 8-9-.

7 h 10, *L'opérette*: *L'opérette viennoise*: Strauss, Lohar.

12 h, *L'animateur de jazz*.

13 h 35, *Jazz*: *Le Wiley* sort enfin de sa réserve.

14 h 10, *Œuvres de Beethoven*, Messiaen, Schumann, Cof; par J.-C. Chevalier, piano.

14 h 4, *Microcosmos*: *Le coin des enfants*: Un quart d'heure avec la maîtrise de Radio-France; 14 h 30, La musique en dehors des notes: 15 h, La musique et son public: 15 h 40, Zappa et Compagnie. A vos crayons; 16 h, Le jeu, En marge: Haute infidélité.

17 h 2, *Repères contemporains*.

17 h 30, *Les intégrales*: des sonates pour piano de Mozart.

18 h 30, *Sous-Ensemble*: œuvres de Haydn, Beethoven, Field, Chopin, par O. Connor, piano.

19 h 35, *Jazz*: O. Connor, piano.

20 h 30, *Opérette* (en direct du Grand Théâtre de Genève): « La Pêrêche », opéra *maître d'Offenbach*: par l'Orchestre de la Suisse romande et les chœurs du Grand Théâtre. Dir.: M. Soustrot; chef *maître* chœurs: P.-A. Willard; sol.: H. Swine; P. Marinelli, G. Jacquier; R. Coudane; M. B. B.

23 h, La France-Musique: le club des archives.

S.N.C.F. - Gare nouvelle
Emplacements commerciaux
52-58-64-65 et 69 m² (à l'exclusion
station générale et de bois)
Candidatures reçues jusqu'au
Les dossiers de mise en
janvier 1983.

DCV. 1 - [redacted] dans le [redacted]
10, [redacted] du Verdun
[redacted] LYON CEDEX 2.

Le Monde

régions

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Jalons pour 1983

LE NOUVEAU PALAIS DES FESTIVALS DE CANNES

Une architecture contestée

Au moment où les élus et les citoyens de Cannes se réunissent pour le congrès de la ville, le nouveau Palais des Festivals de Cannes a été inauguré, le 14 décembre, par une cérémonie officielle. Le bâtiment, construit sur un terrain de 14 000 mètres carrés, a été conçu par l'architecte britannique Sir Hubert Bennett, et sa construction a coûté 800 millions de francs.

Le projet de l'architecte anglais, Sir Hubert Bennett, a été choisi par le conseil municipal de Cannes. Le bâtiment, qui sera inauguré le 14 décembre, a été conçu pour accueillir les festivités de la ville. Sa construction a été financée par le conseil municipal et le département des Alpes-Maritimes.

Cannes. — Un projet d'une telle envergure ne pouvait que susciter l'enthousiasme. Mais, au-delà de l'enthousiasme, il y a eu des critiques. Les critiques ont porté sur la forme du bâtiment, sur son intégration dans l'environnement, sur son coût. Le projet a été contesté par certains élus et certains citoyens. Les critiques ont été exprimées lors du congrès municipal.

De notre correspondant régional

détructeurs, déposera le projet de loi. Elle sera, quoi qu'il en soit, soutenue par son intégrité par les contribuables cannois. Le type de construction n'étant pas habituellement subventionné par l'Etat. Le palais, dit-on, est une œuvre d'art. M. Ladevèze, qui a été élu président du conseil municipal, a déclaré que le projet de loi était une œuvre d'art. Il a ajouté que le projet de loi était une œuvre d'art.

mise en valeur des diverses structures techniques. Si le grand auditorium a été salué unanimement comme une réussite pour l'harmonie de ses proportions et de sa qualité acoustique, les objections ont été formulées sur le plan fonctionnel au sujet des scènes du théâtre et des Ambassadeurs. Une trop profonde, l'autre pas assez — et des liaisons médiocres entre les Ambassadeurs et le casino. On s'est étonné d'autre part qu'il n'y ait aucun accès direct entre le parking et l'intérieur du palais.

Polyvalence sur 60 000 mètres carrés

D'une superficie de 60 000 mètres carrés, dont 10 000 mètres carrés pour le casino, le nouveau Palais des Festivals de Cannes comprend trois salles principales — un grand auditorium (deux mille quatre cents places), le théâtre Claude Debussy (mille places), et la salle de réception des Ambassadeurs (de mille à trois mille places selon la nature des manifestations). Le bâtiment est conçu pour accueillir des manifestations de toutes sortes. Il est polyvalent.

La majorité municipale regroupée au sein d'un comité d'action ayant à sa tête M. André-Charles Blanc, conseiller général radical de Cannes-Ouest, ont longtemps débattu la logique de la décision. Seule, selon une grande capacité faisait défaut à Cannes, et elle aurait pu être créée par la simple extension du palais ancien. Estimée initialement à 199,6 millions de francs, puis à 236 millions, la construction du second palais a nécessité officiellement un investissement de 244 millions (hors taxes).

En ce qui concerne l'architecture, les principales réserves portent sur le manque de simplicité, l'aspect massif du bâtiment, jugé « ces deux raisons mal intégrées dans le projet ». Les critiques ont été exprimées lors du congrès municipal. Les critiques ont été exprimées lors du congrès municipal.

Ile-de-France

A CHAMBOURCY (YVELINES)

Comment «peupler» le Désert de Retz ?

La loi du 30 décembre 1966, dite loi Malraux, a permis l'intervention directe pour l'édification de travaux indispensables à la conservation du patrimoine historique classé sans attendre le consentement des propriétaires ; elle fut appliquée pour la première fois en 1970 pour voter au secours du Désert de Retz.

Le Désert de Retz, situé dans la commune de Chamboigny (Yvelines) en bordure de la forêt de Marly, est un site d'exception. Il a été classé monument historique en 1966. Le site est remarquable par ses vestiges de l'époque gallo-romaine.

Malgré les nombreuses importations étrangères, les goûts excentriques d'un baron du dix-huitième siècle ont toujours été respectés. Plus de 1,5 million de francs, supportés pour 60 % par l'Etat et pour 40 % par le propriétaire, ont été engloutis en dix ans dans le Désert de Retz.

La fin du dix-huitième siècle, à la mort de Monville, le Désert de Retz passe de main en main. La famille de Monville, qui a été achetée par Frédéric Passy, prend possession du site en 1901. Mais l'immense parc, qui a été acheté par Frédéric Passy, prend possession du site en 1901.

La loi Malraux a permis l'intervention directe pour l'édification de travaux indispensables à la conservation du patrimoine historique classé sans attendre le consentement des propriétaires ; elle fut appliquée pour la première fois en 1970 pour voter au secours du Désert de Retz.

Une affaire a été trouvée dans le Désert de Retz. Elle a été achetée par Frédéric Passy, qui a été achetée par Frédéric Passy. Elle a été achetée par Frédéric Passy, qui a été achetée par Frédéric Passy.

LE VOTE DU BUDGET

Un « bond » de 50 % d'une année sur l'autre

Une semaine après l'inauguration officielle du conseil régional des Alpes-Maritimes par M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la Régionalisation (le 14 décembre), la « normalisation » des relations entre les élus locaux et la métropole marseillaise a été couronnée, le 20 décembre à Nice, par la réunion en assemblée plénière du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. A cette occasion, M. Jacques Médecin, député (apparenté R.P.R.),

maire de Nice, président du conseil général des Alpes-Maritimes, a, pour la première fois, manifesté sans ambiguïté son intention de jouer le jeu de la région dans le cadre nouveau de la décentralisation administrative. Cette « réconciliation », dictée par la raison, n'a pas fait disparaître cependant les antagonismes politiques qui demeurent vifs, comme l'ont illustrés les débats sur l'adoption du budget régional, pour 1983, rejetés en bloc par les élus de l'opposition.

De notre correspondant régional

précédente, il marque un tournant dans les relations entre la région et la métropole marseillaise. Le budget régional pour 1983 a été adopté par 103 voix contre 50. Le budget régional pour 1983 a été adopté par 103 voix contre 50.

Maritimes, M. Jean-Hugues Colonna, tandis que M. Paul Augier, président du conseil économique et social, se félicitait de la « normalisation » des relations entre les élus locaux et la métropole marseillaise. Le budget régional pour 1983 a été adopté par 103 voix contre 50.

On n'est pas juré en l'occurrence que toute préoccupation électorale était absente de l'analyse faite par le prochain adversaire de M. Defferre pour la conquête de la mairie de Marseille, auquel le porte-parole du groupe socialiste, M. Henri Dufaut, sénateur et maire d'Avignon, a apporté une contradiction ironique. « Le pouvoir exerce l'imagination », avait lancé M. Gandin. « L'imagination », lui répliqua-t-il, « est un pouvoir ».

(1) La part des Alpes-Maritimes dans le total des recettes de la région, qui était de 31 % dans le budget de 1982, est passée à 29,2 % en 1983 en raison de la diminution du produit de la taxe sur les mutations immobilières. Dans le même temps, la part des Alpes-Maritimes au bénéfice effectif d'un volume de subventions représentant 70 % de leur contribution fiscale.

Centre

CORRESPONDANCE

Les ratés de la décentralisation à Vierzon (suite)

Après l'article consacré aux difficultés de la décentralisation à Vierzon (Cher), et intitulé « Les ratés de la décentralisation », le Monde publie aujourd'hui les précisions suivantes :

per l'usine. En collaboration avec la municipalité, le député, le maire de l'industrie, les entreprises ont recherché. Un certain nombre de chercheurs possibles ne présentent, puis renoncement. M. Clément a pris plus aucun contact local. La S.C.O.P. (1) est envisagée après une étude du cabinet I.L.L. qui dirige M. Lacombe-Allard. Des propositions ont été soumises, au niveau régional, au ministre de l'Industrie et, enfin, le 27 juillet 1982, au président de la République. Dès lors, tout va très vite et dès octobre l'activité reprend dans le cadre de la S.C.O.P. L'Etat a consenti 1 million de francs de prêts participatifs et 800 000 F de subvention, le personnel a été réaffecté à la participation financière.

Les difficultés de la décentralisation à Vierzon (Cher), et intitulé « Les ratés de la décentralisation », le Monde publie aujourd'hui les précisions suivantes :

Les élus locaux et nationaux ont ainsi contribué à relancer une activité locale, d'intérêt national et sans doute unique dans notre pays. De nouvelles perspectives existent. Des marchés se dessinent. Des clients confirment leur confiance. Les élus ont ainsi joué pleinement leur rôle. Sans leurs interventions, il n'y aurait plus eu de S.C.O.P. sur Vierzon.

Après les élections législatives de 1981, dès le début du mois de juillet, M. Clément va faire part de ses difficultés au député nouvellement élu, M. Jean Rousseau (P.S.), puis, en sa compagnie, fait le point avec le maire de Vierzon, M. Fernand Micaud (P.C.).

(1) Société coopérative ouvrière de production.

LE GAZ NATUREL A AVIGNON

[De notre correspondant.]

Avignon. — La distribution du gaz à la ville par la Compagnie du gaz d'Avignon arrive à échéance le 31 décembre. Le 1^{er} janvier 1983, la distribution sera assurée par Gaz de France. Les dix-sept mille cinq cents abonnés, actuellement en propane, passeront au gaz naturel.

Toutefois, les opérations de conversion du gaz au gaz naturel ne sont pas terminées. Le gaz naturel sera acheminé par une partie des 100 kilomètres de tuyaux qui traversent la ville. Les travaux de conversion des appareils qui brûlent du propane seront effectués par des spécialistes de Gaz de France par cinquante équipes.

A partir du 28 décembre

Soldes

Dans tous les rayons et jusqu'à épuisement des stocks

AUX TROIS QUARTIERS

17 Bd de la Madeleine Paris

Retrouvez le plaisir d'acheter

GUY PORTE.



N° 15

Avec la collaboration des organisations du système de l'ONU

LE SOIR

LA STAMPA

ПОЛІТИКА

EXCELSIOR

Le Monde

DAWN

le soleil

Le cancer du surarmement

DÉNONCER les armements des pays dont la politique est jugée agressive ne pose aucun problème. Contester en revanche l'ampleur ou l'opportunité de ceux de son propre pays ne va pas sans risques. C'est plus dangereux d'être suspecté d'antimilitarisme, voire d'antipatriotisme, et finalement de trahison pour faire le jeu de l'adversaire. Partout, en effet, la sécurité nationale revêt un caractère sacré.

Chaque État affirme bien haut qu'il est prêt à limiter ses armements, dès lors du moins que l'adversaire fera les premiers pas et prouvera ainsi qu'il renonce à sa politique estimée agressive. En réalité, la méfiance a pris une telle acuité entre les Super-Grands que chacun d'eux ne voit de réelle sécurité que dans l'obtention d'une nette supériorité militaire sur l'autre. D'où cette spirale des armements mondiaux qui va s'élargissant et que personne ne semble plus en mesure de maîtriser. Certainement pas en tout cas les autres pays qui n'ont guère vu au chapitre et qui le courant entraîne bon gré mal gré. Encore moins les millions d'hommes - militaires, chercheurs, techniciens, ouvriers, industriels... - qu'aspire cette spirale et qui, avec une influence croissante, défendent naturellement leurs moyens d'existence et leur exceptionnelle sécurité d'emploi. C'est en vain que dans les assemblées internationales retentissent les protestations indignées des pays du tiers-monde contre un gaspillage colossal de ressources et de capacités humaines, d'autant moins entendues que nombre d'entre eux prêtent eux-mêmes le flanc à la critique, en affectant une part croissante de leurs maigres ressources à l'achat d'armes que les pays industrialisés se bécotent pour leur proposer en raison de l'influence et des profits qu'un tel commerce leur vaut.

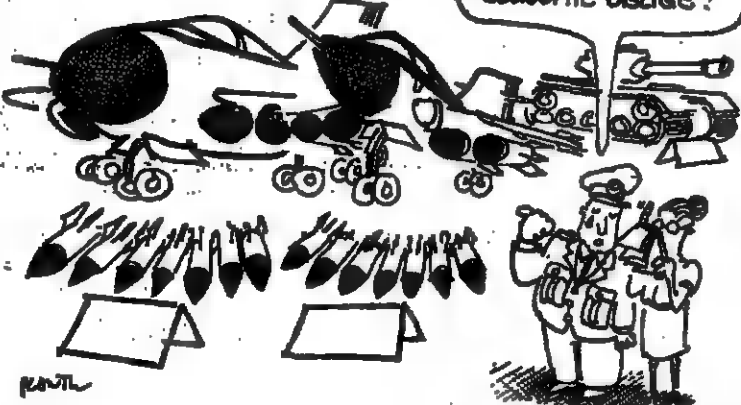
Dans les pays riches, pourtant, des milliers de chômeurs désespérés, de vieux sans ressources, de jeunes sans perspectives, d'immigrés et de minorités sans protection ne sont plus les seuls aujourd'hui à prendre conscience des effets absurdes et dévastateurs d'un surarmement sans freins qui prive la communauté internationale du surcroît d'investissements et de ressources dont elle a un urgent besoin.

Il est choquant, en effet, que tant de ressources par nature limitées et l'activité de tant d'hommes soient consacrées à des entreprises de destruction et de mort, sans que

la sécurité internationale s'en trouve le moins du monde améliorée, bien au contraire. Cette dernière ne saurait se concevoir, en vérité, sans de grandes coopérations organisées et la solidarité des hommes pour résoudre d'abord le problème numéro un des temps présents, celui que pose le démantèlement de centaines de millions d'hommes qui manquent de nourriture, de logement, de soins de santé, de possibilités d'instruction... et tout simplement de travail et donc de solvabilité.

Il ne faut pas s'étonner dès lors qu'un sein de plusieurs pays riches se développent des mouvements pacifistes témoignant d'un sérieux et d'une détermination qu'ils n'avaient jamais revêtus jusqu'alors. Il n'est pas surprenant non plus que s'y multiplient les déclarations d'Églises protestantes et d'évêques affirmant notamment

JE VAIS PLUTÔT
PRENDRE LE PETIT
À 47 MILLIARDS !
ÉCONOMIE OBLIGE !



Dessin de PLANTU (le Monde).

qui rouge le tissu économique et social de la communauté internationale. Sait-on qu'aujourd'hui l'endettement des pays du tiers-monde, dont le développement n'a pourtant guère progressé, pour ne pas dire qu'il a échoué, le plus souvent, dépasse lui aussi 600 milliards de dollars, ce qui risque entre autres de provoquer l'écroulement du système bancaire et monétaire mondial.

De cette prise de conscience peut naître l'espoir d'une meilleure appréciation des données économiques, politiques et morales de la sécurité des nations. Alors les peuples et leurs dirigeants, s'ils s'inspirent enfin des valeurs de vérité et de solidarité dont ils ne cessent de se réclamer sans les pratiquer, pourraient-ils enfin manifester l'audace et la générosité, la compréhension et la tolérance qui rendraient possible une réelle sécurité internationale sans laquelle la limitation des armements restera toujours une utopie.

JEAN SCHWABEL
coordonnateur.

le soleil (Dakar)

Priorité au développement

L'ÉTAT monde en fin de siècle inquiète. La récession n'explique pas l'angoisse. L'angoisse tient plus à la perspective de sociétés que l'on ne peut construire, réelles cependant, il faut les affronter. Les grands équilibres économiques.

La communication pays à pays à différents, communément appelée dialogue Nord-Sud, est-elle possible quand, à la priorité qu'il convient d'accorder au développement, on substitue l'homme, on substitue le monde.

Sans doute, les civilisations portées par elles la création et la mort, l'épanouissement de l'humain en sa fin. Mais jamais dans l'aventure humaine les limites du possible n'avaient été au point de départ.

Notre planète, transformée en champ clos des luttes d'influences, est aujourd'hui dotée d'une puissance nucléaire capable de la faire trois fois. Plus de 600 milliards de dollars en investissements en armement alors que plus d'un milliard d'individus restent confinés dans la pauvreté absolue.

Les impératifs de la défense nationale, alibi commode, ne sauraient pourtant légitimer cette course effrénée aux armements.

Investissements

Équilibre la terreur ? Le déséquilibre existe. Le plus grave est que, par la voie des investissements, les plus divers, les pays pauvres se voient engagés à consacrer l'achat d'armes à des dépenses qui ne leur servent qu'à leur développement. Comme si le développement se mesurait à l'importance des dépenses militaires, performances des armes les plus sophistiquées. Les industries de guerre en Occident voient leurs carnets de commandes grossir, alors que dans les Bourses, valeurs, l'arachide, le café, produits de première importance, sont mal cotés.

La priorité du développement nous impose d'autres choix. La limitation des dépenses militaires permet sans nul doute de dégager des capitaux pour des investissements massifs en direction du tiers-monde.

L'institution d'une taxation sur l'armement peut également libérer des liquidités pour l'aide aux pays pauvres.

Mais il faudrait penser à une quête du monde, par la réorientation

de l'homme s'est donnée. Il faut aller plus loin que la simple limitation technique, comme c'est le cas actuellement. Le danger d'une explosion meurtrière s'en verra réduit, le coût des systèmes de sécurité restera toujours élevé.

Les divers impérialismes ont déjà leur choix. Les pays du tiers-monde doivent apporter réponse à leur problème de développement, pour ne pas négliger la défense.

Conception

C'est ainsi que le non-alignement compris peut ouvrir la voie à des richesses pour les pauvres.

En effet, il est possible de faire front aux impérialismes en mettant en œuvre un système de défense collective par la jonction des armées. Nos pays pourraient ainsi se libérer de la mystique militaire. Il n'est pas jusqu'à la conception que nos armées qui méritent d'être revues.

Affirmer la priorité du développement sur les armements pourrait aider le monde à vivre autrement. Alors que plusieurs milliers de savants et techniciens travaillent dans l'industrie de l'armement, des pays souffrent d'un manque aigu de cadres. Si l'énergie était précipitée dans le monde, le développement, l'état du monde avec d'une part les zones de pauvreté absolue et de l'autre les foyers de gaspillage serait amélioré.

L'article 26 de la charte des Nations unies n'incite-t-il pas les nations à détourner les ressources du minimum des besoins humains et économiques du monde ?

ABDOULAYE
MIDIAGA SYLLA.

NATIONS UNIES

Un fardeau écrasant

L'AN dernier, les Nations unies ont procédé à l'examen d'un document consacré aux armements, le désarmement et le développement, établi sur la base de 40 rapports rendant compte des résultats de recherches confiées à 27 experts gouvernementaux. Les citations de ce document sont les discours prononcés lors de la récente deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement. Et pourtant ledit document indique que l'argument le moins persuasif est celui qui résume leurs dépenses militaires consiste, précisément, à invoquer l'absence d'accroître l'aide au développement.

La récession actuelle fournit peut-être l'occasion de recourir à une rhétorique plus nouvelle et plus sincère. Il se peut que les temps difficiles aient élargi le débat sur l'étendue au-delà des limites de la seule affaire du désarmement. Jamais il n'a aussi nécessaire de mettre en lumière le coût économique des armements.

Une partie des assertions sur les profits apportés par l'industrie militaire sont révélées erronées. Ainsi, par exemple, il n'est pas vrai que l'industrie serait un agent de croissance économique à long terme. Ceux qui prétendent qu'elle tient compte des pertes, des avantages qu'elle aurait offerts d'autres utilisations, qui y sont affectés, auxquels on a renoncé en faveur. Lorsque l'on tient compte de ces facteurs, l'industrie, que, tant du point de vue économique que du point de vue social, les dépenses militaires reviennent chères.

ANDREW TROTTER.

(Lire la suite p. 21.)

LE SOIR (Bruxelles)

Une cause majeure d'insécurité

DANS les pays industrialisés, les dépenses d'armement ont augmenté de 10 à 15 % en 1982. Elles constitueraient par là même, sinon le levier, tout le moins le gage d'un développement économique autonome. Les dépenses militaires sont-elles, surtout, certains pays du tiers-monde, la institution moderne ? Le complexe militaro-industriel ne joue-t-il pas dans les pays industrialisés un rôle de moteur de la croissance économique ? n'est-il pas l'une des principales sources de l'innovation technologique et scientifique ?

Ces arguments sont battus en brèche depuis quelques années par les tenants d'une équation, celle qui fait rimer surarmement et appauvrissement. « S'armer, c'est nuire à l'humanité et à l'assurance de sa sécurité », notait le rapport de la Commission Brandt. L'incidence négative de la course aux armements semble plus facile à faire de doute pour personne lorsque l'on voit ses effets dans le tiers-monde. Quand les États consacrent plus d'un tiers de leur budget à renforcer leurs armées, il ne reste que de maigres ressources pour la santé, l'agriculture.

Les dépenses militaires et la militarisation de certains régimes se mobilisent pas d'importantes ressources, elles sont sur un modèle écono-

mique, précisément par l'inégalité sociale, l'instabilité politique et la dépendance extérieure.

Les achats d'armements, ne tiennent parfois même pas compte des besoins réels de la défense nationale mais sont le plus souvent liés aux rivalités entre les grandes puissances. Ils impliquent nécessairement d'importantes sacrifices de développement. En Afrique, par exemple, les dépenses militaires ont représenté, en 1979, 11 % du total des importations, contre 2 % en 1972.

Ces dépenses produisent souvent l'effet inverse de son objectif prétendu. Elle entraîne un accroissement de l'endettement, l'augmentation de l'exportation, car elles sont plus productrices de devises, que les dépenses militaires vitales, que l'industrie économique et sociale.

Cette subordination du développement aux impératifs militaires a été l'apanage des pays pauvres. Si les pays industrialisés les aspects négatifs des dépenses militaires sont masqués par la plus grande richesse et par les bénéfices économiques imputés aux exportations d'armements, ils n'en sont pas moins présents, sous l'Est qu'à l'Ouest. Les pays méditerranéens de l'industrie d'armements, illustrés par la récession par la

guerre de la grande crise des années 30, sont aujourd'hui contentés. Comme le notait récemment la commission Palme sur les problèmes de sécurité et de désarmement, l'industrie militaire crée relativement peu d'emplois et les bénéfices qu'elle génère sont en moins importantes.

Enfin, les dépenses militaires ont un effet négatif sur l'enseignement et la culture. Quarante-huit mille mille dans le secteur de la défense.

« La sécurité militaire, comme la sécurité civile, exige le sacrifice d'autres formes de développement public et privé. Elle peut aussi, en réduisant les investissements, provoquer le sacrifice d'une croissance économique future. » Ainsi, il est plus que probable que les dépenses militaires choisissent entre la guerre et la paix, au lieu de modifier le système de solidarité sur lequel repose jusqu'ici la paix sociale.

Facteur de mal-développement, le surarmement est aussi, d'une certaine manière, la conséquence d'une conception de la « sécurité militaire » qui prend pour postulat l'insécurité économique internationale.

Entre 1970 et 1979, par exemple, les importations américaines de pétrole sont passées de 3,4 à 8,2 millions de barils par

JEAN-PAUL MARTHOZ.

LE TIERS-MONDE

ПОЛИТИКА (Belgrade)

La nécessité et la difficulté d'être non aligné

ALORS que la course aux armements prend des proportions d'une crise mondiale, les budgets militaires tendent à une cadence toujours plus rapide.

Entre ces deux processus, il existe une relation certaine.

Telle la multiplication des cellules cancéreuses, le gonflement abusif des armements attaque l'organisme de l'économie mondiale.

Les États de l'Antiquité affirmaient que la force militaire d'un pays se pouvait être identifiée avec le bien-être de son peuple. Cette vérité vaut a fortiori pour les grandes puissances, devenues, à leur manière, prisonnières de leur propre force. Tel est le prix qu'elles doivent payer, lors qu'elles se subordonnent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, leurs intérêts économiques et politiques bien compris aux exigences de leur sécurité, ainsi qu'elles le conçoivent.

Les rivalités des grandes puissances et des blocs, qui s'aggravent dangereusement en train de passer du terrain militaire au plan de l'économie et de la politique, portent des coups particulièrement sévères aux non-alignés et surtout aux pays en développement. La course aux armements que mènent les superpuissances impose en effet une charge insupportable aux pays dont les soucis et les besoins économiques sont les plus criants. Les crédits que les pays en développement doivent affecter aux importations d'armes - importations qui représentent 10 % des exportations mondiales d'armements, dont le taux d'accroissement a été de 10 % au cours des cinq dernières années - les privent irrémédiablement des matériaux et culturels qu'ils ont le plus grand

besoin, et empêchent d'accélérer leur progrès économique et social, et contribuent pour une part non négligeable à leur gigantesque endettement (524 milliards de dollars en 1981).

C'est pourquoi d'ailleurs la majorité des pays du tiers-monde a opté pour le non-alignement. Pour eux, une condamnation d'ordre moral, pour être indispensable, n'en est pas moins insuffisante. Ils ne croient pas non plus que la course aux armements puisse être arrêtée automatiquement par les contradictions et les antagonismes qu'elle engendre. Bref, les pays du tiers-monde s'attachent fermement à défendre leur indépendance partout où celle-ci est menacée, et bien que la responsabilité des armements qui pèsent sur elle leur soit pour une part imputable. Le malheur est non-alignés de s'être mis en lumière la nature profonde des comportements des grandes puissances et de leur revêtement idéologique alors que celles-ci s'appuient essentiellement sur la force des armes. Ils savent qu'ils seront soutenus ou délaissés par les Grands selon que cela sera conforme ou non aux seuls intérêts de ces derniers.

Les Nations unies sont le lieu naturel où s'exerce l'action des pays non alignés en lutte pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international, et, en relation étroite avec cet ordre, pour l'arrêt de la course aux armements et le désarmement. C'est leur unique possibilité de lever un voile sur les grandes puissances et leurs négociations bilatérales dont procède la course aux armements. Leur effort commun leur permet d'apprendre en partie ce que l'on s'efforce de leur cacher.

Pour une défense populaire

La question se pose avec plus d'acuité : qui est responsable de la course aux armements avec les désastreuses incidences économiques qu'elle comporte ? Il est clair que ce sont les politiques d'armements qui sauraient être abandonnées aux seuls États-majors. Compte tenu de la menace nucléaire, la question de la paix et de la guerre ne saurait plus être tranchée par les seules autorités politiques et militaires. Quant aux incidences économiques, elles sont telles qu'elles doivent être débattues dans tous les pays où elles atteignent. Il est logique que les petits pays dont l'indépendance économique et politique ont été les premiers à prendre conscience des exigences et à relancer l'idée du peuple armé, qui repose sur le principe que chaque citoyen doit être soldat à chaque soldat citoyen.

Fort de l'expérience historique qu'elle acquise au cours de la deuxième guerre mondiale et de la lutte qu'elle a dû mener depuis pour préserver son indépendance, la Yougoslavie a aussi opté en faveur d'une défense populaire généralisée. Ce qui fait la valeur de ce choix, c'est qu'il prend en compte l'ensemble complexe des facteurs d'une défense authentique : militaires et politiques, économiques et sociaux, culturels et psychologiques. Dans les conditions de l'autogestion socialiste, le désarmement suppose que les responsabilités individuelles et collectives soient harmonieusement mariées et développées. Les difficultés économiques que nous connaissons commandent de persévérer dans cette voie, et en restreignant l'autogestion, mais au contraire en l'approfondissant.

VASILJE CEROVIC.

Magyar Nemzet (Budapest)

La détente, condition du désarmement

LES pays en développement seraient-ils plus prospères s'ils n'avaient pas à s'armer ? Cela ne fait aucun doute, mais le tiers-monde en n'est pas aussi affirmatif. Ainsi, certains gouvernements affirment que l'achat, voire la fabrication de matériel militaire moderne, favorise leur développement industriel. En fait, la technologie militaire des pays industrialisés s'appuie aujourd'hui sur les découvertes scientifiques les plus récentes, et le maniement des armes modernes exige une grande compétence. Les officiers des armées des pays en développement sont envoyés à l'étranger, et il arrive que les connaissances qu'ils ont acquises soient mises à profit dans la vie civile. Les mêmes gouvernements affirment que, dans beaucoup de pays du tiers-monde, l'agitation sociale n'a pas diminué d'intensité, les formations sociales ne sont pas encore solidement établies et l'armée est la seule force capable d'assurer l'organisation et de permettre l'édification progressive de la nation.

A cela, on objecte que les dépenses d'armement des pays en développement forment déjà près de 20 % du total mondial - lourde charge, même si l'on fractionne les dépenses (les investissements dans l'infrastructure par exemple) permet aussi de développer l'économie nationale.

Des postes avancés

Poser la question de savoir si le désarmement servirait les intérêts des pays en développement n'a guère de sens. Les États du tiers-monde n'ont pas à se désarmer, ils n'ont même pas le loisir de réfléchir à la question tant que les né-

gociations entre les superpuissances n'ont abouti à un accord sur la limitation de la réduction des armements de destruction massive. Quand bien même les entreprises de Genève entre l'U.R.S.S. et les États-Unis d'Amérique seraient couronnées de succès, quand même une position commune serait arrêtée au sein de l'Organisation des Nations unies, les pays en développement ne pourront jeter leurs armes tant qu'ils seront condamnés à jouer le rôle de postes avancés sur les tranchées des stratégies du monde. Leur situation à cet égard est une conséquence directe de leur passé colonial. Il va sans dire que les graves difficultés économiques et sociales obligent aussi les dirigeants des pays en développement à se constituer, à leurs propres fins, des armées nationales fortes.

Conflits localisés

Les pays du tiers-monde ne sont devenus importateurs d'armes sur le marché international que dans les années 70, après l'effondrement du système colonial, lorsqu'ils ont tenté, et bien que mal, de mettre à profit leur souveraineté nouvellement conquise pour accéder à plus d'indépendance. Malgré l'augmentation de la demande, les pays en développement en voie d'industrialisation rapide ont pu faire leur choix parmi le vaste arsenal d'armements proposés par le monde développé. Alors qu'ils se trouvaient dans une situation économique difficile, ils ont obtenu aide et appui en prenant des engagements politiques.

L'afflux d'armes dans les régions en développement a en réalité une amélioration de leur position sur la scène politi-

DAWN (Karachi)

A la merci des fournisseurs d'armes

COMPTÉ tenu des étroits rapports existant entre le développement et le développement, les Nations unies ont proclamé les années 80 la décennie du désarmement, qui coïncide avec la lutte pour le développement. Mais, paradoxalement, les superpuissances ont récemment accru leur course aux armements et ne sont pas disposées à céder, ne serait-ce qu'une mince part de leurs privilèges économiques pour servir les masses affamées du tiers-monde.

Si l'on se place au point de vue du tiers-monde, l'un des aspects inquiétants de l'augmentation des dépenses militaires d'armement - 500 milliards de dollars par an, dont les trois quarts sont le fait des grandes puissances industrialisées - est le transfert intense d'armes aux pays en développement, y compris certaines mini-micro-nations. Ces armes d'armes aboutissent souvent à des guerres par pays interposés. Ainsi, depuis la deuxième guerre mondiale, plus de 100 millions de personnes ont été tuées dans les pays en développement et, dans la plupart d'entre eux, les conflits ont été provoqués par des interventions indirectes, si ce n'est directement.

En ce qui concerne l'année 1982, les agences de presse occidentales estiment que les États-Unis se sont engagés, pendant cette période, à vendre pour 30 milliards de dollars d'armements à l'étranger, la plupart de ces armes étant destinées au tiers-monde. L'U.R.S.S. n'est pas en la trêve dans ce domaine. Comme le révèle l'annuaire 1981 de l'Institut international de recherches sur la paix de Stockholm (SIPRI), les deux superpuissances sont au tête des huit principaux fournisseurs d'armes de la planète et pourvoient d'armes pour 34 % des importations d'armes du tiers-monde. Le même source indique que les huit quarts du personnel militaire des pays en développement qui a été formé aux États-Unis, en U.R.S.S. entre 1950 et 1980 appartenait à des pays qui ont connu, au total, le coup d'État depuis 1945.

Aujourd'hui, les deux superpuissances se sont engagées à stabiliser la situation mondiale, mais, si l'on regarde l'Europe, on équilibre les forces le long des frontières « gelées », le tiers-monde est devenu le théâtre privilégié des rivalités et des conflits mondiaux. Prenez par exemple le Proche-Orient, l'Afrique du Nord, le Sud-Est asiatique ou l'Amérique latine. Dans tous les pays en développement, les grandes puissances n'ont qu'une envie : profiter des occasions qui se présentent, remplir ce qu'elles perçoivent comme un vide politique et suivre, sans scrupules, les préceptes de la « réalpolitik ».

Conséquences stratégiques...

L'Union soviétique s'est efforcée, au cours des dernières années, d'étendre son influence dans la zone Rouge, les États-Unis d'Amérique, quant à eux, protègent les intérêts américains de cette zone. Les Soviétiques ont mis l'accent sur l'Égypte, les États-Unis sur l'Éthiopie et le Soudan. Ils se sont implantés en Éthiopie et pris pied au Soudan, ce qui leur a permis de contrôler les routes de la région du Golfe. Les États-Unis d'Amérique ont obtenu des bases militaires dans certains pays arabes et ont élaboré des plans pour la région.

que internationale. D'une part, à la fin de l'ère coloniale, les métropoles se sont rendu compte que leur approvisionnement en matières premières et en produits de base n'était plus assuré. D'autre part, les conflits localisés les plus dangereux ont éclaté dans les régions de transition mondiale de deux systèmes d'influence. Dans le tiers-monde, l'atténuation de la tension - une affaire combinée de deux facteurs - n'est concevable que si les relations entre les superpuissances s'améliorent.

Le principe de la politique hongroise est que les conflits internationaux doivent être réglés par des moyens pacifiques. Les représentants de la République populaire hongroise ne manquent jamais d'affirmer au cours des conférences internationales, basées sur le fait que les petits pays ne peuvent pas se défendre économiquement analogues à bien des égards et soulignent que l'aggravation de la tension et les incidences économiques des guerres qui se déroulent dans le tiers-monde sont préjudiciables aux pays qui sont largement tributaires de leurs exportations et des tendances à l'internationalisme.

Les bonnes relations peuvent être grandement compromises par les conflits locaux. Il est difficile de chiffrer les dommages causés à l'économie hongroise par la guerre du Liban : entre l'Irak et l'Iran, la vie économique et commerciale a deux fois plus de difficultés.

La Hongrie place tous ses espoirs dans les pourparlers entre les superpuissances, car elle ne peut atteindre ses objectifs économiques que dans une atmosphère de détente qui ne soit pas limitée à l'Europe.

MIKLOS BEKE.

place d'une « force de déploiement rapide ».

En Afrique, l'U.R.S.S. a soutenu plusieurs mouvements de libération. Elle s'est battue par procuration en Angola, au Mozambique, de même qu'en Zaïre et en Éthiopie. Pour neutraliser l'influence vietnamite sur le continent noir, l'Amérique a approuvé la Somalie ainsi que le Maroc, l'Égypte, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, qui font partie du « Safari club », lequel s'étend de l'Afrique du Nord au Golfe.

La rivalité des superpuissances en Amérique latine, notamment dans la mer des Caraïbes et dans les zones théâtrales du conflit, est trop évidente pour qu'on s'y attarde. Mais cette rivalité de manœuvres et de contre-manœuvres a entraîné l'occupation soviétique de l'Afghanistan - autre Vietnam - qui a porté un coup sévère à la sécurité de l'Union. A la suite de la crise afghane, les zones de conflit ont été étendues et les deux parties ont intensifié leur effort militaire au-delà de leur sphère d'influence régionale. Il n'est pas étonnant que l'agitation, la tension et les risques de conflit aient augmenté dans toutes les régions stratégiques du tiers-monde. Le danger d'un conflit mondial est le transfert massif d'armes des pays industrialisés vers les États appauvris du tiers-monde.

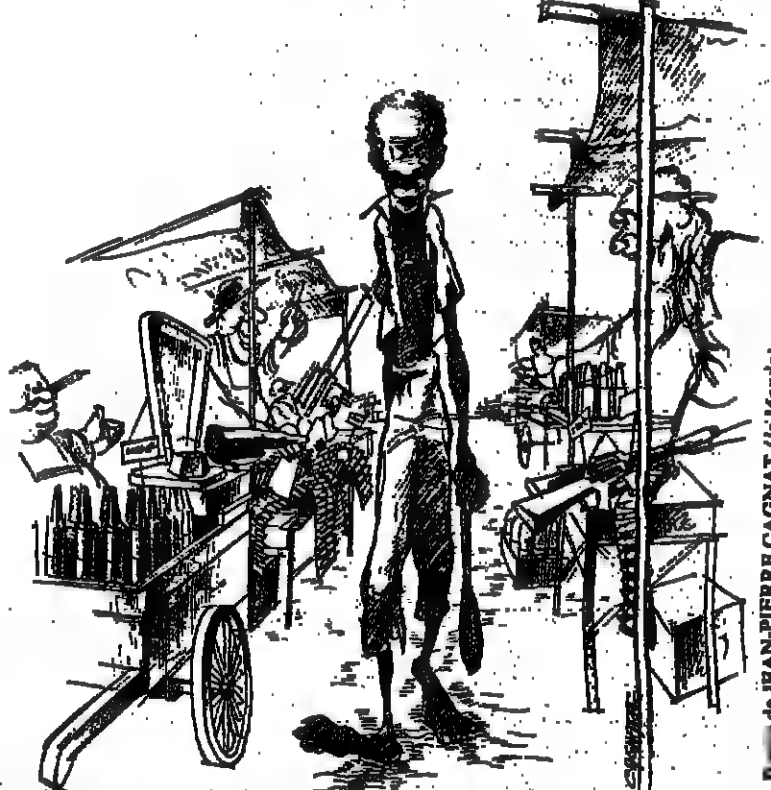
Cette inflation des dépenses militaires signifie, pour diverses raisons nouvelles,

la stagnation économique, la régression sociale et l'instabilité politique. Les effets néfastes sur le plan socio-économique de la course aux armements ont déjà été exposés dans un certain nombre d'études de l'ONU, mais les conséquences du transfert des armes au tiers-monde ont été évaluées de manière plus concrète dans le dernier rapport des Nations unies sur le désarmement et le développement.

... et politiques

Ce rapport souligne à juste titre que les dépenses militaires relèvent de la consommation et non de l'investissement, qu'elles entravent la productivité, qu'elles sont une source d'inflation et de chômage et détournent des ressources qui pourraient aller au progrès social. Plus inquiétant encore, ces dépenses font peser une charge lourde sur les différents niveaux de développement national par le biais de la dette. En fait, les dépenses de développement importent de moins en moins, les prix des plans économiques, sociaux et politiques. Ce n'est pas seulement leur taux de croissance qui diminue, mais leur contenu aussi, puisqu'elles approuvent, les objectifs militaires et politiques de leurs fournisseurs.

A.T. CHAUDHRI.



EL PAIS (Madrid)

La démocratie espagnole face au problème de la défense

DU beurre ou des canons ? ce vieux thème des choix de la défense est devenu un thème majeur qui doit dominer le débat politique, scientifique et idéologique au cours des années à venir. Déjà en 1963, le général Eisenhower affirmait : « apprenez que le monde des États-Unis dépendait non seulement des dépenses d'armement mais aussi, globalement, de la puissance économique, intellectuelle, militaire du pays. Impossible, pour lui, d'assouvir l'appétit de la nation sans en avoir ». Le monde des États-Unis dépendait non seulement des dépenses d'armement mais aussi, globalement, de la puissance économique, intellectuelle, militaire du pays. Impossible, pour lui, d'assouvir l'appétit de la nation sans en avoir.

La jeune démocratie espagnole, fruit d'un processus de réforme, entre à l'Amérique du Sud, en particulier au Chili et à l'Argentine, qui ont des clients traditionnels, au Pérou, au Mexique, à la Colombie et au Venezuela. Le solde des exportations s'est effectué en direction des pays d'Orient : Libye, Jordanie, Égypte, Koweït et Arabie Saoudite. Le seulement de l'approvisionnement des armées espagnoles provient des entreprises nationales. Lorsque celles-ci ne permettent pas de répondre à la demande des armées espagnoles, on s'efforce de les remplacer par des produits étrangers.

La nécessité de perpétuer le pouvoir personnel du dictateur permet de repérer dans ce maquis de contradictions manifestes et d'énormes lacunes. La politique de la défense a été réduite à la seule politique militaire ; une politique entièrement conçue en fonction de l'origine du pouvoir dictatorial et marquée par l'obsession d'éviter tout ce qui pourrait retourner contre la junte qui avait porté Francisco Franco au pouvoir en 1936.

Modernisation de l'armée

La jeune monarchie parlementaire doit aujourd'hui faire face à une fièvre nouvelle dans laquelle l'ensemble des citoyens, y compris ceux qui sont plus spécialement chargés de la défense, puissent se reconnaître. Elle s'est en outre efforcée, depuis le début de la transition, d'assurer aux forces armées des conditions satisfaisantes, qu'il s'agisse de la do-

tation et de l'équipement ou de l'entraînement et de l'opérativité. Les dépenses de la défense atteignent aujourd'hui 2,04 % du P.N.B. (produit intérieur brut). Les accords avec les États-Unis, depuis 1953 et systématiquement renouvelés depuis lors, se sont soldés par une condamnation de l'appel de l'industrie espagnole de l'armement. Cette industrie compte près d'une centaine de milliers de personnes. La modernisation s'est effectuée progressivement, permettant à l'Espagne de se classer au 12^e rang des pays exportateurs d'armes qui au nombre de quarante.

La moitié du chiffre des exportations d'armes en 1981 correspond à des ventes d'armes à l'Amérique du Sud, en particulier au Chili et à l'Argentine, qui ont des clients traditionnels, au Pérou, au Mexique, à la Colombie et au Venezuela. Le solde des exportations s'est effectué en direction des pays d'Orient : Libye, Jordanie, Égypte, Koweït et Arabie Saoudite. Le seulement de l'approvisionnement des armées espagnoles provient des entreprises nationales. Lorsque celles-ci ne permettent pas de répondre à la demande des armées espagnoles, on s'efforce de les remplacer par des produits étrangers.

La loi de finances portant sur les investissements de l'exercice des forces armées, qui a été approuvée en juillet dernier, prévoit d'affecter à ces postes 2 300 milliards de pesetas au cours des huit années à venir. Il s'agit d'un authentique programme de réarmement qui a été approuvé selon la procédure d'urgence, sans donner lieu au large débat parlementaire que son envergure même aurait justifié.

MIGUEL ANGEL AGUILAR.

Un seul monde

VICTIME DU SURARMEMENT

朝日新聞

ASAHI SHIMBUN (Tokyo)

Un gâchis colossal

PEUT-IL y avoir acte de folie plus insensé que de construire des fortifications le long de la mer ? Si importantes qu'elles puissent être, la masse de travail et d'argent engloutie dans pareille entreprise se soldent toujours en fin de compte par un gâchis colossal. Et pourtant, la construction de fortifications flottantes se poursuit sans relâche.

Telle est, en substance, la situation de dictatures en guerre condamnées à s'affronter éternellement en vertu du slogan « la guerre, c'est la paix » que décrit George Orwell dans son roman 1984.

Près de trente ans ont passé depuis que ce livre a été écrit. Alors que nous approchons de l'année 1984, pouvons-nous dire, en regardant autour de nous, que la description qu'a faite Orwell de notre monde n'était qu'un cauchemar ?

Des centaines de millions d'êtres humains sont aujourd'hui au bord de la famine. Chaque année, plus de dix millions d'enfants meurent de malnutrition. Pendant ce temps, les pays industrialisés et les pays en développement s'occupent fiévreusement de bâtir des fortifications flottantes. Orwell aurait dit que si une poignée de dirigeants avides de pouvoir s'appliquent ainsi à gaspiller de l'argent pour renforcer leur puissance militaire, c'est parce qu'ils y voient le moyen le plus efficace de condamner à la misère, à l'ignorance et à l'esclavage une majorité écrasante de la population mondiale. Si tel est bien le cas, toute exhortation à consacrer au développement économique une partie des sommes actuellement gaspillées en dépenses militaires ne peut qu'être vaine, aussi vigoureuse soit-elle et d'où qu'elle vienne.

Si un pays en développement aspire vraiment au développement économique, il lui faut d'abord commencer par réviser sa pensée politique aussi bien que son organisation sociale. Pour être réel, le chan-

gement doit venir de l'intérieur : il ne peut y avoir de changement véritable sans un éveil préalable des esprits et un changement au niveau des comportements et de la conscience des populations elles-mêmes.

On peut même dire que tout ce qu'il est possible de faire, de l'extérieur, pour favoriser des changements internes, c'est l'envoi des matériels de référence et, éventuellement, une stimulation.

Au cours des cinquante dernières années, le Japon a vécu deux grandes expériences historiques. Il a d'abord nourri l'ambition de devenir une grande puissance militaire, et ce faisant a ruiné son économie nationale. Il a ensuite concentré l'effort national sur l'industrie civile, ce qui s'est traduit par une forte croissance économique. Nous devrions appliquer ces leçons à la défense, ce qui nous permettrait de tirer de ces deux expériences.

Pour cela, nous pourrions leur présenter des documents illustrant ce qui s'est passé au Japon. Mais il serait plus efficace d'inviter des ressortissants des pays en développement à venir eux-mêmes voir et entendre comment le Japon se passe exactement. Le gouvernement et le secteur privé devraient inviter au Japon des étudiants, des chercheurs et d'autres personnes, ainsi que d'autres personnes qui pourraient être dans notre pays des séjours prolongés.

On peut penser que ce n'est pas le plus court chemin pour atteindre l'objectif visé. Mais il n'existe pas de raccourci menant au développement économique. Si les populations elles-mêmes des pays en développement ne viennent pas à attacher plus de valeur au progrès économique, même gagné à la sueur de leur front, qu'à la course aux armements, rien n'arrivera à placer ces pays sur la voie du développement.

Le Monde (Paris)

Débat sur l'effort militaire

L'EFFORT militaire de la France ne s'est pas. C'est la thèse affirmée, aujourd'hui, après un an de demi-exercice de fonctions, par le ministre français de la défense, M. Charles Hernu. Même si le budget de la défense doit passer, entre 1982 et 1983, de 15,5 % à 15,1 %, les dépenses publiques, affirme toujours M. Hernu, ne laissent pas le budget militaire restera, sur l'autre, à 3,9 % du produit intérieur brut marchand (P.I.B.M.), devenu la référence en France.

Cette présentation est, bien sûr, vigoureusement par l'opposition, qui observe, en réalité, que le pouvoir d'achat des armées françaises est en diminution, puisque les militaires seront en augmentation (en courants) de 8,42 % en 1983, contre 3,9 % en 1982. L'inflation proprement dite est plus forte que la dépréciation moyenne de la valeur de la monnaie attendue en 1983 (soit 10 % environ).

An-déjà, les chiffres, qui demeurent importants, ne se justifient pas. L'argent ne sert pas de nerf à la guerre, il est de fait que les années 1982 et 1983 marquent une pause financière pour les armées françaises. Pendant d'autant plus que les grandes institutions de l'Etat sont, pour des raisons qui touchent à la conjoncture économique internationale, frappées de la même rigueur financière que le corps militaire savait qu'il n'y échapperait pas.

Le rapporteur de la commission des finances à l'Assemblée nationale, député

socialiste, considère que le budget de la défense est un « budget de rigueur ». La perspective de la nouvelle loi de programmation militaire qui fixera, pour 1988, les grandes orientations stratégiques de la France, et donc les moyens militaires classiques, ainsi que les effectifs attribués aux armées françaises. Ce budget de loi doit être soumis, l'an prochain, à l'examen du Parlement.

Il n'empêche que le rapporteur, qui appartient à la majorité de gauche au pouvoir en France, que le budget est présenté à la nation - il n'y a rien de plus à attendre que les choix définitifs caractériseront l'effort de défense de la France pour les cinq années qui viennent.

Priorité à la dissuasion

Pause donc, mais il y a pause imposée par les événements et par la tactique, dit le rapporteur. Il ne faut pas que le gouvernement français n'est pas en mesure de préciser, pour l'instant, quel est le contenu de sa politique d'armement national et quel visage il souhaite sculpter pour l'organisation des missions des forces armées. En principe, le conseil de défense, qui est l'instance suprême de décision en la matière, sous la présidence du chef de l'Etat, devra se réunir en décembre prochain pour arrêter les choix et arbitrer entre les différentes demandes des états-majors.

Ce qui se dessine, c'est la confirmation d'une priorité donnée à la

dissuasion et à l'élaboration de nouveaux systèmes d'armes stratégiques (comme la conception d'un modèle 1984 de missile marin lance-missiles) et tactiques (comme la mise en service, prévue à partir de 1991, du missile semi-balistique Hades pour remplacer le missile Pluton classiques, ainsi que les effectifs attribués aux armées françaises). La France, en effet, dans la situation d'avoir à renouveler, après 1990, une grande partie de son arsenal, dont les premiers éléments sont parus ou devenus opérationnels entre 1964 et 1972.

La priorité nucléaire est maintenue à un niveau que le chef de l'Etat lui-même a qualifié de « suffisant ». Les armées de développement démocratique et les armées classiques - compte tenu d'une « loppé » budgétaire qui stagne en France - sont réduits, restructurés, au risque d'être affaiblis.

M. Hernu se dit « une telle » causation, en affirmant qu'il préfère avoir, l'uniforme, moins de soldats des armées équipées et mieux armées. Ce choix n'est pas celui de l'armée de métier, en raison de l'attachement à la gendarmerie française à la conscription, c'est-à-dire à l'appel aux jeunes Français pour un service militaire qui voisine avec un encadrement professionnel. Ce choix se fait au faveur d'une armée de la puissance, l'armée de la mobilité, au détriment, peut-être, de l'effectif.

JACQUES ISNARD.

TRIBUNE DES NATIONS-UNIES

Un fardeau écrasant

(Suite de la page 19.)

Ces dépenses sont essentiellement la charge des pouvoirs publics, ces derniers disposent de moins de ressources pour des investissements économiques et sociaux prioritaires, ou de moins de ressources pour encourager, par des réductions fiscales, le secteur privé à procéder à des investissements. Les déficits budgétaires dus aux programmes d'armement, lesquels sont, en définitive, des impasses du point de vue de la production, ont été doublement générateurs d'inflation. Dans les pays en développement, les systèmes d'armement ont distordu le développement en requérant une infrastructure excessive.

Quant au fait que les pays qui ont, de longue date, un taux de croissance élevé ont également un niveau élevé de dépenses militaires, il ne prouve nullement qu'il existe une relation effective entre ces deux phénomènes. Le plus vraisemblable, c'est que le taux de croissance élevé est permis d'affecter des montants élevés à la défense du pays, et non l'inverse. Dans de telles conditions saines, l'économie peut-être capable de supporter à des fins militaires une saignée de 6 % de la totalité du produit national, mais lorsque la croissance est lente ou nulle, cela devient un fardeau écrasant.

Surestimation des retombées

En contrepartie de toutes les subventions qu'elles reçoivent des pouvoirs publics, les industries militaires ne rapportent guère. Faute de comparer les retombées technologiques de ces industries avec celles auxquelles auraient donné lieu les mêmes investissements s'ils avaient été affectés au secteur civil, on a surestimé l'apport technique des premières, particulièrement pour les pays en développement. Bien au contraire, une large part des techniques développées dans l'industrie des armements est transférée dans le secteur civil. Dans le domaine militaire, la recherche et le développement constituent un grave gaspillage, du fait du coefficient élevé de main-d'œuvre utilisée en raison du fait que les résultats obtenus ne deviennent en grande partie jamais opérationnels.

Une autre idée fallacieuse répandue au sujet de l'industrie militaire, l'image protectrice qu'on lui attribue à l'égard de l'emploi. Dans certains grands pays, l'industrie, 1 milliard de dollars dépensés dans le secteur privé permettent la création de près de 51 000 emplois de plus que la même somme affectée au secteur militaire, cela, notamment, en raison de la technologie complexe de ce dernier. Dans les pays en développement, la comparaison des coûts de main-d'œuvre est également un piège, car elle est considérablement biaisée en faveur du secteur militaire et du secteur privé.

En ce qui concerne le développement, les dépenses d'armement ne font qu'accroître le sous-développement du tiers-monde, alors qu'elles stimulent le surdéveloppement dans les pays occidentaux. La création de nouvelles usines de fabrication d'armes

ne dissuade nullement les pouvoirs publics du tiers-monde à continuer d'importer des armes. Quant aux pays occidentaux, les schémas d'acquisition d'armements poussent au sur-perfectionnement des systèmes existants plutôt qu'à un effort de conception de nouveaux types d'armes : d'où la stagnation de l'industrie qui devient de plus en plus dépendante de l'aide de l'Etat.

D'une façon générale, l'industrie militaire, tant la main-d'œuvre que la production que les ingénieurs, les techniciens et la direction acquièrent des habitudes, des qualifications et des attitudes qui rendent difficile leur adaptation à des emplois du secteur privé. Ce personnel devient, de la sorte, l'un des éléments constitutifs d'un secteur d'intérêt qui permet au marché des armements de poursuivre son développement. Alors que l'industrie aéronautique, la mécanique lourde, l'électronique et les constructions navales ne sont plus en mesure de garantir des emplois, les pays en développement voient un nombre réduit de commandes d'armements, ils prennent ou à laisser.

L'idée que la supériorité des armements garantit la sécurité a fait souvent juger acceptable n'importe quel montant de dépenses militaires. Bien que la question de la sécurité soit complexe, elle ne devrait pas occulter le coût économique des armements. Ce n'est un secret pour personne que les gouvernements démocratiques sont préoccupés, et non sans raison, du coût de la guerre. En un temps de crise grave, il se pourrait qu'un lucide du total réel des dépenses militaires suscite davantage d'efforts et de progrès dans la voie du désarmement que n'importe quel effrayant scénario de guerre nucléaire.

ANDREW TROTTER.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

Des multinationales du tiers-monde

UNE nouvelle forme de coopération Sud-Sud est en train de s'organiser : des investisseurs étrangers de pays en développement investissent dans d'autres pays en développement, leur apportant des technologies et contribuant à atteindre les objectifs nationaux de création d'emploi avec un capital local et en réduisant la facture des importations. Une étude du B.I.T. sur cette nouvelle forme d'entreprises multinationales montre qu'un tiers-monde s'est ainsi créé au cours de la dernière décennie.

Quelque deux tiers des entreprises de pays en développement ont été identifiées - dont la moitié dans le sec-

teur manufacturier - mais leur nombre pourrait être en réalité trois à quatre fois plus grand. L'important travail du B.I.T. porte sur des entreprises des pays suivants : Argentine, Brésil, Hongkong, Inde, Indonésie, Maurice, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Sri-Lanka et Thaïlande.

Ces multinationales du tiers-monde offrent aux pays en développement une alternative aux technologies que leur fournissent les géants du monde industrialisé.

La plus grande partie du savoir-faire des sociétés mères du tiers-monde provient, certes, de l'origine, mais les pays avancés, la technologie transférée aux filiales est le résultat d'adaptations et d'innova-

tions mises au point sur le marché intérieur avec, par conséquent, un volume de production réduit.

Adapter une technologie revient parfois à remplacer des machines par des travailleurs ou à adapter une technique radicalement différente, comme celle qui remplace l'acier par la fibre de verre dans la fabrication de structures ou la production de masse par le traitement individuel, comme c'est le cas aux Philippines pour la fabrication de produits pharmaceutiques.

Mais la caractéristique la plus frappante des techniques transférées par les sociétés mères du tiers-monde est le développement de la main-d'œuvre. Il y a d'une comparaison du rapport capital-travail qu'en Indonésie, pour les filiales d'entreprises du tiers-monde, ce rapport n'est en moyenne que de 8500 dollars par travailleur, alors que pour les filiales des sociétés multinationales il atteint 15000 dollars par travailleur.

Le mot d'ordre pour les opérations multinationales du tiers-monde est la souplesse. La production est généralement axée sur le marché intérieur du pays en développement hôte, et les entreprises sont conçues pour une production diversifiée. Par exemple, une société de Hongkong utilise une équipe permettant de fabriquer des modèles aussi bien de fours que de réfrigérateurs.

Beaucoup de filiales d'entreprises multinationales du tiers-monde ont des usines qui, dans la plupart des cas, sont plus souples que le matériel neuf et proviennent généralement d'un pays industrialisé. Ces machines sont vendues pour des raisons diverses : changement de techniques, modification de la demande ou l'entretien trop coûteux pour les pays à bas salaires.

Autre facteur de souplesse, le fait que les multinationales du tiers-monde tendent, plus que celles des pays industrialisés, à utiliser des facteurs de production disponibles en place. L'étude a, par exemple, constaté qu'en Thaïlande, les usines appartenant à des sociétés d'autres pays en développement importaient 70 % de leurs premières machines pour les usines thaïlandaises et 70 % pour les usines appartenant à des multinationales des pays développés.

Les multinationales du tiers-monde sont précieuses lorsqu'il s'agit de créer des emplois et de fabriquer des produits destinés au marché intérieur, mais elles sont moins précieuses pour l'exportation.

LOUIS T.-WELLS.

Technology Third World multinationals. Multinational Enterprises Programme Working Paper n° 19, B.I.T. Genève (11). S'agit d'un document d'une monographie destinée à évaluer les multinationales et la technologie appropriée pour un maximum d'emplois dans les pays en développement. Outre une enquête méthodologique (document de travail n° 14), trois autres documents ont été publiés, respectivement : Singapour (n° 16), sur la Nigéria (n° 17) et sur le Brésil (n° 21).

UNESCO

M. M'Bow : il nous manque une même foi

Sous l'égide de l'Assemblée générale des Nations unies, tenue en session extraordinaire à New-York du 7 juin au 9 juillet 1982, sur la question du désarmement, le directeur général de l'UNESCO, M. M'Bow, a notamment déclaré :

« D'innombrables ressources sont ainsi gaspillées [pour les armements] en pure perte, car nous n'améliorons pas la sécurité de ceux qui les possèdent, puisque les équilibres militaires tendent simplement à s'établir à des niveaux de plus en plus élevés. La course aux armements, née d'une ambition dominatrice ou d'un sentiment d'insécurité, porte ainsi en elle le germe de sa propre accélération. Et du fait de l'interdépendance croissante des destins des différentes nations et de l'indivisibilité contradictoire de leurs intérêts, une fois de plus en plus étroite s'établit entre tensions internationales et conflits internes, entre oppositions nationales et clivages idéologiques, entre intérêts régionaux et enjeux planétaires. Dès lors, la guerre peut non seulement échapper au contrôle de ceux qui la déclenchent, mais elle peut échapper à tout contrôle. Et précipiter la catastrophe. »

« La guerre doit désormais cesser d'être considérée comme un moyen de résoudre les différends particuliers entre nations, elle doit être affrontée comme un fléau commun qui menace de se retourner indifféremment contre les uns et contre les autres et même contre ceux qui pensent pouvoir la gagner pour un temps, et face auquel il est urgent de s'unir tous ensemble... »

« Force est de constater cependant, que les efforts déployés jusqu'ici n'ont pas permis d'arriver à l'impasse où on se trouve aujourd'hui, qui prévient actuellement. »

« Depuis 1945, sous la création du système des Nations unies, le monde n'a cessé de couler dans le sang, mais il n'a pas coulé partout. Les pays industrialisés, leur ensemble, ont connu le paix chez eux. Et ils ont, par conséquent, fourni les armes du monde. Les armes sont les seules à avoir continué de se développer. Elles sont devenues de plus en plus sophistiquées, et sur les peuples du tiers-monde, elles ont exercé une pression de plus en plus forte. Le tiers-monde a donc développé une conscience de sa propre accélération. Et du fait de l'interdépendance croissante des destins des différentes nations et de l'indivisibilité contradictoire de leurs intérêts, une fois de plus en plus étroite s'établit entre tensions internationales et conflits internes, entre oppositions nationales et clivages idéologiques, entre intérêts régionaux et enjeux planétaires. Dès lors, la guerre peut non seulement échapper au contrôle de ceux qui la déclenchent, mais elle peut échapper à tout contrôle. Et précipiter la catastrophe. »

« Si la situation mondiale s'est à ce point dégradée, si les principaux facteurs de conflit s'aggravent, si les tensions s'estompent, si les tensions qu'ils recèlent se multiplient et se font plus aiguës, ce n'est pas parce que nous n'avons pas les moyens matériels, ou les méthodes institutionnelles adéquates, c'est parce que nous n'avons pas, nous les détenteurs, la même foi, la même foi en l'unité de notre destinée, une raison de vivre qui conjure les différences de cultures, de langues, de religions, de races, de peuples, de nations, de civilisations, de modes d'existence... »

économie

Le Monde

AFFAIRES

UN CONFLIT DANS UNE BANQUE NATIONALISÉE

Les tracas de M. Lucien Pfeiffer

Rien ne va plus au sein de l'état-major de l'Union de banques à Paris (U.B.P.), établissement prospère de dimension moyenne (mille trois cents personnes, soixante-cinq agences, dont quarante-huit à Paris, 18,5 millions de bénéfices en 1981), qui appartenait au groupe Lebon et a été nationalisé le 1^{er} juillet 1982. Son administrateur général, et désormais président, n'est autre que M. Lucien Pfeiffer, fondateur du Groupement français d'entreprises (G.F.E.) et pionnier du crédit-bail immobilier en France avec la création de Prêtat-Sicomi, qu'il dut quitter en 1975 après une longue bataille juridique et financière.

Un affrontement entre une bonne partie de l'encadrement de l'établissement et son nouveau président, d'abord larvé, vient d'être rendu public. Des tracts des sections syndicales du Syndicat national des banques (S.N.B.) et de la C.F.T.C., ont d'abord, accusé M. Pfeiffer d'être intervenu directement dans des dossiers de prêts portant sur des affaires dans lesquelles il aurait « personnellement partie liée ». Ces sections ont demandé la concentration et la défense du personnel ont même écrit le 15 novembre à la commission de contrôle des banques pour demander, de toute urgence, la création d'une commission d'enquête.

En décembre, ils ont adressé au nouveau conseil d'administration de l'U.B.P. une mise en garde contre la nomination de M. Pfeiffer à la présidence, estimant que « tout [les] séparé de lui sur le plan de la déontologie bancaire, des rapports humains et de l'image de marque de la banque » et citant une « méconnaissance fondamentale et irréductible » entre le nouveau président et l'équipe de direction. Ces accusations et appréciations ont reçu, ces derniers jours, un large écho dans l'hebdomadaire *Midiweek*. De son côté le *Canard enchaîné* titrait, le 22 décembre, sur « Les affaires croisées d'un banquier socialiste trop entreprenant », avançant que M. Jacques Delors avait, le 15 décembre, demandé à M. Pfeiffer de

démisionner de sa présidence du G.F.E. L'intéressé, il va sans dire, réagit vigoureusement, dément tout en bloc, parle de « manœuvres politiques évidentes dirigées contre la nationalisation », et explique les attaques dont il est l'objet par la « rage » des cadres supérieurs dont il a rogné les rémunérations « excessives ». Il vient, d'ailleurs, d'adresser à M. Delors un rapport d'explications.

Premier fait acquis : M. Delors n'a pas eu à demander la démission de M. Pfeiffer de sa présidence du G.F.E., coopérative de 443 entreprises dont il est l'âme, puisque le principe de cette démission était déjà convenu avec la Rue de Rivoli dès la fin de juin 1982, lors de sa démission, et qu'elle devait être effective au moment de sa nomination officielle à la présidence de l'U.B.P. le 15 décembre. Quant aux liens de M. Pfeiffer avec ses affaires et occupations antérieures ou actuelles, le problème est moins simple. De quoi s'agit-il ?

Un crédit pour Interplans

M. Pfeiffer est accusé par une partie de son personnel d'avoir, à plusieurs reprises, au cours du second semestre 1982, exercé des pressions sur le Comité des engagements de la banque (auquel il ne participe pas) pour faire accorder un crédit de 5,5 millions de francs à une société de publicité, Interplans, pour le compte d'une filiale, les Ateliers Delteil, fusionnés, auparavant, avec les Laboratoires Anselme. Cette dernière société, très lourdement déficitaire, avait été, en 1980-1981, rachetée pour 1 franc, renflouée et revendue pour 6 millions de francs par un groupe de personnes physiques, avec les bons offices de la Sofitec, organisme spécialisé dans ce genre d'affaires, filiales du G.F.E. et dirigée par M. Gabriel Banon.

Ce dernier est une personnalité attachante : né au Maroc, ingénieur, il a été, pendant dix ans, administrateur-directeur général de la filiale française du groupe suédois

Alfa-Laval, puis le premier directeur, en 1971-1972, de l'Institut de développement industriel (I.D.I.). En 1971, il rachète à un groupe de trois sociétés industrielles, notamment la Siers, spécialisée dans la fabrication de vannes pour l'industrie nucléaire, dont le développement est très rapide. Mais, faute de fonds propres et de trésorerie, il doit déposer son bilan et « passer la main », en 1979, à Schumacher, puis à Alstom ; M. Banon estime alors qu'il a été « égaré » par la concurrence, et cela grâce aux banques, ce qui n'est pas totalement exact.

Par la suite, M. Banon, qui a connu M. Pfeiffer au Centre des jeunes dirigeants d'entreprise, vient diriger la Sofitec et participe au plan de redéploiement industriel de l'Imex-Kelton. Entre-temps, il a quelques démêlés avec le tribunal de commerce de Paris, dont un jugement de juillet 1982 le condamne à payer 2 millions de francs après la faillite d'une société de publications gérée par son fils. Bien qu'il ait fait appel, il est « écarté de signature » à la Banque de France. Personnalité brillante, apte de la création d'entreprise, M. Banon, inscrit au Club 89 de M. Alain Juppé, n'a pas que des amis, et est même fortement discuté par certains.

En tout état de cause, c'est lui qui, fin juillet 1982, présente à l'un des cadres du siège de l'U.B.P., 22, place de la Madeleine, à Paris, M. Margueret, dirigeant d'Interplans avec M. Serval Logique, directeur, puisqu'il a été en relation avec lui pour la vente des Laboratoires Anselme. Pas du tout, répliquent ses adversaires, puisque Interplans avait déjà formulé sa demande de crédit en novembre 1981 : dans leur esprit, M. Banon a voulu profiter de l'arrivée à l'U.B.P. de son ami Lucien Pfeiffer. Erreur, affirme ce dernier, puisque la demande de crédit a été présentée plus de six mois avant qu'il soit question de sa nomination : de plus, affirme-t-il, « le n'a pas de lien avec Interplans, bien que cette société soit domiciliée dans le même immeuble que le G.F.E. à Neuilly ; il y a là-bas cent cinquante sociétés ». En tout cas, M. Pfeiffer de-

mande, en septembre 1982, au Comité des engagements, peu enthousiaste, de réexaminer le dossier, qui va, toutefois, être bloqué le 9 novembre dernier, lors de l'inculpation et de l'arrestation de MM. Margueret et Serval, au titre de l'affaire des fausses factures de Marseille.

« Au service des clients... »

Autre grief formulé contre M. Pfeiffer, celui d'avoir voulu favoriser l'octroi de crédits de dépense à C.N.H. 2000, société d'I.L.M. alimentée, en partie, par la Cilex, association sans but lucratif, collecteur du 1^{er} logement des entreprises, parmi lesquelles le G.F.E. M. Pfeiffer, qui est administrateur, « à titre gratuit » de C.N.H. 2000, ne voit guère pourquoi, à la tête d'une banque, il ne pourrait pas accorder des concours, en pool, avec d'autres banques à une société d'I.L.M., ni même à des sociétés privées en pleine restructuration.

En fait, on touche là du doigt la contradiction fâcheuse qui oppose le nouveau président de l'U.B.P. à son état-major : pour M. Pfeiffer, il s'agit, conformément aux directives de M. Delors, de « remettre la banque au service de ses clients » et également de « remettre au pas une technocratie qui s'est auto-finalisée ». De l'autre côté, on estime que l'orthodoxie bancaire imposait la plus grande prudence dans les affaires précitées. Par ailleurs, il est fort probable que M. Pfeiffer, ancien batailleur et ténor, entier dans ses convictions, n'a pas ménagé ses cadres, déjà traumatisés par le changement de propriétaire, envoyant des notes qu'en haut lieu on se risque à qualifier d'« incendiaires », et où on évoque les « imprudences » d'un « homme de convictions » dans le maniement d'un personnel peu habitué à ses méthodes. En tout cas, c'est le premier affrontement public au sein d'une banque nationalisée depuis le 18 février 1982.

François RENARD.

« Les Patrons face à la gauche »

de Jean-Gabriel Fredet et Denis Pingaud

Le groupe de pression se porte bien

Au début des années 50, un professeur de science politique américain, M. Henry W. Ehrmann, écrivait la politique du patronat français de 1936 à 1955. C'était là une innovation. Malgré le rôle des chefs d'entreprise lors du Front populaire, comme sous Vichy, historiens et sociologues ne s'étaient guère intéressés à l'étude de ce groupe de pression pourtant fort efficace dans la défense des intérêts particuliers.

Le mérite de MM. Jean-Gabriel Fredet et Denis Pingaud, dans *Les Patrons face à la gauche* (1), est d'avoir conservé l'état d'esprit de M. Ehrmann, de ne pas s'être cantonnés, comme la plupart des ouvrages consacrés récemment à ce sujet, à l'interview de patrons.

Certes, on retrouve de tels entretiens, nécessaires pour comprendre la diversité de cette classe dirigeante. De François Michelin, qui pense que « les patrons ne peuvent plus sérieusement faire leur travail depuis 1936 » (...) et que « le pouvoir syndical, c'est l'irresponsabilité au pouvoir », à Michel Hervé, patron d'une entreprise d'installation de chauffage de six cent cinquante personnes, qui joue la gauche parce qu'elle représente « le changement, la prise en compte des éléments nouveaux dans la société ».

Mais les auteurs, tous deux journalistes au *Matin* de Paris, se sont surtout attachés à décrire avec minutie les cinq cents premiers jours de « la partie de bras de fer qui op-

pose le pouvoir politique au pouvoir économique » depuis le 10 mai 1981.

« La forteresse patronale » qu'est le Conseil national du patronat français a évidemment un rôle majeur. Son service d'études législatives (SEL), son remarquable service fiscal chargé de contrebalancer systématiquement toute mesure fiscale qui risque d'avoir quelque influence sur la vie des sociétés sont autant de moyens mis à la disposition de la défense de la libre entreprise. « Les patrons face à la gauche », c'est une belle démonstration que le groupe de pression patronal — malgré l'arrivée des socialistes au pouvoir — ne se porte pas mal du tout. — B. D.

« Les Patrons face à la gauche », de Jean-Gabriel Fredet et Denis Pingaud, collection « L'épreuve des faits », éditions Ramsay, 75 F.

Patrice Galambert
LES SEPT PARADOXES DE NOTRE POLITIQUE INDUSTRIELLE
Préface F. Bloch-Lainé

... voilà un livre bien stimulant, qui témoigne d'une solide culture en management... l'une des meilleures synthèses des anomalies du système français...
J. Barau
Le nouvel Economiste du 4/10/82

... ce qui frappe, c'est l'humilité et la lucidité avec lesquelles l'auteur étudie la politique industrielle passée et les débuts de sa version socialiste... Connaisseur de l'entreprise, il analyse, juge, suggère avec prudence en ouvrant davantage la voie aux solutions qu'en les « révélant ».
F. Eschbert
Le Monde du 28/9/82

CERF

ÉTRANGER

A COPENHAGUE

La chute du « château-carton »

De notre correspondante

Copenhague. — La chaîne de magasins Château du pap qui s'est spécialisée au Danemark dans la distribution des vins de table français de qualité courante contenus dans des emballages de carton — le même qu'on emploie pour le lait — escomptait faire de belles affaires pour les fêtes de fin d'année... Il n'en a rien été car la direction s'est vue, juste avant Noël, interdire par l'office des douanes d'utiliser le label Château du pap. L'administration a invoqué une directive de la C.E.E. destinée à protéger les consommateurs contre les « appellations trompeuses ». En Danemark, pap signifie carton, d'où l'astuce ingénieuse de cette enseigne qui, le reliant au mot château (que l'on trouve principalement sur les étiquettes des meilleurs crus français), pouvait induire certains acheteurs en erreur sur la qualité de la marchandise.

Cette firme avait été créée tout récemment par deux jeunes femmes dynamiques qui en avaient eu l'idée en séjournant dans le sud de la France. Elles vendaient essentiellement des vins du Languedoc-Roussillon et travaillaient dans des conditions ardues afin de réduire leurs frais au strict minimum.

Très vite, cette formule avait obtenu un grand succès. En quelques mois, plus d'une dizaine de boutiques s'étaient ouvertes à Copenhague et en province. La première, installée dans une belle rue chic de la capitale, avait un chiffre d'affaires quotidien de 18 000 couronnes (environ 12 000 mille francs) en ouvrant seulement l'après-midi. Il semble que ces vins en carton aient plu au grand public pour leur prix modique (la mise en carton revient beaucoup moins cher que la mise en bouteille...) et aussi pour son côté pratique — elles sont faciles à transporter pour ceux qui font du camping, du bateau, etc.

CAMILLE OLSEN.

Une centrale nucléaire est arrêtée en Belgique

De notre correspondant

Bruxelles. — Un arrêt de dix semaines au moins vient d'être imposé à la centrale nucléaire Doel II, sur les bords de l'Escaut. C'est en septembre que les soucis sont apparus : le cœur de la seconde centrale a été rechargé, et on a profité de l'occasion pour effectuer des travaux de maintenance. Selon le journal *Le Soir*, qui révèle l'affaire, les techniciens auraient perdu entre un demi-kilo et un kilo de copeaux de métal, qui se sont répandus dans les circuits du réacteur et se sont coincés dans les assemblages combustibles. Pour l'instant, la direction s'abstient de confirmer cette version des faits. La seule certitude est toutefois qu'une radioactivité inhabituelle et inquiétante s'est manifestée dans le circuit primaire du réacteur.

Dès le 21 novembre, semble-t-il, la direction décida de mettre le réac-

teur en panne afin d'inspecter son cœur.

Il a été finalement décidé la semaine dernière de suspendre complètement le fonctionnement du réacteur. Il s'agit donc maintenant de procéder tout d'abord à un « lavage » à grande eau du cœur du réacteur puis à une opération très délicate au cours de laquelle des robots devront récupérer les déchets métalliques coincés dans les barres de combustible nucléaire.

Les responsables maintiennent que l'incident ne devrait pas susciter la moindre inquiétude.

Personne ne nie en revanche que l'arrêt de Doel II coûtera très cher. Le manque à gagner — sans même tenir compte du coût des réparations — pourrait s'élever à près d'un milliard de francs belges.

JEAN WETZ.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA BANQUE NATIONALE DE PARIS AUX U.S.A.

M. Jacques Henri WAHL, Directeur Général, et M. Claude REINHART, Directeur Général Adjoint, accompagnés d'une délégation de la Direction Générale, se sont rendus à Houston (Texas) pour inaugurer le 20 décembre 1982 deux nouvelles filiales que la Banque Nationale de Paris vient de créer dans cette métropole importante du Sud des États-Unis.

Le Texas constitue, en effet, l'un des États les plus riches des U.S.A. A côté de l'exploitation de ressources naturelles et notamment du pétrole, s'y développe une industrie soignée, souvent spécialisée dans des secteurs de pointe. Une cinquantaine de groupes industriels français se sont installés dans cette région.

Dès 1974, la B.N.P. ouvrait à Houston un bureau de Représentation qui devait lui servir de pont pour couvrir le Texas et les États avoisinants. Le succès de l'action ainsi menée a justifié la constitution, conformément à la loi fédérale et à la réglementation texane, de deux filiales à Houston :

- la première, sous la forme d'une « Commercial Finance Company » dénommée : B.N.P. Finance (Houston) Corporation. Elle intervient dans tous les types de crédits, internes ou non, et assure la prospection et les relations avec les clients ainsi qu'avec les correspondants bancaires du groupe B.N.P. En revanche, elle ne peut recevoir de dépôts ;
- la deuxième, sous la forme d'une « Edge Act Company » : la B.N.P. International Corporation, habilitée à traiter toutes les opérations de banque se rapportant à des exportations de marchandises ou de services vers les U.S.A. ou émanant des U.S.A., de même que les opérations commerciales ou financières d'ordre de non-résidents.

La création de ces deux filiales de la Banque Nationale de Paris à Houston complète les autres implantations du groupe B.N.P. qui servent efficacement les intérêts français aux États-Unis.

Rappelons qu'implantée à New-York depuis plus de 60 ans (1919), la B.N.P. exerce ici ses activités à travers sa filiale la French American Banking Corporation, habilitée à traiter toutes les opérations de crédit et de financement du commerce extérieur, plus particulièrement celles portant sur les « commodities ». Parallèlement, une Succursale directe B.N.P., de création relativement récente (1976), offre les services complets d'une banque commerciale et peut intervenir sur le marché monétaire interbancaire de New-York ; elle comporte, en outre, une antenne spécialisée : l'« International Banking Facility », exclusivement habilitée à traiter des opérations avec les entreprises ou particuliers non-résidents.

Dans l'Illinois, la B.N.P. dispose à Chicago d'une Succursale directe et également d'une « International Banking Facility ».

En Californie, le réseau de la banque compte, depuis 1969, la Succursale de San Francisco — comportant aussi une « International Banking Facility » — et l'Agence de Los Angeles.

L'activité de ces sièges est principalement dirigée vers l'exploitation des grandes entreprises de la côte Ouest, le commerce international et le marché monétaire américain. De plus, les possibilités d'intervention de la B.N.P. se sont étendues aux 43 sièges de la Bank of the West, banque californienne plus que centenaire, dont elle a fait l'acquisition en 1980.

Ces différentes implantations américaines exercent leurs activités spécifiques au bénéfice de la clientèle française et internationale de la Banque Nationale de Paris.

COMPAGNIE MARSEILLAISE DE MADAGASCAR

L. BESSON et C^e

Réuni le 1^{er} décembre, le conseil d'administration a décidé, dans le cadre de l'article 157 de la loi du 24 juillet 1966,

de demander, comme pour l'exercice précédent, un délai pour la tenue de l'assemblée générale qui doit se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1982. Il est en effet apparu au conseil que des pertes importantes devaient encore être enregistrées pour cet

exercice et qu'on ne pouvait arrêter les comptes qu'après passation des provisions nécessaires.

Une requête a donc été présentée et, par ordonnance du 8 décembre, la société a obtenu un délai de trois mois. L'assemblée se tiendra donc dans le courant du premier trimestre 1983 à une date qui sera précisée en temps utile.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

Entreprise Nationale SONATRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

La Direction des travaux pétroliers lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de :

- LOT N° 01 — GRUES CAPACITÉ 20 TONNES - 08
- LOT N° 02 — GRUES CAPACITÉ 36 TONNES - 02

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements représentatifs de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à : SONATRACH - D.T.P. - 2, rue du Capitaine-Azzou - COTE-ROUGE - HUSSEIN-DEY - ALGER - Département Approvisionnement et Transport, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissionnaires établis en Côte (05) exemplaires sous double pli cacheté et recommandés portant la mention : « APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 9099/AR/MEC » « A ne pas ouvrir - confidentiel » devront être adressés à l'attention du chef de Département Approvisionnement et Transport.

Ces soumissionnaires devront parvenir au plus tard le SAMEDI 12 FÉVRIER 1983, délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure de l'offre devra être anonyme et ne comporter aucune inscription ou sigle indiquant son origine.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

SOCIAL

LA GRÈVE DE LA FAIM DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU SYNDICAT DES CHÔMEURS

Les combats de M. Pagat

Au rez-de-chaussée d'un immeuble crasseux et délabré d'une vieille rue de Clichy, une minuscule porte s'ouvre sur un décor sinistre, presque sordide. On est un peu suffoqué par l'entassement qui règne dans cette petite pièce où l'on peut à peine se tenir debout. Nous ne sommes pourtant ni dans un grenier, ni dans une cave, mais au siège du "Syndicat des chômeurs" - qui tient également lieu de domicile à son fondateur, M. Maurice Pagat.

Massif et jovial, M. Pagat parle beaucoup, le ton est souvent emphatique, grandiloquent, parfois un rien larmoyant. Il évoque d'emblée la grève de la faim qu'il devait entreprendre à partir du 25 décembre et qu'il préfère qualifier de "jeûne prolongé". "Ce n'est pas un chantage à la mort, mais un cri lancé à l'opinion publique pour attirer l'attention sur la détresse des chômeurs", déclare-t-il, soulignant qu'il s'agit aussi "d'alerter les gens sur mon cas personnel qui est dramatique".

M. Pagat raconte avec passion le combat qu'il mène contre la guerre d'Algérie à la direction de "Témoignages et Documents" - journal clandestin - qui publiait les textes saisis et interdits - et au Centre pour la défense des libertés et de la paix dans le cadre duquel il organisa "des centaines de meetings avec des personnalités telles que Mauriac ou... Mitterrand". "J'ai été durant cette période un permanent de la lutte contre la guerre d'Algérie, mais, ayant été licencié d'E.D.F., du fait de mes activités militantes, je n'ai pu me recaser et ai dû subsister en acceptant des petits boulots dans des associations", précise-t-il. "Je demande donc ma réintégration à E.D.F. et la reconstitution de ma carrière, soit le bénéfice des mêmes

avantages qui viennent d'être accordés aux généraux félon.

Pourquoi établir à tout prix un lien entre les événements d'Algérie et le chômage? C'est que, selon M. Pagat, "le chômage est un cancer comme l'était, il y a 25 ans, le problème algérien; la gauche est de la même manière frileuse et défaillante, d'autant qu'elle est désormais au pouvoir".

Le secrétaire du Syndicat des chômeurs se fait convaincant lorsqu'il évoque "la solitude des sans-travail", "la non-représentation des chômeurs dans les instances officielles", "les corporatistes", etc. "On aurait pu éviter le décret du 25 novembre en augmentant les cotisations ajoutées. Les Français n'acceptent-ils pas de payer des cotisations d'assurance auto bien plus élevées?"

M. Pagat est-il un agitateur, un poujadiste? Est-il manipulé? Comme on l'entend dire parfois. L'intéressé réfute ces qualifications: "Je suis profondément de gauche, tous les combats que j'ai menés l'attestent; c'est un comble que ceux qui ont pensé d'abord à leur carrière mettent en doute mes convictions, alors que j'ai exercé toute ma vie une sorte d'apostolat laïc et que j'ai toujours vécu très pauvrement, moi qui titote un certain nombre de membres du gouvernement et qui recevais, il y a encore quelques années, M. Bérégovoy, qui venait ici m'emprunter des livres à propos desquels nous discutions."

Personnage insolite et déconcertant, se donnant volontiers une allure de "missionnaire", M. Pagat sait mettre en valeur son passé. Cela ne suffit pas nécessairement pour s'engager en porte-parole des chômeurs.

UNE ETUDE DE L'INSEE

Un ouvrier de trente ans touche en moyenne
un salaire supérieur à celui versé à son père ouvrier
de cinquante-cinq ans

Dans son numéro de novembre, publié le 27 décembre, *Economie et statistique*, revue de l'INSEE, présente une étude de Christian Baudelot sur l'évolution individuelle des salaires. La méthode employée a consisté "à suivre les salariés individuellement à travers le temps et à reconstituer l'évolution de leurs salaires".

A partir des déclarations annuelles de salaires de cent dix-sept mille salariés du secteur privé et semi-privé, l'INSEE a constitué cent vingt-huit "groupes homogènes sous le rapport du sexe, de l'âge et de la catégorie socio-professionnelle". Pour chacun de ces groupes, les salaires moyens, au cours de la période observée, 1970-1975, ont été plus vite que les prix. "A partir de quarante ans, note l'étude, les hausses de salaire des ouvriers qualifiés et spécialisés sont plus fortes que celles des cadres, supérieurs et moyens, la tendance inverse étant observée avant quarante ans". Plus tard, les salaires diminuent de manière continue avec l'âge pour toutes les catégories de salariés.

L'étude fait apparaître que "à partir de quarante ans, les ouvriers

agés sont moins payés, une année donnée, que les ouvriers immédiatement plus jeunes; cela signifie qu'un ouvrier de trente ans touche en moyenne un salaire supérieur à celui qui est versé à son père âgé de cinquante-cinq ans. Il est ouvrier". En France constants, 3,8 % des hommes et 2,1 % des femmes ont connu de 1970 à 1975 une baisse continue de leur salaire individuel. C'est chez les cadres supérieurs que le profil d'évolution est le plus fréquent. Les salariés, dont la somme des salaires de 1973, 1974, 1975 est inférieure à la somme des salaires des trois années précédentes ont représenté 12,5 % des hommes et 9,2 % des femmes (surtout chez les cadres supérieurs).

Entre 1972-1973 et 1974-1975 les baisses du pouvoir d'achat concernent environ un quart de la population masculine et une proportion légèrement moindre de femmes salariées: les cadres supérieurs ont été les plus touchés, les employés de bureau les moins, un quart des ouvriers ayant vu, selon l'INSEE, leur pouvoir d'achat salarial diminuer au cours de cette période (pour 42 % des salariés qui ont vu leur pouvoir d'achat baisser, la diminution a été de moins de 5 %).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép.	-	Rep. + ou Dép.	-	Rep. + ou Dép.	-
SE-U.	6,7140	6,7260	+ 170	+ 210	+ 345	+ 405	+1015	+1135
S. can.	5,4010	5,4160	+ 70	+ 120	+ 165	+ 235	+ 535	+ 640
DM (100) ...	2,8290	2,8370	+ 140	+ 165	+ 290	+ 325	+ 900	+ 970
Fl.	2,5605	2,5680	+ 155	+ 180	+ 300	+ 340	+ 935	+1005
F.B. (100) ...	14,4530	14,4965	-1030	- 620	-1110	- 670	-1210	- 580
S.S.	3,3620	3,3740	+ 235	+ 270	+ 470	+ 515	+1455	+1555
L. (1 000) ...	4,9040	4,9210	- 865	- 690	-1425	-1210		
£								

TAUX DES EURO-MONNAIES

	SE-U.	5 1/2	5 7/8	9 3/16	9 9/16	9 1/4	9 5/8	9 1/2	9 7/8
DM	5 1/2	5 7/8	6 5/16	6 11/16	6 1/8	6 1/2	6 1/8	6 1/2	6 1/2
Fl.	4 3/4	5 1/4	5	5 3/4	5	5 3/4	5	5 3/4	5 3/4
F.B. (100) ...	15	17	17 1/2	20 3/4	15 1/2	17 1/2	13 1/4	15	
S.S.	7 7/8	8 1/8	3 7/8	4 1/8	3 3/4	1/8	3 3/4	4 1/8	
L. (1 000) ...	17	20	28 3/4	33	28	31			
£									
F. franc.			28	33	26	30	22	25	

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

stage de
PERFECTIONNEMENT DES FORMATEURS
DE JEUNES 16-18 ANS

De nouveaux outils pour l'analyse des situations, de stage
Durée 140 heures (3 jours par mois)
Début: deuxième quinzaine de janvier 1983
Renseignements: Université de Paris-V, 586-85-78
Université de Paris-V, 633-75-50
Université de Paris-IX, 606-14-10 p. 44.23

LÉGÈRE DÉCÉLÉRATION DU
RYTHME D'AUGMENTATION
DES DÉPENSES DE SANTÉ
POUR LE DEUXIÈME MOIS
CONSÉCUTIF.

Fin novembre, le rythme annuel de progression des dépenses de l'assurance-maladie a été de 18 % au lieu de 18,6 % fin octobre, et 19,2 % fin septembre. La légère décélération constatée il y a deux mois s'est confirmée le mois dernier. Selon les statistiques mensuelles de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés publiées le 27 décembre, le rythme de progression de ces dépenses en novembre 1982 est également inférieur à ce qu'il était en novembre 1981 (- 9 %).

L'augmentation annuelle des dépenses de soins de santé ralentit elle aussi, elle est de 18,5 % fin novembre, au lieu de 19,1 % en octobre et 19,7 % fin septembre.

Les frais de séjour hospitalier progressent de 20 % en rythme annuel (au lieu de 21,2 % en octobre et 21,7 % en septembre). La décélération est plus nette dans le secteur public (22 % de progression au lieu de 23,5 % le mois précédent) que dans le secteur privé (14,5 % fin novembre contre 14,9 % fin octobre).

Le rythme annuel d'évolution des remboursements au titre des "honoraires du secteur privé" se maintient à 14,9 % (dont 15,1 % pour les honoraires médicaux et 14,2 % pour les honoraires dentaires). Le taux de croissance annuel des prescriptions s'élève à 16,7 % fin novembre au lieu de 17 % fin octobre, - la principale composante, la pharmacie, restant au même rythme de 16,8 %.

Enfin les dépenses d'indemnisation des arrêts de travail pour maladie progressent au rythme annuel de 13,1 % fin novembre au lieu de 13,4 % fin octobre.

LE PREMIER
CONTRAT COLLECTIF
DE SOLIDARITÉ
A ÉTÉ SIGNÉ À BRIVE

A Brive-la-Gaillarde, vingt-trois P.M.E. corréziennes viennent de signer ensemble le premier contrat collectif de solidarité avec les pouvoirs publics. Cette opération, encouragée par l'Etat à titre expérimental, prévoit la prise en charge commune du risque en cas de non-respect de la clause de maintien des effectifs et l'engagement de réserver un quota d'embauche de 20 % en faveur des chômeurs de longue durée.

Ce contrat devrait libérer cent soixante-quatre emplois, ce qui porte à cinq cent quatre-vingt-neuf le nombre d'emplois libérés en Corrèze par les contrats de solidarité déjà signés. (Corresp.)

Faits et chiffres

● Blé: Récolte record attendue en Argentine. Elle devrait atteindre 14 millions de tonnes en 1982, contre 7,9 l'an passé, du fait des rendements exceptionnels variant entre 50 et 80 quintaux par hectare. Le précédent record date de 1964; l'Argentine avait obtenu 11,260 millions de tonnes de blé. Une telle récolte laisserait à l'Argentine un solde exportable de 8 millions de tonnes. La récolte totale de céréales devrait s'élever à 40 millions de tonnes contre 36 millions en 1981. L'Argentine est le cinquième exportateur mondial de blé derrière les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la France.

● La C.G.T. critique l'accord de prétraite chez Michelin. La section C.G.T. de l'usine Michelin de Clermont-Ferrand a protesté, lundi 27 décembre, contre les conditions de la convention passée entre la société Michelin-France et le Fonds national de l'emploi pour le départ en prétraite de quelque trois mille trois cents salariés. Ce syndicat qui avait proposé, avec la C.F.D.T., la signature d'un contrat de solidarité, souhaitait que les salariés partants soient automatiquement remplacés.

NOUVEAU

OFFREZ VOUS UNE SÉANCE
DE PSYCHOTHÉRAPIE
PAR ORDINATEUR POUR 90 F
POUR MIEUX EXPLOITER VOS ATOUTS ET
MIEUX DOMINER VOS POINTS FAIBLES
Pour profiter de cette offre, veuillez envoyer
le 90 F suivant accompagné d'un chèque
lou un mandat de 90 F. Vous recevrez un
modèle d'interrogation que vous nous renverrez.
Dès lors, votre bien vous parviendra
dans les délais les plus courts.

Nom Prénom
Adresse
A RENVoyer AU:
Centre de Stans Psychologiques Informatisées
34, av. des Champs-Élysées 75008 Paris

CARNET

Naissances

Le lieutenant-colonel François ROZEC et M^{me}, née Frédérique FRINDEL, ont la joie d'annoncer la naissance de

Thomas.

8 décembre 1982. Paris.

Décès

PIERRE VOIZARD

M^{me} Pierre Voizard, son épouse, née Juliette Allier,
M^{me} Françoise Voizard,
M^{me} Marie-André Voizard-Verne,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre VOIZARD,

grand officier de la Légion d'honneur,
grand-croix
de l'Ordre national du Mérite,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918
et 1939-1945,
conseiller d'Etat (H),
ancien résident général de France
en Tunisie,
ancien ministre d'Etat
de la Principauté de Monaco,
docteur H.C.
de l'université d'Innsbruck.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le jeudi 23 décembre en l'église de St-Jacques (Moulin), et ont été suivies de l'inhumation dans le caveau familial.

Cet avis tient lieu de faire-part.
3, avenue de Breteville,
92200 Neuilly.
Les Gaillards
Saint-Vincent-Rives-d'Oit,
46140 Luzac.

Le président et le secrétaire général de la Fédération nationale des sociétés de courses de France,

Les présidents et les secrétaires généraux des fédérations régionales des sociétés de courses,

Les présidents et les directeurs généraux des sociétés de courses parisiennes, Les présidents et les directeurs généraux des sociétés de courses de province, Les directeurs, le secrétaire général, les cadres, agents de maîtrise et employés du P.M.U., ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre VOIZARD,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand-croix
de l'Ordre national du Mérite,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918
et 1939-1945,
conseiller d'Etat (H),
ancien résident général de France
en Tunisie,
ancien ministre d'Etat
de la Principauté de Monaco,
docteur H.C.
de l'université d'Innsbruck,
président du conseil d'administration
du Pari mutuel urbain,
membre du comité
de la Société d'encouragement.

11, rue du Cirque, 75008 Paris.
83, rue La Boétie, 75008 Paris.

[Né à Toul en 1886, engagé volontaire en août 1914, Pierre Voizard fut le plus jeune médaillé militaire en 1915 et se distingua en 1943 pour prendre part à la campagne d'Italie.
Licencié en droit et diplômé d'armes, il fit carrière entre les deux guerres dans l'administration civile en Tunisie et dans l'administration préfectorale (préfet de l'Aude en 1930 et de Seine-et-Marne en 1939) et fut mis à la disposition du résident général au Maroc en 1941. Nommé en 1946 administrateur général de la zone d'occupation française en Autriche, puis délégué général en Autriche, il fut, en 1960, ministre d'Etat de Monaco puis, en 1963 et 1964, résident général à Tunis.
Il avait été nommé conseiller d'Etat en novembre 1964.]

— Saint-Vite (47). Fumel (47).
M^{me} Victor Audéguis,
Ses enfants et petits-enfants,
vous font part du décès de
général AUDÉGUIS (C.R.),
Victor, Pierre Audéguis,
commandeur de la Légion d'honneur,
le 25 décembre 1982, à la fin de sa
quatre-vingt-dixième année.
Le service religieux sera célébré le
jeudi 30 décembre, à 10 h 30, en l'église
orthodoxe grecque, 7, rue Georges-
Bizet, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière
des Batignolles.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Son épouse, Samuel Georges Bénichou,
Ses fils, les docteurs Luc Bénichou et
Lionel Bénichou, leurs épouses et leurs
enfants,
Son frère, M. André Appert, M^{me} et
leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de
M. André ENFÈRE,
leur frère, beau-frère, oncle, cousin et
ami,
survenu le 24 décembre 1982 dans sa
quatre-vingt-troisième année.
Le service religieux sera célébré le
jeudi 30 décembre, à 10 h 30, en l'église
orthodoxe grecque, 7, rue Georges-
Bizet, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière
des Batignolles.
Cet avis tient lieu de faire-part.

65, rue de la Fédération,
75015 Paris.

— Son épouse, Samuel Georges Bénichou,
Ses fils, les docteurs Luc Bénichou et
Lionel Bénichou, leurs épouses et leurs
enfants,
Son frère, M. André Appert, M^{me} et
leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de
M. André ENFÈRE,
leur frère, beau-frère, oncle, cousin et
ami,
survenu le 24 décembre 1982 dans sa
quatre-vingt-troisième année.
Le service religieux sera célébré le
jeudi 30 décembre, à 10 h 30, en l'église
orthodoxe grecque, 7, rue Georges-
Bizet, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière
des Batignolles.
Cet avis tient lieu de faire-part.

65, rue de la Fédération,
75015 Paris.

Les familles Polack, Pinto, Richour,
Tous ses amis et proches,
ont la grande douleur de faire part du
décès, survenu le jeudi 20 décembre
1982, dans sa soixante-dix-neuvième
année, de

Etienne BÉNICHOU,
né Appert, dit Gallot,
médaille des combattants volontaires
de la Résistance,
croix de guerre.

Cet avis tient lieu de faire-part.
20, rue du Commandant-Mouchotte,
75014 Paris.
Bours
64300 Orthez-Sainte-Suzanne.
A. Appert, résidence Boquevaux,
Les Pins, rue du Haras,
91240 Saint-Michel-sur-Orge.

Depuis plusieurs mois, elle était
condamnée par la maladie; le sachant,
elle y faisait face avec lucidité et
dignité. Avant de décider de l'heure à
laquelle elle s'en irait, elle écrivit ces
lignes, en demandant qu'elles soient
jointes à son avis de décès: "Je salue
par la pensée tous ceux et toutes celles
que j'ai connus, estimés, aimés et parmi
eux mes camarades de la Résistance en
France, ceux de Chine, mes amis
d'Indonésie, mes relations, tous ceux,
enfin, que j'ai connus à travers le
monde et dont j'emporte avec moi le
bon souvenir. A vous tous, je souhaite
le meilleur en 1983!"

Que tous ceux qui ont connu Etienne
rejoignent par la pensée ceux qui
garderont son souvenir avec fidélité et
amour.

Le Père Claude BIGARD, O.P.,
a été rappelé à Dieu le 27 décembre
1982 à l'âge de cinquante-neuf ans.
Ses funérailles seront célébrées le
vendredi 31 décembre, à 11 heures, en
l'église conventuelle de l'Annonciation
(222, rue du Faubourg-Saint-honoré,
Paris-8^e).

De la part:
Du Père provincial des dominicains
de la province de France,
Du Père prieur et des religieux du
convent de l'Annonciation,
De sa famille.

Le Père Jacques BRUX,
ancien missionnaire au Laos,
cofondateur de l'ADAP
et du village Hmong-de-Cacao
(Guyane),
a rejoint la maison du Père le 26 décembre
1982, à l'âge de cinquante-sept ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi
29 décembre, à 8 h 45, en l'église Saint-
Germain de Fontenay-sous-Bois.
De la part de sa famille,
De l'ADAP et des missionnaires
Oblats de Marie-Immaculée.

25, rue du Commandant-Jean-Dubail,
94120 Fontenay-sous-Bois.

— Aix-en-Provence. Alger. Le Bour-
lon.
M. André Cassagne,
M. Philippe Bouysse et M^{me}, née
Cassagne,
Les familles Liens, Estève, parents
et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} André CASSAGNE,
née Françoise Costa,

repassée à Dieu le 26 décembre 1982.
Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité. L'inhumation s'est faite dans le
caveau de famille, au Bouillon, le
28 décembre.

— M. et M^{me} Adrien Enfiestoglou,
M^{me} Emily Enfiestoglou,
Les familles Tsilicoglou,
Gyalistiras et Paléologos,
Toute la famille et ses nombreux
amis,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. André ENFÈRE,
leur frère, beau-frère, oncle, cousin et
ami,
survenu le 24 décembre 1982 dans sa
quatre-vingt-troisième année.
Le service religieux sera célébré le
jeudi 30 décembre, à 10 h 30, en l'église
orthodoxe grecque, 7, rue Georges-
Bizet, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière
des Batignolles.
Cet avis tient lieu de faire-part.

65, rue de la Fédération,
75015 Paris.

— M. et M^{me} Jarmou et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
leur fils et frère
Zvi,
âgé de vingt ans.
Les obsèques ont lieu le 28 décembre
1982, au cimetière de Poutine.

Anniversaires
— Il y a un an, le 29 décembre,
Frédéric
BOYER DE LA GIRODAY
nous quittait.
Il vit à travers ceux qui l'ont aimé.

— M. et M^{me} Lucienne Marquis, sa mère,
M. et M^{me} Etienne Gorse,
M^{me} Dominique Gorse,
M. et M^{me} Jean-Michel Levy,
M^{me} Laurence Gorse,
M. Fabien Gorse,
ses enfants,
Clara, Laurent et Anne-Marie,
ses petits-enfants,
M^{me} Ghislaine Marquis, sa sœur,
M^{me} Marie-Luce Gorse-Moniez,
sa nièce,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Ghislaine GORSE,
née Marquis,

veuve de M. Roger Gorse, ancien
conseiller-maire à la Cour des comptes,
survenu le 18 décembre 1982.

— On nous prie d'annoncer le décès
de
Jeanne GUILLOU,
née Orrière,
survenue le 16 décembre, dans sa quatre-
vingt-dix-huitième année.
Le service religieux et la sépulture
ont eu lieu à La Roche-des-Arnauds
(Haute-Alpes).

De la part de M. et M^{me} Georges
Lepetit et leurs enfants,
A cette occasion, sa fille Fanette rap-
pelle la mémoire de son père,
Jean GUILLOU,
provisoirement honoré,
décédé en décembre 1972.

— On nous prie d'annoncer le décès
de
M^{me} veuve LENDOWER,
née Rose Mizrah,
survenue le 26 décembre 1982 à l'âge de
soixante-quinze ans.
De la part des familles Lendower,
Mizrah, Josselin, Krotenberg, Carlini,
Bereck, Ascher, Marciano,
ses enfants, petits-enfants, arrière-
petits-fils,
Ses frères, sœurs, neveux et nièces,
cousins et cousines,
Et de toute la famille,
Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité le mardi 28 décembre.
M. Lendower,
63, boulevard du Commandant-
Charcot,
92200 Neuilly.

— M^{me} André Michelot,
M. et M^{me} Alain Michelot,
M. et M^{me} Jean-Louis Guettier et
leurs enfants,
M. et M^{me} Philippe Michelot et leurs
enfants,
M. Jean-Pierre Michelot,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André MICHELET,
survenu le 20 décembre 1982 en Avi-
gnon.
La messe, célébrée à Paris en l'église
Notre-Dame-des-Champs, et l'inhuma-
tion, au cimetière du Montparnasse, ont
eu lieu le 24 décembre 1982 dans l'inti-
mité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
10, impasse Robiquet, 75006 Paris.

— M. Laurence Shaw,
M. et M^{me} Jean Deconinck
et leur fille,
M^{me} Emily Enfiestoglou,
Les familles Lazzio et Halton,
ont la douleur de faire part du décès de
leur mère, grand-mère, sœur et tante,
M^{me} Renée SEAW,
née Zarka,
survenue le 26 décembre 1982.

— M. et M^{me} Jarmou et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
leur fils et frère
Zvi,
âgé de vingt ans.
Les obsèques ont lieu le 28 décembre
1982, au cimetière de Poutine.

Anniversaires
— Il y a un an, le 29 décembre,
Frédéric
BOYER DE LA GIRODAY
nous quittait.
Il vit à travers ceux qui l'ont aimé.

— M. et M^{me} Lucienne Marquis, sa mère,
M. et M^{me} Etienne Gorse,
M^{me} Dominique Gorse,
M. et M^{me} Jean-Michel Levy,
M^{me} Laurence Gorse,
M. Fabien Gorse,
ses enfants,
Clara, Laurent et Anne-Marie,
ses petits-enfants,
M^{me} Ghislaine Marquis, sa sœur,
M^{me} Marie-Luce Gorse-Moniez,
sa nièce,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Ghislaine GORSE,
née Marquis,

veuve de M. Roger Gorse, ancien
conseiller-maire à la Cour des comptes,
survenu le 18 décembre 1982.

— On nous prie d'annoncer le décès
de
Jeanne GUILLOU,
née Orrière,
survenue le 16 décembre, dans sa quatre-
vingt-dix-huitième année.
Le service religieux et la sépulture
ont eu lieu à La Roche-des-Arnauds
(Haute-Alpes).

De la part de M. et M^{me} Georges
Lepetit et leurs enfants,
A cette occasion, sa fille Fanette rap-
pelle la mémoire de son père,
Jean GUILLOU,
provisoirement honoré,
décédé en décembre 1972.

— On nous prie d'annoncer le décès
de
M^{me} veuve LENDOWER,
née Rose Mizrah,
survenue le 26 décembre 1982 à l'âge de
soixante-quinze ans.
De la part des familles Lendower,
Mizrah, Josselin, Krotenberg, Carlini,
Bere

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

Record battu

Le Dow Jones atteindra-t-il la cote 1100 le 31 décembre. Plus que quatre séances pour le savoir. En attendant, les faits paraissent devoir donner raison aux optimistes. L'occasion d'une belle envolée, Wall Street, battant tous ses précédents records, s'est élevée à son plus haut niveau de toujours mesuré en terme d'indice au palier de 1070,54 (+2,43 %), la progression étant de 25,43 points. L'exploit est d'autant plus remarquable que cette hausse a été entièrement acquise au cours des quatre-vingt-dix dernières minutes de transactions, la majeure partie de la séance s'étant déroulée sous le signe de la résistance. Naturellement, le bilan de la journée a été à la hausse. L'édifice s'est élevé de 943 valeurs traitées, 1 044 ont monté et 529 ont baissé, 370 n'ayant pas varié.

Tout les analystes s'accordent à dire que la confiance est revenue autour de « Big Board ». Après avoir brisé du plat, les investisseurs ont désormais tous pu se rassurer, on ne peut pas dire que l'économie est en pleine reprise, mais elle est en route. Deux facteurs ont renforcé cette conviction : le dernier rapport du Conference Board faisant état d'un ralentissement dans la hausse des cours qui préfigure un redémarrage industriel ; les déclarations faites par le secrétaire au Trésor sur la possibilité de lever des impôts sélectifs.

pour combler le déficit budgétaire, ce qui aurait pour effet d'élever au recours trop pressant aux emprunts. L'on notera toutefois à cet égard, comme en témoignent les volumes relativement bas des transactions avec 64,69 de titres échangés contre 62,9 millions précédemment.

VALEURS	Cours du 28 déc.	Cours du 27 déc.
Alcoa	31 5/8	32
A.T.T.	58 1/2	60 3/8
Boeing	55 1/4	56
Chrysler	52	51 5/8
Du Pont de Nemours	38	37 3/8
Exxon	28 1/8	28 1/8
Ford	40	41 1/4
General Electric	35 3/4	36 1/2
General Motors	40 3/4	41 1/8
Goodyear	32 1/2	33 1/4
IBM	160	161 1/2
ITT	30	30 3/4
McDonald	30 3/4	31 1/2
Philips	68 3/4	71 1/2
Schlumberger	44 1/4	45 1/4
Union Carbide	31 3/4	32 3/8
Westinghouse	38 1/2	39 1/4
Xerox	37 1/2	38 3/8

PARIS

27 décembre

Hausse de mesure

La dernière semaine de l'année s'est ouverte sur une note saine. Malgré le ralentissement d'activité et l'absence de toutes informations extérieures avec la fermeture de nombreuses places internationales, le marché a, sur son état d'esprit, enregistré une hausse à faible allure, et, à la clôture, l'indice instantané enregistrait un modeste gain de 0,5 % environ.

Pour tout dire, cette petite hausse des cours n'a guère revêtu de signification. Le déclinisme était grand sous les lambris, et l'on s'est ennuyé ferme durant cette séance et, faute de mieux, les professionnels plaisantaient : « Écrivez donc que, dans une posture de bourgeois fatigués par les fêtes, les petites monétaires ont fait la loi », nous a-t-on dit.

suggéré en riant un spécialiste d'un grand établissement de la place. Pourquoi pas, dans la mesure où ce fut la dernière séance d'affaires et que l'on s'attendait à ce que les ordres d'achat passés par les particuliers soient dégelés, leurs impôts, aucune grosse transaction n'a été enregistrée.

Avec la nouvelle baisse du dollar (6,7430 F contre 6,8150 F), la devise s'est dévaluée de 8,22-8,26 F contre 8,23-8,35 F. Aucune indication n'étant parvenue des États-Unis après le chômage du 24 décembre ni du marché de Londres clos jusqu'à mercredi. On a donc, avec le lingot à 97,150 F (-5,30 F), le napoleon a progressé de 5 F à 663 F.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

B.N.P. - La Banque nationale de Paris prendra une participation de plus de 22 % dans le capital de l'Eastern Bank, classée au septième rang des établissements bancaires de Malaisie. Un accord en ce sens devrait intervenir d'ici quelques jours pour mettre un point final à de longues négociations qui ont longtemps buté sur le prix de la transaction.

Par ailleurs, la B.N.P. vient de signer un accord de coopération technique avec une banque indonésienne, la P.T. Bank Union National, afin de développer ses

opérations de commerce extérieur et de financement international.

INSTITUT MÉRIKUX - Associé à plusieurs industriels français, l'Institut Mérikux vient de créer Sino-France lestage, une association dont le but est de promouvoir les ventes d'équipements de produits et de technologie dans le domaine de l'élevage en République populaire de Chine. Sino-France lestage prendra en charge une commune agricole chinoise afin d'y développer les techniques d'élevage des volailles, le démarrage de l'opération étant prévu pour le courant de l'année 1983 avec un budget voisin de 3 à 4 millions de francs.

DARTY - Le chiffre d'affaires hors taxes des trois premiers trimestres de l'exercice 1982-1983 (mars à novembre 1982) s'est élevé à 2 321 844 000 francs, contre 1 921 660 000 francs pour la même période de l'exercice précédent, soit une augmentation de 20,8 %. Cette évolution ne peut pas être transposée à l'ensemble de l'exercice du fait de la modification de la saisonnalité des ventes et de l'anticipation des achats certains biens d'équipement entraînée par le blocage des prix et des revenus.

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 : 31 déc. 1981)

Valeurs françaises	127,8	128,4
Valeurs étrangères	134,1	134,6

C° DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	100,4	101,3
----------------	-------	-------

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effet prévu de 28 décembre : 12,75 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) : 236,50 / 235,50

BOURSE DE PARIS

Comptant

27 DECEMBRE

VALEURS	% du total	% de change	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	27/12	Écart	Recher
3 %	24 10	0,723	89 90	93 50	Minig. Dte. del.	45	46 80 d	B.N. Meunier	725	725				
5 %	34 45	1,421	105 10	105 10	Rocheville	35	35	B. N. Meunier	3450	3450				
5 % amort. 48-84	71 12	1,225	525 50	541	Rocheville	70 20	70 20	B. N. Meunier	150	151				
5 % amort. 85-87	111 50	1,452	270 20	270 20	Rocheville	75 20	75 20	B. N. Meunier	145 20	145 20				
5 % amort. 88-90	102 80	1,280	228 30	228 30	Rocheville	125 12	125 12	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 91-93	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 94-96	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 97-99	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 00-02	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 03-05	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 06-08	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 09-11	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 12-14	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 15-17	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 18-20	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 21-23	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 24-26	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 27-29	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 30-32	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 33-35	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 36-38	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 39-41	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 42-44	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 45-47	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 48-50	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 51-53	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 54-56	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 57-59	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 60-62	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 63-65	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 66-68	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 69-71	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 72-74	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 75-77	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 78-80	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 81-83	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 84-86	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 87-89	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 90-92	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 93-95	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 96-98	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 99-01	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 02-04	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 05-07	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 08-10	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 11-13	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 14-16	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 17-19	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 20-22	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 23-25	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 26-28	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 29-31	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 32-34	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 35-37	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 38-40	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 41-43	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 44-46	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 47-49	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 50-52	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 53-55	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 56-58	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 59-61	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 62-64	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 65-67	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 68-70	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 71-73	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 74-76	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 77-79	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 80-82	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 83-85	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 86-88	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 89-91	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 92-94	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 95-97	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 98-00	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 01-03	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 04-06	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 07-09	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 10-12	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 13-15	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 16-18	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 19-21	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 22-24	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 25-27	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 28-30	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 31-33	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 34-36	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 37-39	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 40-42	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 43-45	102 80	1,280	198 50	198 50	Rocheville	300 30	300 30	B. N. Meunier	20 20	21				
5 % amort. 46-48	102 80	1,280	198 50	198 5										

